

2023-05

Analyse des effets de l'aide publique au développement et des investissements directs étrangers sur l'investissement domestique en Afrique subsaharienne(1996-2019)

Gahungu, Joseph

UB

<https://repository.ub.edu.bi/handle/123456789/454>

Téléchargé depuis le dépôt institutionnel officiel de l'Université du Burundi

UNIVERSITE DU BURUNDI

FACULTE DES SCIENCES ECONOMIQUES ET DE GESTION
MASTER EN ANALYSE ECONOMIQUE ET DEVELOPPEMENT



**ANALYSE DES EFFETS DE L'AIDE PUBLIQUE AU
DEVELOPPEMENT ET DES INVESTISSEMENTS DIRECTS
ETRANGERS SUR L'INVESTISSEMENT DOMESTIQUE EN
AFRIQUE SUBSAHARIENNE (1996-2019)**

Par :

GAHUNGU Joseph

Mémoire

présenté et défendu publiquement en vue de l'obtention du Diplôme de Master
en Analyse Economique et Développement

Option : Analyse Economique

Sous la direction du :

Pr. Arcade NDORICIMPA

Bujumbura, Mai 2023

IDENTIFICATION DES MEMBRES DU JURY

Président : Pr. NIYONGABO Gilbert
Directeur : Pr. NDORICIMPA Arcade
Membre : Dr. NSABIMANA Salomon

DEDICACES

A Dieu tout puissant ;

A mon regretté Père ;

A ma chère Mère ;

A ma chère Epouse ;

A mes chers Enfants ;

A mes frères et sœurs ;

A mes oncles et tantes ;

A mes cousins et cousines ;

A toutes mes reconnaissances.

Je dédie ce mémoire

REMERCIEMENTS

Au seuil du présent travail, qu'il nous soit permis d'adresser nos sincères remerciements à toutes personnes qui ont contribué de près et de loin à sa réalisation. Ainsi, nos remerciements doivent être adressés plus particulièrement au Professeur Arcade NDORICIMPA, Directeur de ce mémoire pour le temps et les efforts consentis pour nous mettre sur la voie de son aboutissement et aux membres du jury, pour la promptitude avec laquelle ils ont accepté de lire ce mémoire et de l'évaluer, méritent également notre gratitude. Ensuite nos remerciements sont adressés au personnel enseignant de la FSEG de l'Université du Burundi pour notre formation.

Nous tenons en outre à remercier le commandement de la Force de Défense Nationale pour la souplesse avec laquelle il a accepté de nous permettre de suivre la présente formation. Il nous est d'une grande fierté de remercier le commandement de l'Institut Supérieur des Cadres Militaires pour le soutien tant moral que matériel. Nous ne pouvons pas également manquer d'adresser un mot de gratitude à nos chers camarades de promotion qui ont agrémente notre séjour l'Université du Burundi.

Enfin, nos sincères sentiments de gratitude vont à l'endroit de notre chère famille pour son soutien.

GAHUNGU Joseph

RESUME

L'objectif de ce travail est d'analyser les effets de l'aide publique au développement et l'investissement direct étranger sur l'investissement domestique. A partir des données annuelles des pays d'Afrique Subsaharienne pour la période de 1996 -2019, nous appliquons la méthode du Pooled Mean Group (PMG) pour nos estimations. Les résultats montrent que les IDE ont un impact positif et significatif sur l'investissement domestique à court et long terme en Afrique Subsaharienne. En revanche, dans la présente étude l'aide publique au développement, les résultats montrent qu'elle n'influence pas l'investissement domestique en Afrique subsaharienne.

Lorsque nous tenons en compte le rôle de la qualité des institutions, nos résultats montrent que le contrôle de la corruption améliore l'effet de l'IDE sur l'investissement domestique et que la stabilité politique influence positivement l'investissement domestique à travers l'effet de l'APD.

Mots clés : Investissement domestique, IDE, APD, Afrique Subsaharienne, Pooled Mean Group (PMG), le contrôle de corruption et stabilité politique

ABSTRACT

The objective of this work is to analyze the effects of official development assistance and foreign direct investment on domestic investment. Using annual data for Sub-Saharan African countries for the period 1996 -2019, and applying the Pooled Mean Group (PMG) method, the results show that FDI has a positive and significant effect on domestic investment in short and long run .The results indicate also that official development assistance does not influence domestic investment in sub-Saharan Africa.

When we take into account the role of the quality of institution, our results show that controlling corruption enhances the effect of FDI on domestic investment and that official development assistance coupled with political stability influence positively domestic investment.

Key words: Domestic investment, FDI, ODA, Sub-Saharan Africa, Pooled Mean Group (PMG), corruption control and political stability.

TABLE DES MATIERES

IDENTIFICATION DES MEMBRES DU JURY	i
DEDICACES	ii
REMERCIEMENTS	iii
RESUME	iv
ABSTRACT	v
TABLE DES MATIERES	vi
LISTE DES TABLEAUX	x
LISTE DES FIGURES	xi
LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS	xii
AVANT-PROPOS	xiii
0. INTRODUCTION GENERALE	1
0.1. Contexte et annonce du sujet	1
0.2. Problématique de la recherche.....	4
0.3. Objectifs du travail	5
0.4. Hypothèses de recherche	5
0.5. Motivation et Intérêt du sujet.....	5
0.6. Méthodologie du travail.....	6
0.7. Délimitation du sujet	7
0.8. Articulation du travail.....	7
CHAPITRE I : CADRE THEORIQUE DE L'AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT, LES INVESTISSEMENTS DIRECTS ETRANGERS ET L'INVESTISSEMENT DOMESTIQUE	8
Section 1 : Approche théorique de l'aide publique au développement	8
I.1.1. Concept de l'aide publique au développement.....	8
I.1.2. Historique de l'aide publique au développement	9
I.1.3. Différentes formes de l'aide publique au développement	10
I.1.3.1. Aide bilatérale	10
I.1.3.2. Aide multilatérale.....	10
I.1.3.3. Catégories de l'aide publique au développement	12

I.1.4. Logique d'allocation de l'aide publique au développement.....	13
I.1.5. Critiques de l'aide publique au développement	14
I.1.6. Arguments pour la nécessité de l'aide publique au développement.....	15
I.1.7. Théorie du cercle vicieux de la pauvreté	16
I.1.8. Qualité des institutions et l'efficacité de l'aide publique au développement	17
I.1.9. Relation entre l'APD et la gouvernance	18
Section 2 : Approche théorique des investissements directs étrangers.....	19
I.2.1. Concept d'investissement	19
I.2.1.1. Investissements Directs Etrangers	19
I.2.1.2. Flux financiers (prêts bancaires)	20
I.2.2. Théorie Néoclassique des IDE	21
I.2.3. Théorie Eclectique de Dunning (1979) ou le paradigme OLI	21
I.2.4. Nouvelle Economie Géographique.....	24
I.2.5. Théorie du cycle de vie des produits	24
I.2.6. Fondements théoriques de l'attractivité territoriale des IDE	25
I.2.7. Facteurs internes de l'implantation d'une firme à l'étranger	26
I.2.8. Facteurs externes de l'implantation d'une firme à l'étranger	26
I.2.9. Bonne gouvernance, la corruption et l'attractivité des IDE	27
Section 3 : Cadre théorique de l'investissement domestique et son lien avec l'IDE et l'APD.....	30
I.3.1. Investissement et Epargne domestique	30
I.3.2. Insuffisance de l'épargne et nécessité de recourir au financement extérieur	30
I.3.3. Modèle à double déficit de Chenery et Strout(1966)	31
I.3.4. Modèle d'Agosin et Mayer (2000)	33
I.3.5. Relation théorique entre les ressources financières extérieures et l'investissement domestique	34
I.3.6. Relation entre l'APD et l'investissement domestique	35
I.3.7. Effets de l'investissement direct étranger sur l'investissement domestique	36
I.3.8. Analyse critique des études empiriques des effets des IDE, l'APD sur l'Investissement Domestique	37

Conclusion du premier chapitre	39
CHAPITRE II : ETAT DES LIEUX DE L'AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT, LES INVESTISSEMENTS DIRECTS ETRANGERS ET LES INVESTISSEMENTS DOMESTIQUES EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE	40
Section 1 : Tendance des investissements domestiques et les investissements directs étrangers en Afrique subsaharienne.....	41
II.1.1. Investissement domestique en Afrique Subsaharienne	42
II.1.2. Tendance de l'investissement domestique en Afrique Subsaharienne.....	43
II.1.3. Investissements directs étrangers en Afrique Subsaharienne.....	46
II.1.4. IDE en Afrique subsaharienne : Comparaison avec les autres régions en développement	50
II.1.5. Principaux pays investisseurs en Afrique subsaharienne	51
II.1.6. Répartition des IDE par secteur d'activité Afrique Subsaharienne.....	55
Section 2 : Tendance de l'aide publique au développement en Afrique Subsaharienne.....	56
II.2.1. Niveau d'APD en Afrique subsaharienne	56
II.2.2. Effort de l'aide publique au développement	57
II.2.3. Versements de l'APD équivalent dons par les pays de l'OCDE.....	58
II.2.4. Evolution Investissement domestique, IDE et APD en moyenne de 5ans.....	62
Section 3 : Etat des lieux de la gouvernance en Afrique Subsaharienne.....	64
II.3.1. Etat des lieux de la stabilité politique.....	64
II.3.2. Contrôle de corruption en Afrique Subsaharienne	65
Conclusion du deuxième chapitre	67
CHAPITRE III : ANALYSE EMPIRIQUE DES EFFETS DE L'APD ET DE L'IDE SUR L'INVESTISSEMENT DOMESTIQUE	68
Section 1 : Présentation de la méthodologie.....	68
III.1.1. Méthode d'estimation: Pooled Mean Group (PMG)	68
III.1.2. Tests de racine unitaire en panel	70
III.1.3. Tests de cointégration	77

III.1.4. Analyse descriptive et Statistique	79
Section 2 : Approche économétrique de l'étude	80
III.2.1. Spécification du Modèle économétrique	80
III.2.2. Définitions des variables et anticipations des signes	84
III.2.3. Sources des données	87
Section 3 : Présentation des résultats empiriques et interprétation	87
III.3.1. Résultats des tests de racine unitaires	87
III.3.2. Résultats des tests de cointégration.....	90
III.3.3. Résultats des estimations de PMG.....	91
III.3.4. Analyse et discussion des résultats économétriques	93
Conclusion du troisième chapitre	98
CONCLUSION GENERALE	99
BIBLIOGRAPHIE	102
ANNEXES.....	108

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1: Liste des pays de l'échantillon par sous-région	41
Tableau 2 : Versement de l'APD par région en développement (2012-2019).....	61
Tableau 3: Aide publique au développement, Investissements domestique et IDE en ASS ..	62
Tableau 4: Tests de racine unitaire en panel : Première et deuxième génération	71
Tableau 5: Statistiques descriptives	79
Tableau 6: Résultats des tests de racine unitaire (première génération)	88
Tableau 7: Résultats des tests de racine unitaire :Deuxième génération.....	89
Tableau 8 : Résultats du test de cointégration de Pedroni.....	90
Tableau 9: Résultats du test de cointégration de Kao	90
Tableau 10 : Résultats d'estimation de la relation de long terme	92
Tableau 11 : Résultats d'Estimation de la relation de court terme.....	93

LISTE DES FIGURES

Figure 1 : Aide bilatérale versus aide multilatérale.....	12
Figure 2: Cercle vicieux de la pauvreté.....	16
Figure 3: Investissements directs étrangers dans le paradigme OLI.....	23
Figure 4: Investissement domestique en Afrique Subsaharienne (1996-2019).....	43
Figure 5: Niveau moyen de l'investissement domestique par pays (1996-2019).....	44
Figure 6: Evolution des investissements domestiques dans les régions en développements...	45
Figure 7: Evolution des IDE entrant en Afrique subsaharienne en Million de dollars US	46
Figure 8: Entrée nette des IDE en pourcentage du PIB dans pays d'Afrique subsaharienne ..	48
Figure 9: Niveau moyen des IDE par pays pour la période (1996-2019)	49
Figure 10: Evolution des IDE en Volume en millions de Dollar américain	50
Figure 11: Destination des investissements directs étrangers en Afrique Subsaharienne.....	52
Figure 12: Afrique subsaharienne : Répartition moyenne d'IDE par région	54
Figure 13 : Evolution du niveau d'APD, en milliards de dollars en Afrique subsaharienne ..	57
Figure 14: Evolution de l'effort d'APD en % du revenu national brut.....	58
Figure 15: Versements de l'APD équivalent dons par les pays de l'OCDE, en % du RNB...	59
Figure 16: Niveau moyen de l'APD par Pays (1996-2019)	60
Figure 17 : Moyenne annuelle de l'APD par région en développement en millions d'USD.	61
Figure 18: Evolution en moyenne de 5ans de l'APD, IDE et FBCF	62
Figure 19: Evolution de la stabilité politique et absence de violence en ASS	64
Figure 20: Evolution du contrôle de corruption en Afrique subsaharienne	65

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS

ADF	: Augmented Dickey-Fuller
APD	: Aide Publique au Développement
ARDL	: Autoregressive Distributed Lag
ASS	: Afrique Subsaharienne
BAD	: Banque Africaine de Développement
BM	: Banque Mondiale
CNUCED	: Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement
ECT	: Error Correction Term
FAO	: Food Agriculture Organization
FBCF	: Formation Brute du Capital Fixe
FMI	: Fonds Monétaire Internationale
FMN	: Firme Multinationale
IDE	: Investissement Direct Etranger
IEP	: Investissement de Porte Feuille
MCE	: Modèle à Correction d'Erreur
MG	: Mean Group
OCDE	: Organisation de Coopération et de Développement Economiques
OMS	: Organisation Mondiale de la Santé
PAM	: Programme Alimentaire Mondiale
PD	: Pays Développés
PED	: Pays En Développement
PIB	: Produit Intérieur Brut
PMG	: Pooled Mean Group
PNUD	: Programme des Nations Unies pour le Développement
RNB	: Revenu National Brut
UNCTAD	: United Nations Conference on Trade and Development
UNESCO	: United Nations Education and Sciences Organization
UNICEF	: United Nations International Children's Emergency Fund
USD	: United States Dollar
WDI	: World Development Indicators
WGI	: Worldwide Governance Indicators

AVANT-PROPOS

Le présent document a été rédigé dans le cadre d'un travail de fin d'étude dans le but d'obtenir le diplôme de master en sciences économiques et de gestion. Ainsi, le thème de ce travail est intitulé « Analyse des effets de l'aide publique au développement et des investissements directs étrangers sur l'investissement domestique en Afrique subsaharienne ». Le choix du sujet du présent travail a été motivé par un goût du savoir entre deux flux financiers extérieurs : l'aide publique au développement et les investissements directs étrangers, lequel contribuent mieux au développement des pays d'Afrique subsaharienne.

Il a également été motivé par le fait qu'à notre connaissance, aucune étude n'a été réalisée analysant les effets simultanés de ces flux financiers sur l'investissement domestique en Afrique subsaharienne en tenant compte de la qualité des institutions.

Dans l'espoir d'une petite contribution, il servira à enrichir l'information existante sur les IDE, l'APD et l'investissement domestique. De plus, le présent travail constitue également une source documentaire pour les futurs chercheurs intéressés par des questions similaires à notre thème.

Et enfin, le présent travail pourrait être utile grâce aux implications des politiques économiques formulées à l'endroit des autorités politiques des pays d'Afrique Subsaharienne.

0. INTRODUCTION GENERALE

0.1. Contexte et annonce du sujet

L'investissement domestique est à la fois un déterminant et un moteur de la croissance dans les pays développés et dans les pays en développement. Sans cette ressource, il n'est pas possible de soutenir la croissance, de créer des emplois ni de jeter les bases de la lutte contre la pauvreté. L'investissement permet d'accroître le stock de capital et l'on sait qu'il est un des moyens essentiels pour générer une hausse de la productivité. Un investissement élevé est en principe un bon signe du point de vue de la croissance économique.

Les besoins financiers de l'Afrique Subsaharienne pour développer ses infrastructures et ses capacités productives ont augmenté ces dix dernières années plus rapidement que les ressources intérieures d'où l'écart considérable qui continue de se creuser entre les besoins en investissement et les ressources disponibles, CNUCED¹ (2013). Si les gouvernements des pays africains veulent se donner toutes les chances d'aboutir leur projet de développement, ils doivent mobiliser les ressources intérieures pour accroître l'investissement domestique.

Néanmoins, les ressources intérieures restent insuffisantes et limitées pour combler le déficit de financement de l'investissement domestique dans cette région. Ces pays doivent faire recours aux financements extérieurs (dettes extérieures, l'aide publique au développement et les capitaux étrangers,...). Nurkse (1953) souligne qu'un manque d'épargne dans les pays en voie de développement (PED) les maintient dans un cercle vicieux de pauvreté. Celui-ci ne peut être surmonté que par l'appel à des capitaux étrangers.

Selon les rapports de la CNUCED (2010), au cours des trois dernières décennies, l'aide publique au développement et l'investissement direct étranger sont devenues les deux principales sources de financement extérieur dans les pays d'Afrique subsaharienne.

D'un côté, les flux des Investissements Directs Etrangers (IDE) vers cette zone ont augmenté de façon remarquable à partir des années 1990. En effet, depuis 1996 jusqu'en 2012 le flux d'entrée nette s'est multiplié par cinq. L'entrée nette des IDE est passée de 1,9% du PIB en 1996 à 6,82% du PIB en 2012. La tendance à la baisse s'observe à partir de 2013 jusqu'en 2020, UNCTAD (2020).

¹ Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement

De l'autre côté, chaque année, les donateurs de l'OCDE accordent d'énormes ressources financières aux pays pauvres dont les pays d'Afrique Subsaharienne en termes d'aide publique au développement (APD). Selon les rapports de l'OCDE, depuis les années 1990, l'APD à la destination de l'Afrique Subsaharienne n'a cessé d'augmenter. En effet, le volume de l'APD a augmenté à hauteur de 308,87 % passant de 163,50 milliards USD en 1996 à 668,37 milliards dollars USD en 2020, OCDE (2020).

Cette forte croissance de l'APD entre 1997 et 2007 est due, en grande partie, aux annulations de la dette qui, en terme réel, ont représenté plus de 70 % de cette croissance entre 2004 et 2005. La baisse de ces annulations à partir de 2006 a entraîné celle du volume d'APD d'un montant équivalant à 0,31% du revenu national brut (RNB) cumulé de ces pays en 2006, ce pourcentage n'a atteint que 0,28% en 2007, bien loin de l'objectif ²que les Nations unies se sont fixées dès 1970 de 0,7% du RNB des pays donateurs, OCDE (2008).

En revanche, malgré les flux de ces ressources financières observés en Afrique Subsaharienne, l'investissement domestique de cette région reste constant et oscille autour de 20% du PIB. En effet, en 1996 l'investissement domestique s'évalue à 23,65% du PIB tandis qu'en 2020, ils représentent 22,29 % du PIB.

Il faut signaler que l'APD est administrée par le Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE et que les firmes multinationales (FMN) lancent leurs projets via les investissements directs étrangers (IDE) à la recherche de plus de profit. Ces deux transferts des flux financiers sont cruciaux pour le développement des pays à faible revenu en général et pour assurer l'investissement de l'Afrique subsaharienne.

En effet, selon les rapports sur l'investissement dans le monde de la CNUCED, les IDE permettent aux pays bénéficiaires d'encourager l'augmentation de la spécialisation et l'augmentation des revenus des personnes peu qualifiées (création d'emploi), ce qui finit par augmenter la production, l'investissement, les salaires et réduire les inégalités sociales. L'APD quant à elle, vise à améliorer le bien-être social (les conditions de vie), à réduire les inégalités et à accroître le niveau de travailleurs qualifiés grâce à l'assistance technique et accroître les infrastructures publiques, OCDE(2018).

² Objectif de l'ONU en matière d'aide publique au développement fixé à 0,7% du revenu national brut des pays donateurs le montant de leur aide aux pays en voie de développement. De nombreux pays donateurs ont pris des engagements pour atteindre cet objectif. Cependant, il y a toujours des écarts importants entre les engagements pris et les contributions effectives

Tous ces flux financiers extérieurs pour bien s'installer et promouvoir un développement des investissements domestiques dans les pays d'accueil, ils ont besoin d'un environnement institutionnel de qualité.

En effet, l'efficacité de l'aide est conditionnée par l'amélioration de la gouvernance dans les pays bénéficiaires (Burnside & Dollar (1997); Banque mondiale(1998); Dalgaard & Hansen(2001). L'aide est plus efficace dans un bon environnement macroéconomique et politique. Elle devrait cibler les pays pauvres ayant adopté une « bonne gouvernance».

De même, l'investissement est affecté à la fois par les risques et la rentabilité qui dépendent beaucoup du cadre institutionnel des pays. Ainsi, comme le soulignent Gray & Jarosse (1993), les investisseurs étrangers désirent opérer dans un environnement caractérisé par la réduction des incertitudes et des coûts de transaction. Cet environnement se rattache à la réglementation inhérente aux législations qui régissent l'activité des firmes étrangères. Une telle réglementation peut receler des obstacles défavorisant l'implantation des firmes étrangères et provoquant ainsi un effet de détournement des flux d'IDE vers les pays dotés d'une législation plus souple et transparente.

En outre, dès lors que cet environnement détermine parallèlement le système de motivations des firmes locales, leur efficacité, leur spécialisation et leur compétitivité, sa qualité détermine en grande partie la qualité des IDE entrants, Michelet (1999). La stabilité politique fait partie des facteurs primordiaux de l'attractivité du pays et renforce sa compétitivité.

La présente étude se propose de mener une réflexion sur les effets de l'aide publique au développement (APD) et l'investissement direct étranger sur l'investissement domestique. Cette étude se distingue aux autres pour deux raisons : l'intérêt qu'il porte à la région d'Afrique subsaharienne et l'analyse du rôle de la qualité des institutions pour promouvoir l'investissement domestique via l'attractivité des IDE et l'allocation de l'APD. Elle s'attèle à analyser, dans le cas des pays africains au sud du Sahara, l'influence des flux des financements extérieurs sur leur développement et s'efforce à prendre en considération la gouvernance pour voir réellement le rôle de la qualité des institutions dans la mobilisation de ces ressources extérieures pour renforcer l'investissement domestique.

Ainsi, le thème suivant est considéré : «Analyse des effets de l'aide publique au développement et de l'investissement direct étranger sur l'investissement domestique en Afrique Subsaharienne».

0.2. Problématique de la recherche

Les pays d'Afrique subsaharienne disposent d'un investissement domestique faible par rapport aux autres régions du monde, BM (2018). Ces pays se trouvent confrontés au problème de financement de leur activité économique suite à l'insuffisance des ressources domestiques. Les recours à des crédits internationaux sont souvent limités pour la plupart de ces pays par leurs niveaux d'endettement. Lorsque ces pays veulent relancer leur économie via l'investissement domestique, ils doivent commencer par augmenter l'épargne intérieure et ensuite améliorer la collecte des recettes publiques qui constituent les ressources propres internes du pays.

En cas d'insuffisance des ressources intérieures, celles-ci doivent être complétées par les différentes formes de financements extérieurs. Ces financements sont principalement de deux modalités à savoir l'aide publique au développement (APD) et les apports de capitaux privés notamment les investissements directs étrangers (IDE).

Cependant, l'influence de ces deux flux extérieurs sur le développement des pays d'ASS reste aujourd'hui un sujet de controverses, de critiques et leur efficacité est loin de faire l'unanimité au sein de la communauté internationale.

De plus, la corruption et l'instabilité politique qui caractérisent la plupart des pays d'Afrique subsaharienne handicape le développement de cette région. En effet, on estime également que l'Afrique subsaharienne perd chaque année des centaines de milliards de dollars à cause de la fuite des capitaux, de la fraude fiscale, du rapatriement des profits par les sociétés multinationales et du montant élevé du remboursement de la dette extérieure, Ndikumana & Vernick (2008). Cela est principalement dû à la mauvaise gouvernance qui ronge ces pays et tout cela traduit le faible niveau d'investissement domestique.

Compte tenu de ce qui précède, on a formulé la question de recherche de la manière suivante : les flux financiers extérieurs contribuent-ils à accroître les ressources intérieures et par conséquent promouvoir l'investissement domestique dans les pays d'Afrique Subsaharienne ?

A partir de cette question centrale, on peut reformuler les questions spécifiques suivantes :

- L'aide publique au développement influence-t-elle l'investissement domestique en Afrique subsaharienne?
- L'investissement direct étranger stimule-t-il l'investissement domestique en Afrique subsaharienne?

- Quel est le rôle de la qualité des institutions pour promouvoir l'investissement domestique en Afrique subsaharienne ?

0.3. Objectifs du travail

L'objectif général du présent travail consiste à déterminer les effets des flux financiers extérieurs sur l'investissement domestique dans les pays d'Afrique Subsaharienne. Pour y parvenir, ce travail vise spécifiquement à :

- i. Etudier les effets de l'APD sur l'investissement domestique en Afrique subsaharienne.
- ii. Déterminer les effets des IDE sur l'investissement domestique en Afrique subsaharienne.
- iii. Analyser le rôle de la qualité des institutions pour promouvoir l'investissement domestique en Afrique Subsaharienne.

A partir de ces objectifs spécifiques, il importe de formuler les hypothèses du travail.

0.4. Hypothèses de recherche

Pour bien mener cette étude et à atteindre les objectifs susmentionnés, la vérification des hypothèses ci-après s'impose :

H1: L'APD n'influence pas l'investissement domestique dans les pays d'Afrique Subsaharienne.

H2 : L'IDE a un impact positif sur l'investissement domestique dans les pays d'Afrique Subsaharienne.

H3 : La stabilité politique et le contrôle de corruption interagissant respectivement avec l'APD et l'IDE ont un impact positif sur l'investissement domestique en Afrique Subsaharienne.

0.5. Motivation et Intérêt du sujet

Le choix de notre sujet « Analyse des effets de l'Aide Publique au Développement et de l'Investissement Direct Etranger sur l'Investissement domestique en Afrique Subsaharienne » a été motivé par un goût du savoir entre l'APD et les IDE, deux flux financiers extérieurs, lequel contribue mieux au développement des pays d'Afrique subsaharienne.

Il a également été motivé par le fait qu'à notre connaissance, aucune étude n'a été réalisée analysant les effets simultanés de l'aide publique et les IDE sur l'investissement domestique en Afrique subsaharienne en tenant compte de la qualité des institutions.

Le présent travail revêt un triple intérêt. Il va, d'abord, nous permettre d'approfondir les matières théoriques vues en classe. Il va boucler notre formation et permet d'accéder au diplôme de Master de recherche en Analyse Economique, par conséquent, une porte ouverte vers les études doctorales.

Ensuite, on a l'espoir que ce travail enrichit la théorie existante en fournissant des nouvelles informations sur les IDE, l'APD et l'investissement domestique. De plus, le présent travail constitue également une source documentaire pour les futurs chercheurs intéressés par des questions similaires à notre thème.

Et enfin, le présent travail pourrait être utile grâce aux suggestions formulées à l'endroit des autorités politiques des pays d'Afrique Subsaharienne.

La dose d'originalité de cette étude réside aussi dans la méthodologie appliquée. Contrairement aux études précédentes, notre étude utilise des données de panel dynamique, qui prend en compte l'hétérogénéité des individus et à la fois les relations de court terme et de long terme des variables testées à partir d'une méthode PMG. Cela permet de bien analyser si les effets des flux financiers extérieurs contribuent réellement à accroître l'investissement domestique et favoriser le développement des pays bénéficiaires dans le temps.

0.6. Méthodologie du travail

Tout travail de recherche suppose le recours à une méthode et un ensemble des techniques d'investigation. Celles-ci doivent être soigneusement choisies afin d'éviter des biais ou la déconnexion entre les résultats ou suggestions à formuler et les réelles solutions aux problèmes considérés.

Dans le présent travail, on fait recours à la technique documentaire qui consiste à explorer la littérature théorique et empirique accessible dans différentes bibliothèques physiques mais également virtuelles. Cette technique permet également de collecter les informations nécessaires pour une méthode d'analyse. Les données d'analyse ont été extraites dans les bases des données de WDI, CNUCED, OCDE pour les variables macroéconomiques et dans WGI pour les données sur la gouvernance.

Pour vérifier les hypothèses émises et répondre à la question de recherche, l'analyse des données fait intervenir la méthode statistique et économétrique. Le traitement de ces données se réalise grâce aux techniques et outils de l'économétrie des données de panel dynamique.

On fait recours à l'approche PMG pour analyser les effets de l'APD et l'IDE sur l'investissement domestique.

0.7. Délimitation du sujet

Ce travail est délimité dans le temps, dans l'espace et dans le domaine.

En effet, dans le temps, ce travail porte sur une période de 24 ans (1996-2019), le choix de cette période est dû au fait que pour aboutir à des résultats robustes et fiables, l'analyse statistique et économétrique exige l'utilisation des séries longues.

Dans l'espace, le présent travail s'intéresse aux pays d'Afrique Subsaharienne. Un échantillon de 38 pays a été retenu, il est à signaler que certains pays ont été exclus suite à l'indisponibilité des données pour la période d'étude. Ce travail porte particulièrement dans le domaine de l'économie politique. Il analyse les relations des flux financiers extérieurs et l'investissement domestique.

0.8. Articulation du travail

Le présent travail est articulé autour de trois chapitres précédés par une introduction générale et suivis par une conclusion générale. Le premier chapitre intitulé « Cadre théorique de l'APD, les IDE et de l'investissement domestique » passe en revue les théories relatives à l'APD, aux IDE et à l'investissement domestique.

Le deuxième intitulé « Etat des lieux de l'aide publique au développement, les investissements directs étrangers et les investissements domestiques en Afrique Subsaharienne » analyse la tendance et l'évolution des variables mise en évidence dans cette étude.

Et enfin, le troisième chapitre intitulé « Analyse empirique des effets de l'APD et IDE sur l'investissement domestique » présente la méthodologie de recherche appliquée, la spécification du modèle et l'interprétation des résultats trouvés.

CHAPITRE I : CADRE THEORIQUE DE L'AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT, LES INVESTISSEMENTS DIRECTS ETRANGERS ET L'INVESTISSEMENT DOMESTIQUE

Le présent chapitre met en évidence le cadre théorique du sujet de notre travail. Il est également question d'établir de la relation théorique mais aussi empirique existant entre l'APD, les IDE et l'investissement domestique. Il est constitué de trois sections, la première section traite l'approche théorique de l'APD suivie par la deuxième section qui met en évidence le cadre théorique des IDE et enfin la troisième section analyse l'approche théorique de l'investissement domestique et son lien avec l'APD et l'IDE.

Section 1 : Approche théorique de l'aide publique au développement

Cette section présente d'une façon détaillée le concept de l'APD, la logique de l'allocation ainsi que les arguments pour ou contre l'aide publique au développement. Il met en exergue le rôle de la qualité des institutions dans l'allocation de l'aide publique au développement.

I.1.1. Concept de l'aide publique au développement

La notion de l'aide publique au développement est complexe et ses composantes évoluent au fil du temps. L'objectif principal de l'APD reste la promotion de la croissance économique dans les pays pauvres. L'aide au développement fait référence aux opérations et mécanismes financiers, allant du don pur et simple au prêt accordé à un tarif préférentiel, négocié entre pays donateurs développés et des Etats bénéficiaires en développement, Dazoue & al. (2018).

Le Comité d'Aide au Développement (CAD), créé au sein de l'OCDE dans le but de coordonner et de comptabiliser l'aide des pays développés octroyée au Tiers-monde, distingue « l'aide publique » des autres apports. Il réserve l'appellation « aide » à la seule « aide publique » ou « aide publique au développement » (APD). Celle-ci comprend les prêts et les dons (financements sans contrepartie) du secteur public lorsque les prêts sont assortis de conditions préférentielles par rapport au marché.

Les conditions avantageuses portent habituellement sur le taux d'intérêt, la durée du remboursement et les conditions d'amortissement. L'élément de libéralité et de don contenu dans de tels prêts est ainsi déterminant. Ces transferts de capital à des conditions privilégiées sont exclusivement destinés aux pays en développement. Ils poursuivent l'objectif premier d'améliorer les conditions de vie des pays receveurs.

Selon Dazoue & al.2018, le Comité d'Aide au Développement (CAD), l'aide publique au développement correspond aux courants d'aide en direction de pays en développement et d'institutions multilatérales émanant d'organismes publics, y compris l'État et les autorités locales ou de leurs agents d'exécution, et dont chaque opération répond aux critères suivants:

- avoir pour objectif principal de promouvoir le développement économique et le bien être des pays en développement;
- avoir un caractère concessionnel et comprendre un élément de don d'au moins 25% (au taux d'escompte de 10%).

L'aide publique au développement est alors une part du budget public d'un pays développé consacrée au financement de programmes de coopération au développement des pays pauvres bénéficiaires. La définition de la notion d'Aide Publique au Développement est plus précise dès lors que l'on prend en compte son évolution au fil du temps.

I.1.2. Historique de l'aide publique au développement

L'APD est apparue au lendemain de la seconde guerre mondiale et devient ensuite un outil d'influence pendant la guerre froide. C'est une nouvelle forme de coopération créée dans le but de reconstruire les pays dévastés par la guerre. Sa première application fût dans le plan Marshall en 1947, financé par les Etats Unis, où 17 milliards de dollars équivalait à 1,5% de son Produit National Brut ont été transférés à l'Europe dans le but de sa reconstruction, Guillaume (2004).

Pendant la guerre froide, l'APD relevait de la politique des blocs. L'aide liée était dominante et le souci d'efficacité de l'aide et la question de développement a été mis au second plan, Jacquet(2006). Cependant, dans la période de la décolonisation, c'est-à-dire les années 1960, cette aide a pris une nouvelle tournure. Les anciens colonisateurs du Nord ont commencé à venir en aide aux pays du Sud, surtout les plus pauvres, dans un but à la fois politique et humanitaire. L'aide est alors devenu un instrument public destiné à financer des secteurs bien déterminés comme: la santé, l'éducation, les infrastructures, Brunel (1995).

I.1.3. Différentes formes de l'aide publique au développement

Selon l'OCDE, les bénéficiaires reçoivent l'APD soit par voie bilatérale, soit par l'intermédiaire des organismes multilatéraux.

I.1.3.1. Aide bilatérale

C'est une aide d'Etat à l'Etat sous plusieurs formes comme la coopération technique, l'aide projet, l'appui budgétaire, Brunel (1995). Il s'agit d'une aide directe c'est-à-dire sans l'intervention d'un intermédiaire entre le pays donneur et le pays receveur. Les partenaires bilatéraux relèvent pour la plupart du temps des pays du Nord notamment les pays industrialisés, Guillaume (2004). Comme il a été dit auparavant, ces pays sont regroupés au sein du CAD.

L'APD peut être bilatérale non liée c'est-à-dire qu'aucune condition n'est imposée en retour par le bailleur, ou bilatérale liée: le donateur oblige qu'une part des achats ou des services découlant de l'aide soit effectuée dans son pays, Catrinus (1991).

Depuis la création de l'OCDE/CAD en 1960, les principaux pays donateurs au service de leurs propres intérêts ont créé des agences spécifiques qui prennent la responsabilité d'établir des politiques d'aide conformément à leurs lois internes; négocier les modalités de paiement de l'aide et mettre en œuvre et gérer les projets d'aide. Ainsi, dans l'aide bilatérale, le pays développé joue un double rôle de fournisseur et d'exécutant du programme d'aide dans le but ultime de servir ses objectifs de politique étrangère. C'est pourquoi, dans certains cas, les aides bilatérales ne répondent pas aux exigences de développement des pays en développement, Zhou & al. (2001).

I.1.3.2. Aide multilatérale

L'aide multilatérale est l'aide au développement qui transite par de grandes organisations internationales multilatérales. C'est une aide destinée aux PED, apportée par les PD et transitant par des organismes internationaux. Le mécanisme d'octroi de l'aide est le suivant : l'Etat donateur verse des ressources dans les organisations internationales. Ce sont ensuite ces derniers qui se chargent du transfert de ces ressources aux pays bénéficiaires. Ces aides seront ensuite engagées dans des programmes de coopération économique, sociale et humanitaire, Guillaume (2004).

L'aide multilatérale est fournie par l'intermédiaire d'importantes agences d'aide telles que l'Association Internationale de Développement (IDA) qui appartient à la Banque mondiale en fournissant des prêts et des subventions à taux faible pour financer des programmes de développement qui réduisent les inégalités et améliorent les conditions de vie et réduisent ainsi la pauvreté dans les pays bénéficiaires , OCDE(2020).

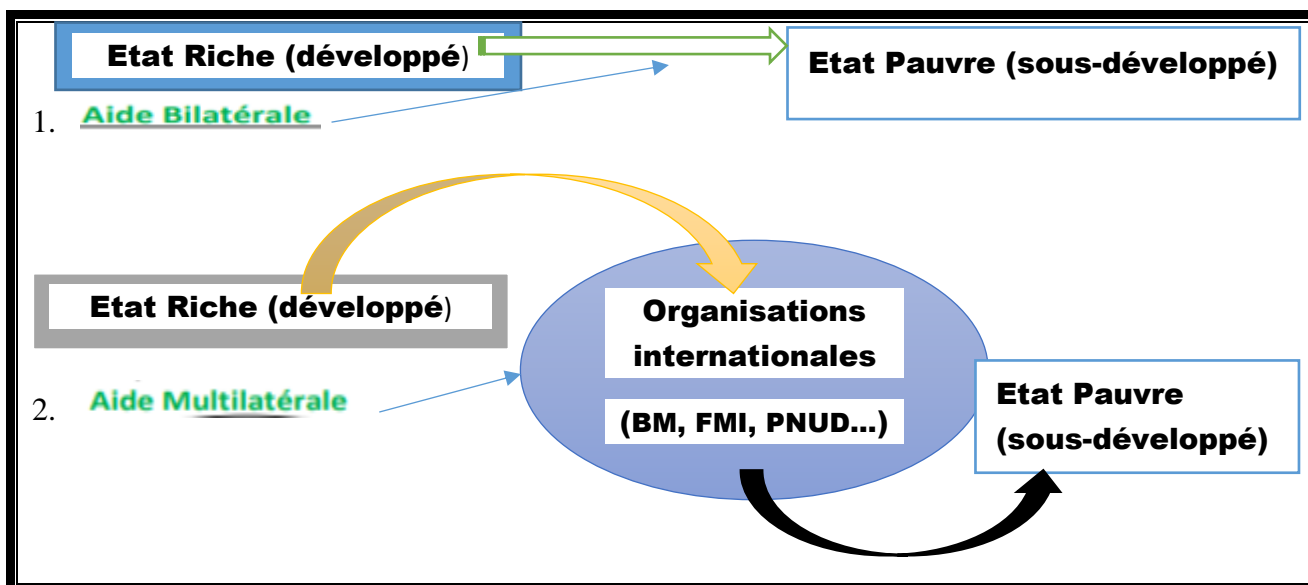
En outre, il existe également des banques régionales de développement basées principalement sur le modèle de la Banque mondiale, notamment la Banque asiatique de développement, la Banque africaine de développement et la Banque interaméricaine de développement.

D'autres agences appartenant aux Nations Unies sont spécialisées dans le financement de projets de développement plus spécifiques. Parmi les principaux figurent le Programme Alimentaire Mondial (PAM), le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO).

Ces agences d'aide multilatérales ne se contentent pas de fournir des fonds, mais elles remplissent également d'autres fonctions, notamment : fournir des analyses et des recommandations économiques, publier des rapports de recherche, rassembler des statistiques sur l'aide, décider des domaines nécessitant un financement, puis évaluer leurs performances et enfin coordonner entre les donateurs les pays bénéficiaires. Contrairement à l'aide bilatérale, les agences d'aide multilatérales définissent et gèrent leurs propres programmes d'aide indépendamment des pays donateurs.

La figure suivante montre le mécanisme décrivant l'origine de l'aide bilatérale et multilatérale. Elle donne la différence entre l'aide bilatérale et l'aide multilatérale.

Figure 1 : Aide bilatérale versus aide multilatérale



Source : Etabli par l'auteur à partir des informations fournies par le comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE

I.1.3.3. Catégories de l'aide publique au développement

L'APD est classée en trois grandes catégories selon l'objectif poursuivi par le financement. En effet, le Système de notification des pays créanciers qui recense entre autres les données sur l'APD ainsi que les autres prêts aux pays en développement depuis 1967, la catégorie « types d'aide » ne possède que trois postes qui peuvent être agrégés entre eux, Myriam (2012):

1. L'aide aux projets d'investissement destinés à accroître principalement le capital physique des pays bénéficiaires et du coup à faciliter les investissements.
2. L'aide programme comprend le soutien budgétaire et l'aide à la balance des paiements (dans le but de corriger et rééquilibrer les déficits et excédents de la balance globale d'une économie), ainsi que les contributions permettant de financer des plans de développement.
3. La coopération technique incluant les activités financées par un pays donneur ayant pour but d'améliorer le stock de capital intellectuel des pays bénéficiaires ou leur aptitude à utiliser plus efficacement leur dotation de facteurs, autrement dit contribuer à l'amélioration de la productivité des investissements.

I.1.4. Logique d'allocation de l'aide publique au développement

L'analyse des critères d'octroi de l'aide internationale amène à distinguer essentiellement trois grandes logiques d'allocation internationale de l'aide, Dazoue & Al. (2018):

1. Une logique de besoin : Selon l'objectif même de l'aide au développement, l'étendu des besoins des pays ou des populations récipiendaires est un déterminant du niveau d'aide à accorder. La notion de besoin se réfère souvent au revenu par habitant, le niveau de la pauvreté, la faiblesse du capital humain souvent évaluée à un taux de scolarisation, l'accès aux services de base (eau, santé, électricité etc.).
2. Une logique d'intérêt et/ou de proximité: Contrairement à la logique de besoin, on a ici une logique d'offre déterminée par les caractéristiques du donneur et non plus du receveur. La logique de proximité se réfère souvent à l'histoire, la colonisation, la communauté linguistique, les préférences politiques, les ambitions et intérêts économiques etc. Le donneur offre l'aide au pays considéré dans le souci de préserver son propre intérêt ou pour soutenir un allié. Il s'agit des survivances néocoloniales qui mixent des objectifs stratégiques, historiques, culturels, linguistiques, commerciaux, politiques et altruistes à travers l'aide internationale.
3. Une logique d'efficacité ou de mérite: l'aide va vers les pays où elle peut être mieux gérée et plus efficace en terme de résultat. La notion d'efficacité se réfère à l'environnement politico économique et institutionnel du pays considéré.

Selon Dazoue et Al. (2018), l'aide va vers les meilleurs projets et vers les pays présentant le meilleur profil : stabilité politique et économique, bonne gouvernance, bonne coopération internationale. L'aide va vers les pays répondant à un certain nombre de conditions nécessaires à son efficacité.

Le donneur définit alors les conditions sans lesquelles l'aide ne peut être octroyée ; c'est ce qu'on a appelé la conditionnalité. Ou encore, l'aide va vers les pays qui ont déjà engagé un certain nombre de réformes qu'elle est alors censée appuyer; c'est ce qu'on a appelé sélectivité. Selon les périodes, ces trois logiques (intérêt, besoin, efficacité) ont coexisté dans les faits ou dans les intentions. Mais elles ont également évolué avec les transformations de la situation internationale et des enjeux des relations Nord-Sud.

Les idées divergentes sur l'efficacité de l'aide au développement, il y a eu des controverses en ce qui concerne l'efficacité de l'APD. Depuis le discours d'Harry Truman (1949), l'aide au développement est devenue l'une des politiques majeures des institutions internationales et un sujet important du débat public global. Naturellement, la question de l'efficacité de l'aide au développement des pays les plus pauvres s'est posée. Les opinions sur ce sujet sont diverses et variées : hommes politiques, économistes, activistes d'ONG n'ont pas hésité à se positionner pour ou contre la croyance selon laquelle l'aide au développement serait un facteur de croissance pour les pays sous-développés.

Dans cette revue de la littérature, nous verrons que les économistes du développement sont divisés sur l'utilité de l'aide et deux camps s'opposent : le camp Contre l'aide mené principalement par Easterly et Dambisa et le camp pour l'aide incarné par Sachs et Stigitz

I.1.5. Critiques de l'aide publique au développement

Depuis une cinquantaine d'années, les critiques à l'encontre de l'aide publique au développement se multiplient et divisent les intellectuels. Parmi les opposants de l'APD, Friedman(1958), Bauer & Easterly (2001) affirment qu'ils n'existent aucune relation entre l'APD et la croissance et que l'APD a conduit à une expansion de la bureaucratie étatique, pérennise les mauvais gouvernements et enrichit l'élite des pays pauvres. Ces auteurs évoquent l'ampleur de la pauvreté en Afrique et en Asie du Sud en dépit de plus d'une cinquantaine d'années d'aides et le cas des pays qui ont reçu des gros apports d'aide et qui ont pourtant affiché un bilan désastreux comme la République Démocratique du Congo, l'Haïti, et la Somalie. Selon eux, l'aide et les programmes d'aide devraient être profondément remaniés, sensiblement réduits ou tout simplement abolis.

Selon Deaton (2006), le flux de l'APD est plus que suffisant pour éliminer la pauvreté mondiale, du moins si l'argent était transféré directement depuis les habitants des pays riches vers ceux qui vivent en dessous du seuil de pauvreté. Il dit que l'on ne peut rien dire de sensé au sujet de l'aide tant que l'on ne comprend pas pourquoi ce n'est pas le cas. Deaton (2006), il existe un dilemme de l'aide internationale ; selon lui, quand les conditions du développement sont présentes, l'aide n'est pas nécessaire. Quand les conditions locales sont hostiles au développement, l'aide n'est pas utile, et elle sera nuisible si elle perpétue ces conditions. Deaton fait référence à Easterly(2001) qui prêche qu'augmenter l'aide dans les pays où les institutions sont « mauvaises » ne fonctionne pas.

Dambisa(2009), dit que l'APD alimente la corruption, la mauvaise gouvernance, les institutions extractives. Dans son ouvrage « Aide fatale », le souhait de Moyo (2009) n'est que la mort de l'aide du fait qu'elle encourage la corruption, ralentit la croissance et décourage la libre entreprise. Moyo et Easterly rendent l'aide responsable quasiment de tous les maux de l'Afrique, en allant jusqu'à dire qu'elle a contribué à rendre les pauvres encore plus pauvres, Moyo(2009). Dambisa a beaucoup insisté dans son ouvrage sur la nécessité d'ouvrir l'Afrique au commerce mondial, de supprimer les subventions aux agriculteurs européens et américains qui concurrencent déloyalement les agriculteurs des pays aidés. Ces critiques à l'encontre de l'aide ne datent pas d'aujourd'hui. Bauer (1972) estimait que l'aide se limite à enrichir les élites des pays bénéficiaires et dans une remarque ironique restée célèbre, déclara : « l'aide est un processus par lequel les pauvres des pays riches subventionnent les riches de pays pauvres ».

I.1.6. Arguments pour la nécessité de l'aide publique au développement

Quant aux défenseurs d'aide, ils réfutent ces arguments, les jugeant exagérés. Parmi ces défenseurs, Stigitz(2002) et Sachs (2004) ont soutenu qu'en dépit de quelques échecs, l'aide a favorisé le recul de la pauvreté et la croissance de certains pays.

Sachs (2004), l'APD est nécessaire pour deux raisons : la première raison stipule que ce n'est pas parce que certains pays ont des mauvaises institutions que les pays riches doivent abandonner à leurs sorts des populations de la terre et la deuxième raison est que certains territoires souffrent d'une géographie qui les éloignent des échanges mondiaux (ex: l'Afrique subsaharienne); associée à certaines maladies (paludisme) et pose des problèmes de ressources naturelles. La taille des marchés domestiques est trop petite et les diplômés quittent ces territoires (fuite des cerveaux) et défendent l'idée d'une trappe de la pauvreté, de laquelle un pays pauvre ne peut se sortir de la pauvreté sans un apport financier extérieur, Sachs (2005).

Les travaux de Rosenstein (1943) « les problèmes de l'industrialisation de l'Europe de l'Est et du Sud-Est » ont donné naissance à la théorie du Big push selon laquelle, la solution pour sortir les pays pauvres de leur trappe à pauvreté serait d'y investir massivement via l'aide internationale.

Rosenstein (1961) souligne en substance que des apports massifs en capitaux extérieurs doivent permettre aux pays pauvres de financer leurs investissements et de brûler des étapes préalables au décollage.

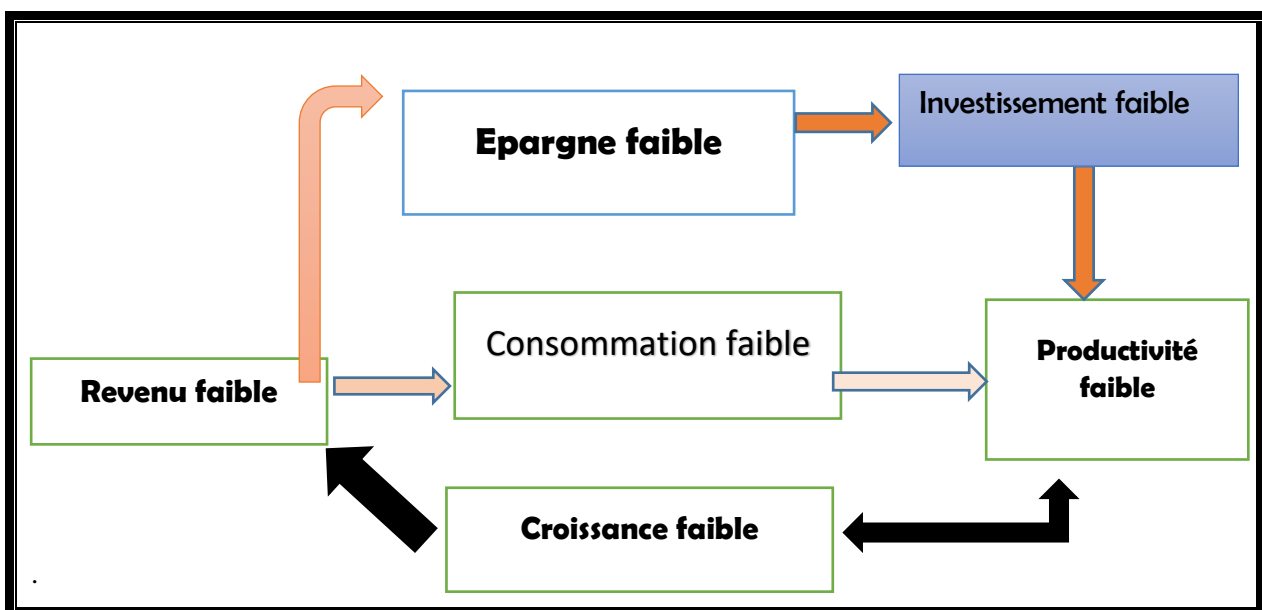
D'une façon générale, la question de l'efficacité de l'APD reste non tranchée entre les différents auteurs.

I.1.7. Théorie du cercle vicieux de la pauvreté

Dans les années 50, Ragnar Nurske a avancé l'idée selon laquelle les pays sous-développés se trouveraient dans cette spirale qu'il a appelé « Cercle vicieux de la pauvreté » qui donne beaucoup de difficulté pour amorcer le développement économique, Nurske (1953). Cette approche voit dans la pauvreté la cause essentielle du sous-développement, Kitsali (2013).

Nurske a formulé une célèbre citation selon laquelle « un pays est pauvre parce qu'il est pauvre ». Celle-ci ne reflèterait qu'une idée commune : le développement est une question d'argent, Perkins et al. (2014). Dans ce contexte, le financement extérieur est un besoin absolu pour casser ce cercle vicieux et pallier à l'insuffisance de l'épargne et déclencher le processus d'investissement Kitsali (2013). La figure 2 montre comment s'entretient la pauvreté dans les pays en voie de développement (PVD).

Figure 2: Cercle vicieux de la pauvreté



Source: Nurske, R. (1953). Problems of capital formation in underdeveloped countries, Oxford University Press

Un faible revenu engendre une épargne faible qui par la suite génère un investissement faible et par conséquent provoque une faible productivité avec une croissance faible et le cycle reprend (revenu faible).

De même, un revenu faible diminue la consommation qui par la suite fait que la production soit faible générant un revenu faible. Si le revenu est faible, la demande diminue et l'investissement diminue aussi ce qui baisse la productivité.

Selon Nurkse (1953), la rupture de ces cercles vicieux peut être provoquée par un apport des ressources extérieures qui va permettre d'accroître le stock du capital technique et donc la productivité, les revenus et la demande, et par conséquent l'investissement domestique, engageant ainsi les pays sur la voie de développement.

I.1.8. Qualité des institutions et l'efficacité de l'aide publique au développement

La réflexion sur la meilleure allocation de l'aide a d'abord tenté d'identifier, parmi ses facteurs explicatifs, ceux qui représentaient les besoins des pays receveurs, plutôt que l'intérêt des pays donateurs. La bonne allocation de l'aide est celle qui répond aux besoins des pays receveurs Alesina & Dollar (2000). On a cherché à établir des indicateurs en examinant dans quelle mesure l'aide est allouée à des pays où elle a le plus de chance d'être efficace.

L'importance de l'environnement institutionnel et des choix de politique économique des pays receveurs est alors privilégiée. Cette approche, Burnside & Dollar (2004) a constitué la base des recommandations de la Banque mondiale. L'efficacité de l'aide en termes de croissance dépend de la qualité des politiques économiques. Cette affirmation résulte d'un travail économétrique dans lequel des équations de croissance sont estimées en incluant une variable d'aide et un terme d'aide en interaction avec un indicateur de politique économique, Burnside & Dollar (2004).

La qualité des politiques macroéconomiques est prise en compte sous l'angle de la maîtrise de l'inflation, de l'équilibre budgétaire et d'une politique d'ouverture commerciale. Une corrélation entre l'aide et l'indicateur de politique économique conduit à affirmer que l'efficacité de l'aide dépend de la qualité des politiques économiques. L'aide doit alors cibler les pays ayant adopté de bonnes politiques économiques. L'aide devrait être allouée aux pays affichant un véritable engagement à réformer, évaluée au regard de leurs performances passées.

Le concept de sélectivité consiste alors à cibler l'aide vers les pays a priori les mieux à même de l'utiliser de manière efficace. Les pays appliquant de "mauvaises politiques" et dont la volonté de réformer est incertaine ne devraient recevoir que peu ou pas d'assistance financière.

Les critiques ont porté sur les arguments justifiant la sélectivité, l'indicateur de politique économique retenu et la robustesse des résultats économétriques. Les auteurs se focalisent sur la qualité des institutions et des politiques des pays receveurs, alors que l'efficacité dépend aussi de facteurs tels que la vulnérabilité des pays. Il ne suffit pas qu'un pays ait de "bonnes" politiques pour garantir une croissance soutenable. La qualité des institutions, la participation et l'appropriation de ces politiques sont essentielles.

I.1.9. Relation entre l'APD et la gouvernance

Selon l'OCDE(2010), la gouvernance comme un déterminant de l'allocation de l'APD est apparue officiellement sous le concept de conditionnalité de l'APD. Ce concept développé pour la première fois par la banque mondiale est fondé sur les motifs altruistes d'allocation de l'APD. Deux principaux arguments semblent soutenir l'existence d'un effet de la gouvernance des pays receveurs de l'APD sur les flux d'aide reçus par ces derniers.

Premièrement, la gouvernance des pays receveurs peut être déterminante dans l'allocation de l'APD par le biais des motivations du donateur. Dans une vision altruiste, le donateur oriente son aide vers le pays qui garantit une bonne gestion afin de maximiser l'efficacité de l'APD. En effet, le principal argument économique de l'APD largement partagé depuis les années 1960 est la promotion de la croissance économique et la réduction de la pauvreté dans les pays à faibles revenus. Dans leur formalisation du modèle d'allocation de l'APD, Chenery&Strout (1966) soutiennent que l'insuffisance d'investissement en capital physique est la source des faibles performances économiques et de la persistance de la pauvreté dans les pays à faibles revenus.

Par ailleurs, il est important de noter que si la gouvernance est un important déterminant de l'allocation de l'APD, cette dernière cause également la qualité de la gouvernance des pays receveurs. Cette thèse est soutenue par Knack (2001), Freidman (1958), Little & Clifford (1965), Bauer (1972). Pour ces derniers, les flux d'APD dans les pays en développement ont largement contribué à la montée de la bureaucratie, la corruption et l'enrichissement illicite des fonctionnaires. De même, Easterly (2003 et 2006) souligne que l'APD est un vecteur de corruption dans les pays en développement au regard du manque de redevabilité dans le mécanisme d'allocation. Pour Knack (2001), la dépendance des pays en développement à l'APD peut affecter le bon fonctionnement des institutions et la qualité de la gouvernance.

En effet, l'allocation de l'APD impacte négativement la productivité des cadres de l'administration publique, développe des conflits d'intérêt, ralentit les réformes politiques et institutionnelles gagent de toute efficacité dans l'utilisation des flux reçus.

Section 2 : Approche théorique des investissements directs étrangers

Cette section présente le cadre théorique de l'investissement direct étrangers notamment le concept de l'investissement, la théorie de la multinationalisation, typologies des IDE ainsi que les fondements théoriques de l'attractivité territoriale des IDE

I.2.1. Concept d'investissement

L'investissement est l'opération qui vise soit à maintenir, soit à accroître le stock de capital d'un agent économique. Les investissements ne sont pas vus de la même façon au sein de l'entreprise qui accueille ces derniers. Ainsi, les flux de capitaux entrant dans une entreprise ou dans un Etat peuvent être classés en trois grandes catégories à savoir :

- ✓ Les investissements directs étrangers ;
- ✓ Les flux financiers (principalement les prêts bancaires);
- ✓ Les placements de portefeuille (Investissement Indirect).

I.2.1.1. Investissements Directs Etrangers

Ils se définissent comme toutes opérations se traduisant par une création d'entreprise à l'étranger ou une prise de participation dans les firmes étrangères. Autrement dit, les IDE désignent les investissements qu'une entité résidente d'une économie (investisseur direct) effectue dans le but d'acquérir un intérêt durable dans une entreprise résidente d'une autre économie (l'entreprise d'investissement direct). Par intérêt durable, il faut entendre par là qu'il existe une relation à long terme entre l'investisseur direct et l'entreprise et que l'investisseur exerce une influence significative sur la gestion de l'entreprise.

Les économistes distinguent deux composantes de l'investissement étranger. Il s'agit de l'Investissement Direct Étranger (IDE) et de l'Investissement Étranger en Portefeuille (IEP).

Pour distinguer ces deux composantes, la CNUCED (2002) retient les deux critères suivants :

❖ **La volonté de participer à la gestion de l'actif**

Les investisseurs internationaux en portefeuille se contentent souvent d'acquérir des titres cotés sans l'intention de participer à la gestion de l'entreprise. Contrairement aux investisseurs internationaux directs, qui expriment généralement leur volonté de gérer les entreprises et les actifs qu'ils acquièrent.

❖ **Le terme de l'investissement (Court ou Long terme)**

Les investisseurs internationaux en portefeuille investissent traditionnellement à court terme. Contrairement aux investisseurs directs, qui sont d'ordinaire, engagés dans des opérations à moyen et à long terme. Les acquéreurs de valeurs de portefeuille se contentent généralement de fournir une mise de fonds sans participer à la gestion de l'entreprise et ils investissent habituellement à plus court terme que des investisseurs directs

I.2.1.2. Flux financiers (prêts bancaires)

Ils désignent un ensemble de capitaux prêtés à des conditions commerciales, ils sont généralement instables et imprévisibles d'une année à une autre aux grés de la préférence ou de la défaveur manifestées par les banques d'affaires pour un pays ou une région donnée.

I.2.1.3. Investissements de portefeuille

Cela consiste, entre autres, à investir dans les actions ou les obligations d'une entreprise donnée. Ils n'ont pas pour but de prendre le contrôle de la firme en question. Il s'agit le plus souvent d'investir à court terme en quête de rendement plus élevés.

Les deux formes d'investissements précédents sont assez volatiles et instables car ne possédant pas un caractère d'implantation leur permettant d'agir forcément dans la firme d'accueil.

C'est pourquoi Hausmann & Fernandez (2000), tentant d'expliquer pourquoi beaucoup de pays hôtes même quand ils sont favorables aux entrées de capitaux, considèrent les flux de dette internationaux, en particulier à court terme, comme du « mauvais cholestérol », et avance ainsi que : « Les prêts à court terme de l'étranger sont motivés par des considérations spéculatives fondées sur les différentiels de taux d'intérêt et les anticipations en matière de taux de change, et non par des considérations à long terme.

Leurs mouvements résultent souvent des distorsions relevant de l'aléa moral comme les garanties implicites du taux de change ou le fait que les gouvernements sont prêts à renflouer le système bancaire. Ils sont les premiers à se précipiter vers la sortie en cas de difficultés et ont été responsables des cycles expansion récession des années 1990.

Plusieurs théories à la base de la multinationalisation ont été élaborées par divers auteurs et qui varient d'une approche à une autre.

I.2.2. Théorie Néoclassique des IDE

Les premiers théoriciens tels qu'Adam Smith (1776), Thomas Malthus (1798) et David Ricardo (1817) ont mis en exergue l'importance de l'expansion quantitative des facteurs de production à savoir le capital, le travail et la terre. Ils ont également priorisé le rôle de la croissance des marchés dans l'amélioration de l'efficience et de la productivité d'une économie, et le rôle de la demande et des effets multiplicateurs de l'augmentation de l'investissement et des exportations.

Selon les néoclassiques, les flux d'IDE désignent une adaptation des firmes aux conditions des marchés nationaux et internationaux en termes de coûts de facteurs résultant des dotations factorielles.

I.2.3. Théorie Eclectique de Dunning (1979) ou le paradigme OLI

Les politiques d'attractivité des pays diffèrent. C'est ainsi que les flux d'IDE se concentrent dans certains pays plus que d'autres, et parfois même dans des pays qui sont dans la même région géographique. Toute internationalisation repose sur des choix stratégiques. Selon Andreff (1987), le choix d'internationalisation des FMN repose en premier lieu sur la décision d'aller à l'international ainsi que le climat d'investissement et du choix de localisation.

C'est ainsi que les facteurs et politiques d'attractivité sont mis en place par les pays d'accueil dans le but d'attirer les potentiels et futurs investisseurs. En général, les FMN optent pour la stratégie qui leur sied le mieux. La stratégie horizontale dans le but de conquérir des marchés, celle verticale pour minimiser les coûts et celle de partenariat à la fois pour minimiser les coûts et conquérir des marchés. Plusieurs avantages tels que la possession, la localisation et l'internationalisation sont autant de points sur lesquels misent les pays d'accueil pour attirer les investisseurs.

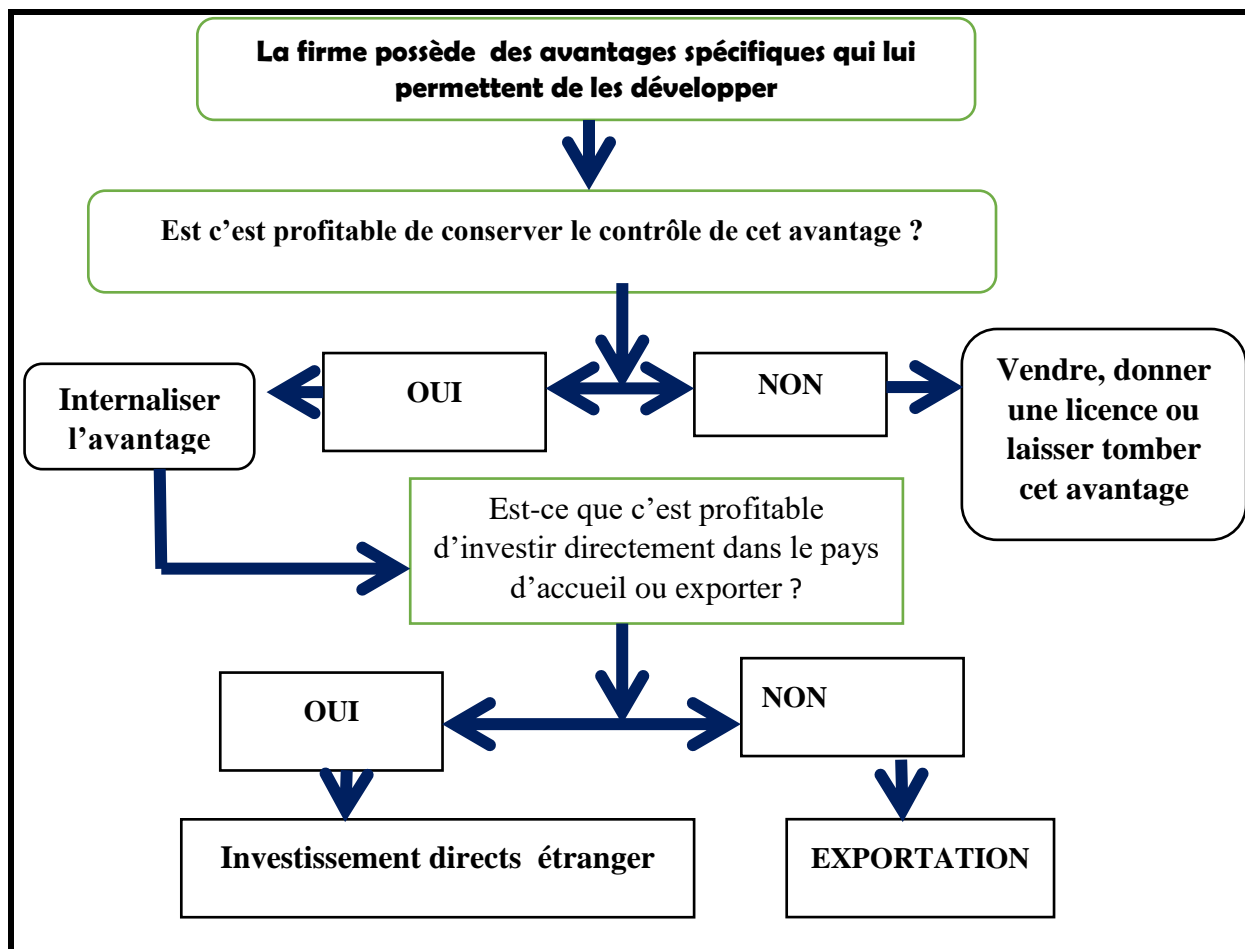
C'est ainsi que la littérature présente plusieurs arguments sur les facteurs d'attractivité des pays en ce qui concerne les flux d'IDE. Dans un premier temps, Dunning (1973) a tenté d'expliquer les flux d'IDE dans les économies à travers le paradigme OLI (Dunning, 1977).

Il s'agit de trois principaux facteurs permettant de réaliser un investissement à l'étranger à savoir : O (Ownership advantages ou avantages de possession), L (Location advantages ou avantages de localisation) et I (Internalisation advantages ou avantages d'internationalisation).

A travers cette théorie, Dunning (1979) expose une analyse qui recouvre les critères des trois grands types d'avantages à la multinationalisation. Selon lui, la firme décide d'investir à l'étranger si elle réunit simultanément les trois types d'avantage:

- Avantages Spécifiques à la firme (O) : constituent les compétences distinctes détenues par la firme à savoir la possession d'une technologie plus avancée, différenciation du produit, économie d'échelle, dotations spécifiques.
- Avantages de localisation (L): sont relatifs au coût et à la disponibilité des facteurs de production, aux particularités du système institutionnel (fiscalité...), à la langue, à la culturelle, ...
- Avantages d'internationalisation (I) : sont liés à la baisse des coûts de transaction, à la réduction de l'incertitude, au contrôle de l'offre et qualité. Le BIE (1998) résume ces avantages à travers la figure ci-après :

Figure 3: Investissements directs étrangers dans le paradigme OLI



Source: Bie (1998), « Foreign Direct Investment: Trends and Determinants », dans Evaluation of the Investment Promotion and Facilitation Program, Bureau of Industry Economics, 1998

Brièvement, les avantages de possession faisant référence à la facilité d'accès aux ressources, aux avantages managériaux et techniques que possède le pays hôte. Ceux de localisation sont, entre autres, les coûts de communication, de production ainsi que les facteurs politiques. Le dernier avantage, qui est celui de l'internationalisation, repose sur les possibilités d'accès aux nouveaux marchés, la main d'œuvre, etc.

Pour la théorie traditionnelle du commerce international, les IDE sont définis par les écarts de dotations factorielles tandis que pour la nouvelle théorie, les IDE sont d'autant plus importants que lorsque les écarts de PIB par tête sont faibles.

Cette dernière stipule aussi que les IDE s'orientent vers les pays à préférences similaires. La théorie priorise un arbitrage des FMN entre proximité et concentration (entre IDE et exportations).

Les exportations sont assujetties à des coûts de transport tandis que les IDE sont soumis à des coûts irrécupérables importants.

I.2.4. Nouvelle Economie Géographique

Développée en se basant sur l'analyse de l'économie géographique faite par Krugman (1991), la nouvelle économie géographique porte un enseignement sur la répartition spatiale des activités en tenant compte de l'existence et d'externalités pécuniaires et technologiques, et de rendements d'échelle croissant. Cette théorie a contribué aussi bien à identifier les déterminants des IDE ainsi qu'à analyser l'impact socio-économique de ceux-ci sur la croissance des pays hôtes.

I.2.5. Théorie du cycle de vie des produits

Selon l'économie industrielle, c'est Vernon (1979) qui a élaboré « la théorie du cycle de vie des produits » pour expliquer l'origine des IDE. Cette théorie stipule qu'un produit passe par trois phases : la période de lancement, la phase de maturité et la phase de déclin.

- ❖ Pendant la phase de lancement, le produit est fabriqué dans les PD puisque sa production requiert encore des mains d'œuvres hautement qualifiées ainsi que d'une technologie nouvelle. Par conséquent, la consommation du produit ne se fait que par les consommateurs à revenu élevé.
- ❖ Durant la phase de maturité, le produit devient fortement demandé et ce jusqu'à l'étranger. La production commence à se réaliser à grande échelle grâce à l'économie d'échelle. Le produit peut alors être exporté vers les autres PD et c'est à ce moment que la conquête de nouveau marché ou l'élargissement de la part de marché est devenu possible. Et pour garder sa position de monopole et sa part de marché dans les PD, la firme va procéder à des IDE.
- ❖ C'est seulement dans la phase de déclin que la production du produit se fait dans les PED puisque dans cette période, c'est la production de masse et à faible coût qui importe. La production est alors délocalisée dans les pays où les coûts de production sont faibles d'où l'utilisation des mains d'œuvres hautement qualifiées n'est plus nécessaire. Ensuite, le produit sera réexporté dans les PD, Lazamanana (2012).

I.2.6. Fondements théoriques de l'attractivité territoriale des IDE

L'internationalisation d'une firme prend différentes formes : possession d'une unité de production (par création ou rachat d'une entreprise locale), exportation, implantation d'une filiale de commercialisation, vente de licence à un partenaire étranger ou accord de sous-traitance avec une entreprise locale.

Plusieurs critères influencent le choix entre ces différents modes d'internationalisation : structure du marché Smith (1987) ; Horstmann & Markusen(1992), degré de maturité du produit (Vernon, 1966 ; Hung, 2004), coûts respectifs de la pénétration du marché selon les différents modes, Mucchielli (2001).

Ces différentes approches et leurs prolongements mettent l'accent sur le fait que le choix du mode d'internationalisation résulte d'une logique microéconomique propre à chaque firme.

En effet, la décision d'implantation à l'étranger et la forme qu'elle prend, dépendent non seulement de la stratégie de la firme, mais également des avantages du territoire d'accueil. Une telle conceptualisation a été développée initialement dans le cadre du paradigme OLI, Dunning (2001).

Formellement, l'entreprise décide de l'implantation d'une unité de production en fonction de quatre déterminants principaux : la taille du marché, les coûts des facteurs de production, le nombre d'entreprises locales et étrangères déjà présentes, les différentes politiques d'attractivité menées par les autorités locales, Mucchielli (1998).

Ainsi, le choix de l'implantation est fonction de la combinaison des avantages de la firme et de la zone d'accueil Ferrara & Henriot (2004). La notion d'attractivité apparaît alors au cœur de l'analyse de la localisation des IDE. La recherche d'une plus grande compétitivité territoriale sous-entend une répartition implicite des tâches entre entreprises multinationales et gouvernements.

Les premières, à la quête d'une plus grande profitabilité, déterminent la localisation de leurs activités en fonction des caractéristiques internes (coûts et conditions de production, potentiel de marché, etc.). De leur côté, les autorités locales essaient de valoriser leur territoire afin d'attirer les IDE.

I.2.7. Facteurs internes de l'implantation d'une firme à l'étranger

Les facteurs internes à la firme permettent de répondre à la question de savoir pourquoi une firme, pour accéder au marché international, décide de s'implanter à l'étranger plutôt que d'exporter, de vendre une licence à un partenaire étranger ou de signer un accord de sous-traitance avec un fabricant local ?

En effet, la présence d'actifs intangibles spécifiques à la firme (tels que les technologies, le savoir-faire, etc.) rend difficiles les transactions de marché en raison des défaillances du marché liées à ces actifs, Blonigen (2005).

Par exemple, lors d'un accord de licence, l'acquéreur de celle-ci sous-estime la valeur de l'actif tant que sa spécificité n'est pas révélée, alors que le vendeur de licence ne veut pas révéler totalement l'actif tant que le contrat n'est pas signé. Dans ces conditions, la décision optimale pour la firme semble être l'internalisation de la transaction en créant sa propre filiale de production.

I.2.8. Facteurs externes de l'implantation d'une firme à l'étranger

Les facteurs externes permettent de répondre à la question pourquoi une firme multinationale choisit d'implanter une filiale dans un tel pays et non dans un autre ?

Il s'agit plus précisément d'examiner les facteurs exogènes qui peuvent affecter la décision de localisation de la firme. À ce niveau de l'analyse, les critères de localisation d'un IDE peuvent être confondus avec les facteurs d'attractivité de leurs pays hôtes.

Il existe un consensus général dans la littérature sur les déterminants externes du choix de localisation des firmes multinationales, Shapiro & Globerman (2001). Les IDE sont généralement attirés par les caractéristiques économiques fondamentales des pays d'accueil à savoir la taille du marché et le niveau du revenu réel, le coût et le niveau de qualification de la main-d'œuvre, la stabilité politique et économique, la libéralisation des politiques commerciales, les mouvements de taux de change, les politiques de taxation .

La qualité des institutions et infrastructures affecte également la décision de localisation des IDE, particulièrement dans les pays en développement, Blonigen (2005). En effet, le réseau des infrastructures locales (biens publics) dépend largement du fonctionnement des institutions nationales.

De plus, une faible qualité des institutions nécessaires au bon fonctionnement des marchés (et/ou la corruption) augmente les coûts de transaction dans le territoire hôte.

En utilisant divers indices de corruption, WEI (2000) montre que le niveau de corruption est fortement et négativement corrélé aux IDE. Enfin, les incitations fiscales n'influencent que faiblement le choix de localisation des firmes multinationales, BLOMSTRÖM & KOKKO (2003). Le recours aux incitations n'est justifiable que lorsque les bénéfices attendus des IDE sont aussi importants que les coûts liés à ces incitations.

De plus, un des principaux effets attendus des IDE concerne les externalités technologiques. Or, ces effets ne peuvent réellement avoir lieu que si les firmes locales disposent d'une capacité d'absorption des savoirs et technologies étrangers. Focaliser l'attention sur les incitations orientées exclusivement aux entreprises étrangères n'est pas généralement un moyen efficace pour améliorer le bien-être national. Ainsi, afin de favoriser les effets de diffusion, il faut simultanément promouvoir les incitations à l'investissement auprès des multinationales et améliorer les conditions d'apprentissage et d'investissement auprès des firmes locales.

L'importance relative des différents facteurs d'attractivité permet d'identifier deux formes d'IDE, Markusen & Markus, (1999), le modèle vertical basé sur les différences de dotations factorielles et dont le principe consiste à exporter les produits vers le pays d'origine de la firme multinationale, et le modèle horizontal fondé sur les motivations d'accès au marché local.

I.2.9. Bonne gouvernance, la corruption et l'attractivité des IDE

La littérature a accordé une attention particulière aux institutions dans l'attraction des IDE, notamment la bonne gouvernance. Elle met en exergue les différentes façons dont la bonne gouvernance œuvre pour attirer les IDE. L'existence de bonnes institutions tend à améliorer la productivité, Ali & al. (2010).

L'importance de la bonne gouvernance pour une économie stable et prospère, en général, et pour les flux d'IDE, en particulier, a été confirmée par des organisations multinationales et des chercheurs individuels, Ali & al. (2010). En général, les investisseurs exigent un rendement plus élevé pour leur projet en compensation du risque qu'ils assument. Par conséquent, certains projets d'investissement seront intéressants dans un pays, mais pas dans un autre, plus risqué.

Les pays à haut risque recevraient, toutes choses égales par ailleurs, relativement moins d'IDE, Rogmans & Ebbers (2013). La bonne gouvernance permet l'entrée des IDE et favorisent par conséquent une augmentation des investissements domestiques.

Par contre, les mauvaises institutions provoquent la fuite des capitaux vers l'étranger et diminuent l'investissement domestique.

Les mauvaises institutions entravent les IDE et peuvent agir comme une taxe, en augmentant le coût des IDE, Buchanan & al. (2012). Les investisseurs ne sont pas disposés à investir dans les pays où les institutions encouragent la corruption omniprésente, le népotisme et la bureaucratie, car ces facteurs augmentent le coût des affaires, Mengistu & Adhikary, (2011).

Par exemple, Sakkar & Aynul (2001) dont les travaux vont dans ce sens, montrent que la corruption agit comme une taxe arbitraire, c'est à dire crée des coûts additionnels aux entreprises étrangères par le paiement des pots-de-vin et le gaspillage des ressources qui auraient pu être utilisées à d'autres fins. Ce qui a pour conséquences: soit la réduction des profits de ces entreprises étrangères ; soit la perte de leur compétitivité sur le plan international.

Il s'agit ici de l'approche libérale, très populaire et défendue par les institutions internationales et principalement la Banque mondiale depuis le début des années 1990, qui s'appuie sur l'utilisation rationnelle des ressources humaines et financières. Cette approche soutient que le rôle principal de l'Etat est d'assurer l'efficience des marchés et de lutter contre les activités de recherche de rente et de corruption. En effet, lorsqu'un pays est à mesure de lutter contre la corruption, il sera aussi capable d'utiliser ses ressources humaines et financières plus efficacement, attirera plus d'investissements étrangers et locaux, Sakkar & Aynul (2001).

Certains auteurs ont examiné la relation entre la corruption et l'attractivité des IDE en utilisant les données de panel. Par exemple, Asiédu (2003) utilise les données de panel de 22 pays africains au cours de la période 1984-2000, pour montrer que les niveaux de corruption élevés réduisent les entrées des IDE dans ces pays. Bevan & Estrin(2004), à l'aide toujours des données de panel, vont un peu plus loin dans leur analyse. Ils montrent qu'à part le coût de la main d'œuvre et la taille du marché, le niveau de risque dans les pays hôtes exerce beaucoup d'influence sur le choix d'investissement, ainsi que sur la décision de localisation d'IDE.

Ils indiquent par ailleurs que le niveau de risque est influencé par le niveau de développement du secteur privé, la situation de la balance commerciale, ainsi que le niveau des réserves de l'Etat et la corruption.

Les conclusions de ces auteurs rejoignent celle faite par Dunning (2002) qui a essayé de classer l'effet des différents déterminants de l'investissement. Pour justifier cette position, Michalet (2000) et Nkendar (2007) affirment que les investisseurs n'aiment pas l'incertitude et

s'efforcent de réduire au maximum les coûts de transaction. Selon ces auteurs, les niveaux élevés de corruption dans les pays de l'Afrique subsaharienne, compliquent les opérations d'affaires et augmentent l'incertitude des investisseurs.

En revanche, Contrairement à la thèse libérale (orthodoxe), les tenants du courant hétérodoxe soutiennent que la corruption joue le rôle de « helping hand », c'est à dire qu'elle attire plutôt les IDE. Cette thèse quant à elle, est constituée à notre connaissance des contributions d'une petite poignée d'économistes comme Kaufman (1997), Bardhan (1997), Egger & Winner (2005), Ravi (2015) et Abotsi (2016). Selon ces auteurs, le lien positif s'explique par le fait que la corruption permet aux potentiels investisseurs de contourner les rigidités imposées par les pouvoirs publics qui gênent la décision d'investir et ralentissent l'investissement. Il arrive parfois que les firmes multinationales choisissent de s'implanter dans les pays à fort taux de corruption que de le faire dans les pays où le taux de corruption est moins élevé, mais avec une réglementation rigide et contraignante. En effet, ces firmes acceptent de payer les pots-de-vin afin d'accélérer le processus bureaucratique et d'obtenir des permissions légales pour lancer leurs projets en peu de temps.

Bardhan (1997), allant dans ce sens, montre que les pots-de-vin génèrent un gain de temps d'attente, puisqu'ils jouent un rôle d'accélérateur au sein de l'administration. Ils constituent de ce fait, un facteur d'attractivité des IDE pour ces pays. Ainsi, Kaufman (1997) affirme que la corruption lubrifie le mécanisme ou graisse les rouages.

Parmi les études les plus citées dans la littérature empirique qui montrent que la corruption affecte positivement l'attractivité des IDE, figure celle effectuée par Egger & Winner (2005). Ces auteurs utilisent un modèle de régression multiple et les données de panel de 73 pays développés et en développement recevant 90% des flux d'IDE mondiaux sur la période 1995-1999, et arrivent à la conclusion selon laquelle, à court terme, la corruption a un impact positif sur l'entrée des flux d'IDE. Glass & Wu (2002), quant à eux, montrent que l'influence de la corruption sur l'attractivité des IDE est conditionnée par la présence de certains facteurs.

Leur étude porte sur l'analyse de l'impact de la corruption sur l'attractivité des IDE dans le cas des pays de l'Europe centrale et orientale.

Ils utilisent un modèle d'équilibre général et arrivent à des résultats ambigus. Ils montrent que la corruption peut exercer une influence soit négative, soit positive sur l'attractivité des IDE.

Section 3 : Cadre théorique de l'investissement domestique et son lien avec l'IDE et l'APD

Cette section a pour objectif de présenter le cadre théorique des modèles de l'investissement domestique et établit un lien existant entre aide publique au développement, investissements directs étrangers et investissement domestique.

I.3.1. Investissement et Epargne domestique

L'épargne est traditionnellement considérée comme la source principale du financement des investissements domestiques. Une insuffisance d'épargne porte préjudice à l'investissement. En économie ouverte, une insuffisance de l'épargne conduit à aggraver le déficit extérieur.

En effet, une insuffisance de la production de biens et de services conduit à importer davantage. Par ailleurs, cette insuffisance de l'épargne doit être compensée par le recours à des emprunts extérieurs qui augmentent la dette avec le reste du monde. Ce risque peut être atténué si les pays en question possèdent des avoirs extérieurs suffisants grâce à une balance commerciale excédentaire. Mais le plus souvent, face à l'endettement extérieur, les pays doivent opérer une réduction importante du pouvoir d'achat des ménages.

I.3.2. Insuffisance de l'épargne et nécessité de recourir au financement extérieur

Selon l'approche néoclassique, l'épargne est préalable à l'investissement. Dès lors, la pénurie d'épargne est un facteur explicatif fondamental du blocage du développement. Un apport de financement extérieur est nécessaire.

En ce qui concerne la nécessité d'avoir recours à l'apport de capitaux étrangers (sous forme d'emprunts et des investissements étrangers), un des associés de Walt W. Rostow, Paul Rosenstein-Rodan, emploie la formule suivante : « Les capitaux étrangers renforcent la formation du capital national, c'est-à-dire s'ils seront entièrement investis ; l'investissement entraînera une augmentation de la production. La fonction principale de l'entrée de capitaux étrangers est d'aider la formation brut du capital fixe à atteindre un taux qui pourra être maintenu sans aide extérieure supplémentaire ».

Les capitaux étrangers renforcent la formation du capital national et sont entièrement investis. Malheureusement, une grande partie des capitaux étrangers quittent rapidement les pays vers lesquels ils se sont dirigés temporairement (fuite des capitaux, rapatriement des profits).

En utilisant la relation posée ci-dessus, les scénarios suivants peuvent se produire : l'épargne intérieure (S) peut être trop petite pour permettre la quantité de l'investissement (I) que le pays aurait autrement capacité à entreprendre. Par conséquent, un écart d'épargne existerait. L'exportation (X) peut être trop petite pour permettre à l'importation (M) requis d'utiliser pleinement les ressources de l'économie. Par conséquent, un écart de change (ou devise) existerait.

Les entrées de capitaux étrangers vers n'importe quel pays peuvent prendre plusieurs formes, parmi lesquelles l'aide étrangère, IDE, les subventions, etc. Ces flux étrangers permettent à l'investissement de dépasser l'épargne intérieure en permettant aux importations de dépasser les exportations.

Essentiellement, le modèle à deux écarts est basé sur l'écart entre l'approvisionnement propre d'un pays en ressources et sa capacité d'absorption. Ces deux écarts sont connus sous le nom d'écart d'épargne³ et l'écart de change⁴.

Celui des deux écarts est contraignant (ou est le plus grand) limitant le montant des investissements et de la formation de capital qui peuvent être entrepris. Charles & Ganeshan (1980) résumant le modèle Chenery & Strout de la manière suivante : « Par essence, les hypothèses du modèle à double déficit sont dans les tous premiers stades de la croissance industrielle, une épargne insuffisante ne peut constituer la contrainte principale sur le taux de formation du capital domestique, une fois que l'industrialisation est bien en route, la contrainte principale peut ne plus être l'épargne domestique en elle-même, mais la disponibilité en devises requise pour importer des biens d'équipement, des biens intermédiaires et peut-être même des matières premières utilisées comme inputs industriels. Le déficit en devises peut ainsi surpasser le déficit d'épargne comme la principale contrainte de développement ».

Selon Chenery & Strout (1966), pour résoudre ce double déficit, une réponse simple est proposée : emprunter des devises et/ou s'en procurer en augmentant ses exportations. Cela a l'avantage pour ses partisans de donner une crédibilité et une apparence de rigueur scientifique à une politique qui vise principalement à inciter les PED d'une part à recourir massivement à

³ L'écart d'épargne : Lorsque l'épargne est inférieure à ce qui peut être efficacement et investi de manière productive.

⁴ L'écart de change : Lorsque les recettes en devises sont inférieures aux montants nécessaires pour acheter les matières étrangères nécessaires et autres composants.

l'emprunt extérieur et aux investissements étrangers, d'autre part, à faire dépendre leur développement des exportations.

I.3.4. Modèle d'Agosin et Mayer (2000)

Les deux auteurs définissent l'investissement domestique comme un processus d'accumulation de capital qui se fonde sur des comportements adaptatifs impliquant une dynamique d'ajustement et de correction en fonction de ses réalisations passées et des réalisations actuelles et passées d'autres facteurs économiques. Sur cette base, ils développent un modèle théorique qui explique la relation entre l'investissement domestique et l'investissement étranger.

Le postulat initial de ce modèle repose sur l'idée que l'investissement domestique $Inv Dom_{it}$ est la somme des investissements locaux $Inv Loc_{it}$ et des investissements réels étrangers $Inv For_{it}$

$$Inv Dom_{it} = Inv Loc_{it} + Inv For_{it} \dots\dots\dots(6)$$

L'investissement local ($Inv Loc_{it}$) est une fonction d'ajustement entre le stock de capital désiré et le stock de capital existant. Ainsi, le stock désiré dépend, lui-même, de la croissance anticipée: Celle-ci suit un processus d'ajustement adaptatif incorporant ses informations antérieures. Concernant le stock de capital réel, il dépend du taux d'amortissement du capital et de l'investissement domestique réel de l'année précédente.

L'investissement réel étranger ($Inv For_{it}$) est une fonction des IDE. Ceux-ci prennent plusieurs formes notamment les investissements financiers, les opérations de fusions-acquisitions⁵ et les investissements greenfield⁶. De ce fait, l'investissement réel des firmes étrangères est une proportion des IDE courants et des IDE décalés dont la réalisation réelle ne se produit qu'après un certain temps de la réalisation financière.

En partant de ces hypothèses, Agosin & Mayer(2000) construisent un modèle théorique expliquant la relation entre l'investissement domestique, la croissance économique et les IDE.

⁵fusions-acquisitions : La fusion représente la transmission du patrimoine d'une société à une autre, pour ne former qu'une seule et même entité. En effet, la fusion-acquisition recouvre tous les aspects, financiers, stratégiques et de gestion, du rachat d'une entreprise par une autre entreprise, dans le but d'accroître son profit.

⁶ Greenfield repose sur l'installation d'une unité de production ou d'une usine à l'étranger et la détenir à 100% par la maison mère. Il s'agit des investissements qui se caractérisent par la création d'une filiale complètement nouvelle. Ces investissements sont largement mis en avant par les pays d'accueil car ils sont non seulement créateurs d'emplois mais aussi source de transfert technologique et de savoir-faire.

Ce modèle aboutit à la fonction suivante (*Modèle d'Agosin&Mayer(2000)*):

$$Inv\ Dom_{it} = \beta_0 + \beta_1 IDE_{it} + \beta_2 IDE_{it-1} + \beta_3 IDE_{it-2} + \beta_4 Inv\ loc_{it} + \beta_5 Inv\ loc_{it-1} + \beta_6 Inv\ loc_{it-2} + B_7 TPB_{it} + B_8 TPB_{it-1} + B_9 TPB_{it-2} + \varepsilon_{it} \dots (7)$$

Avec :

- $Inv\ Dom_{it}$: L'investissement domestique du pays i à l'année t;
- $\beta_1 IDE_{it-j}$: IDE du pays i à l'année t-j ; avec j compris entre 0 et 2 ;
- TPB_{it-j} : croissance économique du pays i à l'année t-j ; avec j compris entre 0 et 2 ;
- ε_{it} : terme d'erreur relatif au pays i à l'année t.

L'investissement domestique est fonction des IDE et de la croissance économiques décalées dans le temps. Les IDE vont attirer ou évincer la formation du capital fixe (investissement domestique) dans les PVD est théoriquement ambigu, car il dépend, entre autres facteurs, sur le type d'IDE reçu et la solidité des entreprises nationales, Agosin & Mayer(2000). L'effet d'attraction des IDE devrait être plus élevé s'il s'agit d'un type de champ qui stimule la production et donc la formation de capital par les entreprises locales en créant des liens en amont et en aval.

Ces modèles ci-hauts mentionnés constituent une base théorique convenable à l'élaboration de notre étude économétrique (chapitre III).

I.3.5. Relation théorique entre les ressources financières extérieures et l'investissement domestique

Un nombre important d'études théoriques ont été entreprises au cours des dernières années pour établir une relation entre les ressources extérieures et l'investissement domestique. Ce débat a débuté avec le célèbre modèle à deux écarts de Chenery & Strout (1966) qui est le prolongement du modèle Harrod & Domar(1946) utilisant les travaux de Lewis & Rostow(1960). Ils ont fait valoir que l'épargne intérieure et les recettes en devises étaient les deux contraintes les plus importantes à la croissance économique des pays en développement (modèle ci-haut mentionné).

Les ressources extérieures (IDE, APD,...) peuvent assouplir ces contraintes et aider les pays en développement à atteindre le niveau souhaité de croissance et d'investissement.

En établissant les relations entre les flux financiers extérieurs et l'investissement domestique cela va nous permettre de retracer l'influence de l'APD et les IDE sur l'investissement domestique en Afrique subsaharienne.

I.3.6. Relation entre l'APD et l'investissement domestique

Au début, l'APD avait pour objectif de combler l'écart entre l'épargne nationale et l'investissement, et de remédier au manque de devises dans les économies dépendantes des importations, BAD (2006). La motivation théorique de cette relation réside dans le modèle Harrod & Domar (1946) qui prend pour l'hypothèse que le taux de croissance d'une économie dépend de la productivité des machines en stock et de l'investissement. Selon cette hypothèse, tant que le taux d'épargne est inférieur au taux d'épargne requis, l'économie connaît un déficit d'épargne que l'APD peut combler, Chenery & Strout, (1966).

La littérature sur l'efficacité de l'APD pour promouvoir la croissance porte des divergences. Rostow (1960), prédisait que l'épargne des pays bénéficiaires de l'aide s'accroît naturellement à la suite du décollage économique et que l'aide ne serait plus nécessaire après 10 ans ou 15 ans.

Chenery (1962) souligne l'importance de l'épargne dans sa variante de l'approche par le déficit de financement. De plus, Chenery & Strout (1966) eurent recours à un modèle où l'aide est destinée à combler le besoin de financement entre les capacités d'épargne et les nécessités d'investissement. Pour eux, la hausse de revenu s'accompagne d'un taux d'épargne qui devrait être suffisamment élevé pour permettre d'arriver à une croissance auto- entretenue.

Comme l'APD est principalement centré sur le secteur public, son impact sur l'investissement domestique (FBCF) se fait directement par l'augmentation des investissements publics dans les infrastructures physiques et indirectement par les infrastructures sociales, si celles-ci font partie des priorités de dépenses du gouvernement ce qui par voie de conséquence fait augmenter le volume des investissements domestiques, Kimura & Todo (2010). De plus, l'aide publique au développement peut contribuer à stimuler l'investissement domestique en fournissant des ressources et en créant un environnement favorable aux investissements. Les projets financés par l'APD peuvent attirer d'autres investisseurs en créant des infrastructures et des marchés. L'APD peut aider à renforcer les institutions et le cadre réglementaire, et par conséquent favorise les investissements.

Néanmoins, l'inverse pourrait aussi être vrai si la priorité du gouvernement est ailleurs. Le rôle de l'APD destinée à stimuler la formation brute du capital fixe (investissement domestique) serait minime là où elle est principalement allouée pour les activités de type non-investissement telles que le financement des dépenses publiques récurrentes les dépenses publiques, l'aide humanitaire et d'autres dépenses de consommation du gouvernement, finissant par augmenter le budget du gouvernement plutôt que l'investissement et la croissance, Kosack & Tobin (2006). Il faut ajouter également que l'APD peut décourager l'investissement domestique en créant une dépendance à l'aide et en sapant la concurrence. En outre, l'APD peut également être utilisée pour financer des projets qui ne sont pas prioritaires pour les pays bénéficiaires au détriment des projets plus pertinents

Etant donné qu'une relation soit positive soit négative entre l'APD et l'investissement économique, on peut s'attendre à ce que l'aide publique au développement dirigée dans les pays d'Afrique Subsaharienne stimule ou évince l'investissement domestique.

I.3.7. Effets de l'investissement direct étranger sur l'investissement domestique

Plusieurs études théoriques, considèrent qu'il existe des effets possibles de complémentarité entre investissement étranger et les entreprises domestiques, Markusen & Venable (1999).

Dans ce cadre, la littérature économique montre que l'entrée des FMN dans une économie donnée peut engendrer des effets d'éviction ou de stimulation sur les firmes locales. La rencontre entre l'offre domestique et la nouvelle offre étrangère est susceptible de créer des effets d'éviction à travers deux mécanismes à savoir : les mécanismes de concurrence aussi bien sur le marché des produits que sur le marché des facteurs ,Markusen & Venable (1999), Helpman & al (2004) et les mécanismes du « syndrome hollandais » notamment par un effet dépenses Gregory (1976), Cordon & Neary (1982).

Ces mécanismes opèrent lorsqu'il s'agit d'IDE dans les industries extractives. En effet, l'augmentation des exportations de ces FMN implique une hausse du taux de change effectif réel et réduit la compétitivité des autres secteurs de biens échangeables, Bourdet & Falck (2006). L'effet d'éviction peut résulter également de l'établissement des barrières à l'entrée, ce qui va décourager l'entrée des nouvelles entreprises, et provoquer la sortie des entrepreneurs locaux, Backer (2002). De plus, une forte dépendance à l'IDE peut également avoir des effets négatifs sur l'investissement domestique car ces entreprises locales peuvent devenir très dépendantes

des investisseurs étrangers et perdre leur capacité à innover et à se développer de manière autonome.

Par ailleurs, la littérature montre que les IDE peuvent avoir des effets de stimulation sur l'investissement domestique en favorisant l'augmentation de la productivité à travers plusieurs canaux (la concurrence, la création d'une nouvelle demande intérieure et la stimulation des exportations).

En effet, les entreprises étrangères peuvent stimuler l'investissement domestique, si les conditions nécessaires d'effet d'entraînement sont créées, tel que discuté dans le rapport des nations unies sur l'investissement dans le monde, CNUCED (2001). Ce rapport indique que l'effet positif des IDE sur l'investissement domestique se manifeste à travers plusieurs canaux, comme l'accroissement de la concurrence et de l'efficacité, la transmission des techniques de contrôle et de qualité à leurs fournisseurs et l'introduction d'un nouveau savoir-faire en faisant la démonstration des nouvelles technologies. Les FMN peuvent aussi pousser (faire pression aux fournisseurs) les entreprises locales, à améliorer leur gestion ou à adopter certaines techniques de commercialisation utilisées par les multinationales que ça soit sur le marché local ou au niveau international : la création d'une nouvelle demande intérieure et la catalyse des exportations, Chen & al. (2004).

Le transfert de technologie dépend de la capacité d'absorption des entreprises locales et des compétences des salariées.

I.3.8. Analyse critique des études empiriques des effets des IDE, l'APD sur l'Investissement Domestique

La plupart des recherches empiriques sur les effets économiques de l'APD et des IDE portent sur la croissance économique, l'investissement domestique étant considéré comme l'un des principaux facteurs sous-jacents à ce lien.

D'après une étude macroéconomique empirique, basé sur un modèle théorique d'Agosin & Mayer (2000), définissant la relation entre les IDE et l'investissement domestique à partir d'un échantillon de 42 pays d'Afrique allant sur la période du 1990-1995.

Les résultats montrent que l'effet des IDE sur l'ID est positif, significatif et stable. Cette étude ne porte que sur la relation entre deux variables IDE et l'investissement domestique, elle n'a pas touché l'aspect des effets que ces flux financiers (APD et IDE) exercent sur l'investissements domestique des pays d'accueil, d'où il est nécessaire d'analyser les effets

conjoints d'APD et les IDE sur l'investissement domestique ainsi que la prise en compte de la qualité des institutions.

Dans une étude plus ciblée sur certains pays membres de l'OCDE et d'autres non membres de l'OCDE entre 1970-1990, De Mello (1999), a montré qu'il existe une relation de complémentarité entre les flux des IDE et celle de l'Investissement domestique. Le présent travail va fournir sa contribution en ajoutant une autre variable (APD) et attaquer dans la même logique que cette étude de De Mello en faisant intervenir les variables institutionnelles pour capter les effets de la gouvernance sur l'investissement domestique.

Alors que, Agosin & Mayer (2000), à partir d'une analyse des données de panel de trois régions en développement (Afrique, Asie, Amérique Latine) pour la période 1970-1996, ont montré qu'il existe un effet d'éviction pour ces pays au sein de chaque région. Les effets des IDE sur l'investissement domestique sont loin d'être toujours favorables et que les politiques simplistes à l'égard des IDE sont peu susceptibles d'être optimales. Par contre, Bosworth & Collins (1999) ont montré qu'il n'existe aucune relation entre les flux des IDE et l'investissement domestique autrement- dit, contrairement aux autres études, il n'existe ni effet d'éviction ni effet de complémentarité engendrés par les IDE sur l'investissement domestique. Le présent travail va dans le même ordre d'idée que les travaux d'Agosin & Mayer et de Bosworth & Collins mais cette fois-ci, tester les effets de court terme et long terme avec la méthode PMG.

Les études empiriques analysant ensemble les effets de l'aide publique au développement et les IDE sur l'investissement domestique ne sont pas nombreuses. Parmi les rares études faites, on peut citer celui d'Arazmouradov (2011), il a analysé le lien entre l'aide étrangère, l'investissement direct étranger et l'investissement domestique dans 5 pays d'Asie Centrale, les résultats trouvés montrent que l'aide étrangère n'influence pas l'investissement intérieur dans ces pays et que l'investissement direct étranger a un effet d'entraînement sur l'investissement intérieur.

Aucune des études mentionnées ci-dessus n'analyse les effets simultanés des flux financiers extérieurs (APD et IDE) sur l'investissement domestique en tenant compte de la qualité de la gouvernance.

Conclusion du premier chapitre

Ce premier chapitre vient de passer d'une façon générale en revue les différentes approches théoriques de l'aide publique au développement, de l'investissement direct étranger et l'investissement domestique.

Ce chapitre insiste sur les controverses et les raisons soutenant telle ou telle conception économique. Nous avons tenté de relever les relations théoriques existant entre l'APD, l'IDE et l'investissement domestique et ce chapitre évoque également le rôle de la qualité des institutions pour stimuler l'aide publique et attirer les IDE afin d'accroître l'investissement domestique.

Ce chapitre est clôturé par une analyse critique des études empiriques traitant des sujets similaires à notre thème.

Le chapitre suivant nous permet de faire un état des lieux des IDE, l'APD et l'investissement domestique en Afrique subsaharienne.

CHAPITRE II : ETAT DES LIEUX DE L'AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT, LES INVESTISSEMENTS DIRECTS ETRANGERS ET LES INVESTISSEMENTS DOMESTIQUES EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE

Le présent chapitre a pour objet l'analyse d'état des lieux de l'aide publique au développement, les investissements directs étrangers et l'investissement domestique en Afrique subsaharienne. Il met en évidence les tendances et les évolutions de ces dernières. Cela est important pour se faire une idée de la situation économique de cette région avant la présentation des résultats économétriques. C'est dans ce chapitre qu'on effectue les commentaires des résultats trouvés graphiquement. Ce chapitre est composé de trois sections. La première section analyse la tendance et l'évolution des investissements domestiques et des IDE en Afrique subsaharienne, la deuxième met en évidence la tendance et l'évolution de l'aide publique et les objectifs visés par l'APD, quant à la troisième section, elle traite l'évolution dans l'ensemble de l'APD, les IDE et l'investissement domestique. Elle indique également l'évolution et la tendance de la stabilité politique et le contrôle de corruption dans cette zone.

Selon la Banque Africaine de Développement(2020), les pays en voie de développement souffrent de l'insuffisance des ressources intérieures pour financer leurs projets d'investissements domestiques. Parmi ces derniers y figurent la majorité des pays d'Afrique subsaharienne. L'Afrique subsaharienne (l'Afrique au sud du Sahara) est toute la zone située en dessous des pays du Maghreb; elle est composée de 49 pays y compris les îles et est regroupée en quatre sous-régions à savoir : l'Afrique australe, centrale, orientale et occidentale.

Le tableau ci-dessous présente la liste⁷ des pays sélectionnés pour constituer la base des données. C'est un échantillon de 38 pays répartis dans quatre sous-régions.

⁷ Notre échantillon est constitué de 38 pays d'Afrique Subsaharienne. Certains pays ont été exclus suite à l'indisponibilité des données.

Tableau 1: Liste des pays de l'échantillon par sous-région

Afrique Australe	Afrique centrale	Afrique orientale	Afrique occidentale
Botswana	Cameroun	Burundi	Bénin
Madagascar	Gabon	Erythrée	Burkina-Faso
Malawi	Guinée équatoriale	Kenya	Côte d'Ivoire
Mozambique	RCA	Soudan	Gambie
Namibie	RDC	Tanzanie	Ghana
Seychelles	Congo Brazzaville	Ouganda	Mali
Eswatini	Tchad	Rwanda	Mauritanie
Afrique du Sud			Niger
Zambie			Nigéria
Zimbabwe			Sénégal
Ile Maurice			Sierra-Léone
			Togo
			Guinée Bissau

Source : Elaboré par l'auteur à partir des données de la Banque Mondiale, WDI (2020)

L'Afrique subsaharienne est la partie de la planète la plus dynamique en matière démographique, mais les problèmes économiques et sanitaires sont les plus préoccupants au niveau mondial. Elle est aussi la partie du continent la plus pauvre. En effet, le produit intérieur brut (PIB) global de l'Afrique subsaharienne est de 1 743 milliards de dollars américains en 2018⁸ soit 2,05 % du PIB mondial. On constate que l'Afrique subsaharienne dispose un PIB très bas, ce qui vient encore prouvé que c'est la région sous-développée.

Section 1 : Tendances des investissements domestiques et les investissements directs étrangers en Afrique subsaharienne

Cette section présente les faits stylisés sur les tendances des investissements domestiques et les investissements directs étrangers en Afrique subsaharienne. La présente section montre l'évolution de l'investissement domestique en Afrique Subsaharienne ainsi que l'état des lieux des investissements directs étrangers dans cette région.

⁸ Ce PIB est en dollars constants 2011, et utilisant les taux de change officiels des monnaies de l'année 2011.

II.1.1. Investissement domestique en Afrique Subsaharienne

L'épargne est la part non consommée des revenus. Selon la théorie keynésienne(1936), le montant de l'épargne d'un Etat dépend de celui des investissements dont on mesure l'importance. L'épargne d'aujourd'hui assure donc l'investissement et le niveau d'emploi de demain.

L'investissement, nécessaire au développement de l'Afrique subsaharienne, suppose l'existence d'une épargne suffisante. Néanmoins, les revenus des pays de cette région restent faibles, rendant indispensable l'appel à l'épargne des autres continents sous la forme de subventions ou, le plus souvent, de prêts. Cette situation met l'Afrique Subsaharienne sous la dépendance de ses prêteurs comme l'est tout débiteur vis-à-vis de son créancier, BAD (2018).

Dès lors, il est fondamental de recourir aux financements extérieurs (l'APD, l'IDE, la dette extérieure, ...) pour combler le faible niveau de l'épargne pour assurer le développement, Chenery & Strout (1966).

On estime que l'Afrique Subsaharienne perd chaque année des centaines de milliards de dollars à cause de la fuite des capitaux, de la fraude fiscale, du rapatriement des profits par les sociétés multinationales et du montant élevé du remboursement de la dette extérieure. Mais simultanément, le large secteur informel de l'économie possède des ressources financières considérables qui ne sont pas déposées sur des comptes en banque et qui ne passent pas non plus par d'autres canaux du secteur financier traditionnel. Tout cela traduit le faible niveau d'investissement domestique. Ndikumana, L. & Vernick, S. (2008).

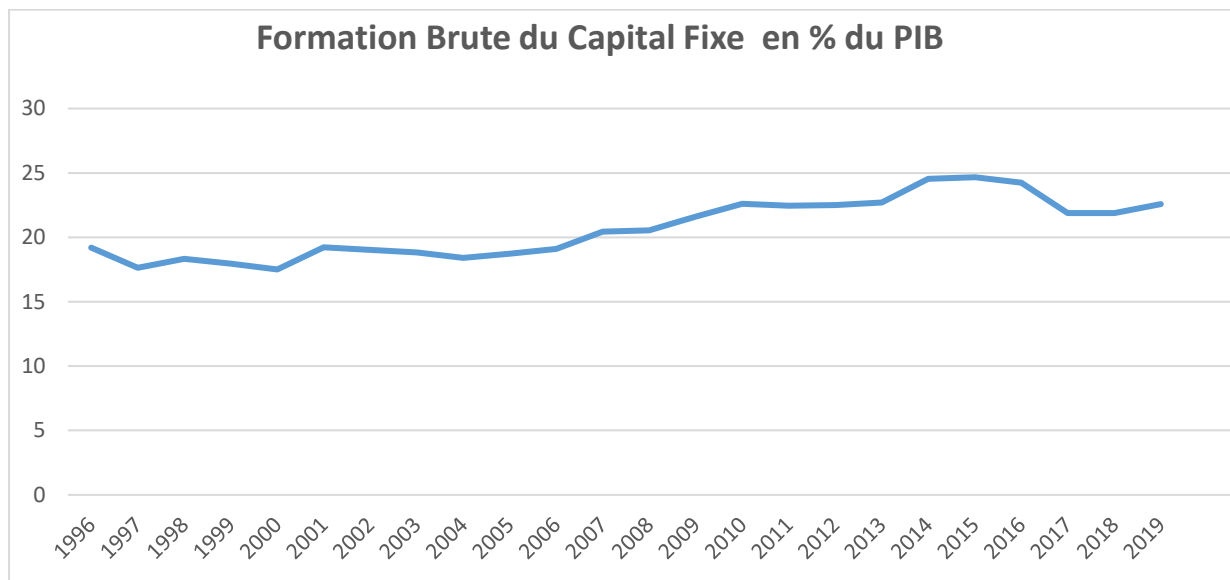
Malgré cela, jusqu'à très récemment la plupart des conférences et des sommets internationaux qui se penchaient sur le financement du développement économique et social de l'Afrique s'occupaient généralement des moyens de mobiliser de plus importantes ressources extérieures.

Mais les flux de l'aide publique au développement (APD) restent volatiles, CNUCED(2010). Une dépendance excessive vis-à-vis des flux de capitaux étrangers rend ces pays vulnérables aux chocs externes. De plus, les investissements directs étrangers de la région restent faibles puisque leur flux en direction de l'ASS représente 2.8% de la part mondiale des IDE, CNUCED (2010).

II.1.2. Tendence de l'investissement domestique en Afrique Subsaharienne

Malgré les efforts d'attirer les financements extérieurs, le taux d'investissement domestique de l'Afrique Subsaharienne reste le plus faible du monde. Le graphique ci-après montre l'évolution de l'investissement en Afrique subsaharienne pour la période 1996-2019

Figure 4: Investissement domestique en Afrique Subsaharienne (1996-2019)



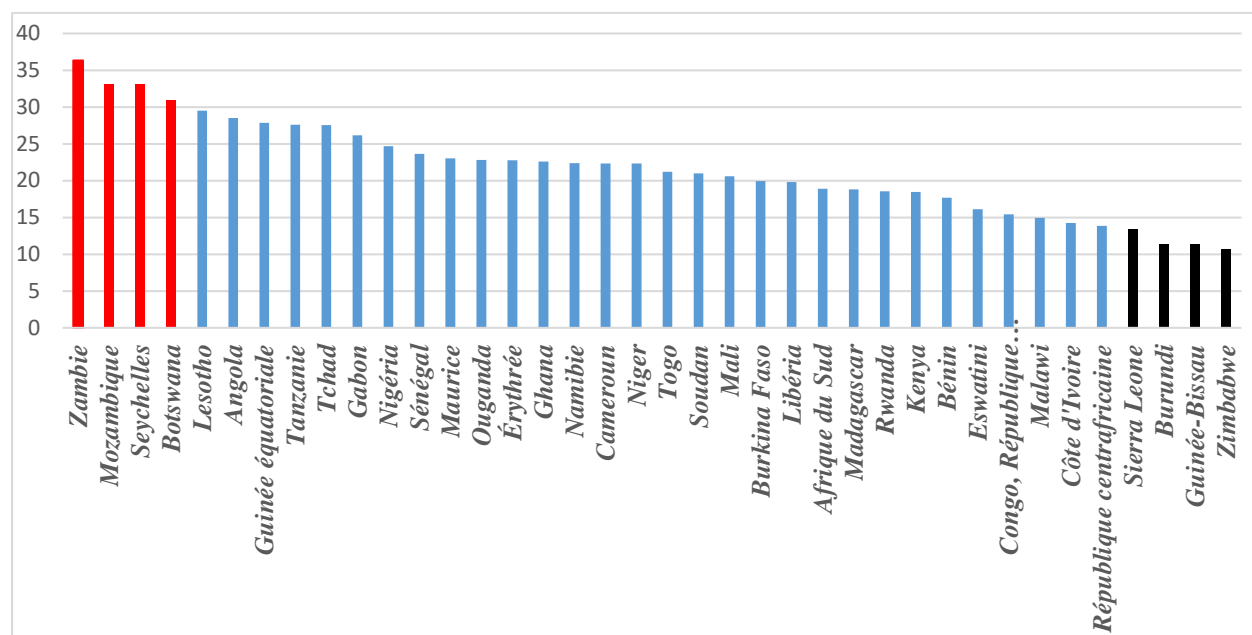
Source : Construit par l'auteur à partir des données de WDI(2020)

Au regard de ce graphique ci-haut, on constate que l'évolution de l'investissement en Afrique subsaharienne suit une allure régulière pendant la période 1996-2019 et elle oscille en moyenne autour de 20% du produit intérieur brut.

Ce qui reste à présumer, du moins théoriquement, les pays d'Afrique subsaharienne disposent d'un taux d'investissement faible.

Si on fait une analyse détaillée de chaque pays, on remarque des écarts considérables entre les pays. La figure suivante met en évidence le niveau moyen de l'investissement domestique par pays pour la période d'étude.

Figure 5: Niveau moyen de l'investissement domestique par pays (1996-2019)



Source : Construit par l'auteur à partir des données de WDI(2020)

En moyenne, de 1996 à 2019, quatre pays affichent le niveau de l'investissement le plus élevé comparativement aux autres pays, il s'agit de la Zambie, du Mozambique, les Iles Seychelles et de la Botswana. D'après les rapports de la CNUCED, cela s'explique par plusieurs facteurs notamment la stabilité politique et économique, l'abondance des ressources naturelles, la diversification de la structure de l'économie (Seychelles et Botswana), la mise en place des politiques d'incitations fiscales favorables aux investissements qui caractérisent ses pays.

Par contre, les pays comme la Sierra Léone, le Burundi, la Guinée-Bissau et le Zimbabwe ont un niveau moyen des investissements domestiques faibles. Ce faible niveau est principalement aux facteurs socio-économique défavorables qui les ont caractérisé ces dernières années, tels que l'instabilité politique,(guerre civile Burundi, Sierra Léone , Guinée-Bissau ,tension entre les communautés noires et blanches sur la redistribution des terres au Zimbabwe,), corruption , manques des ressources et infrastructures.

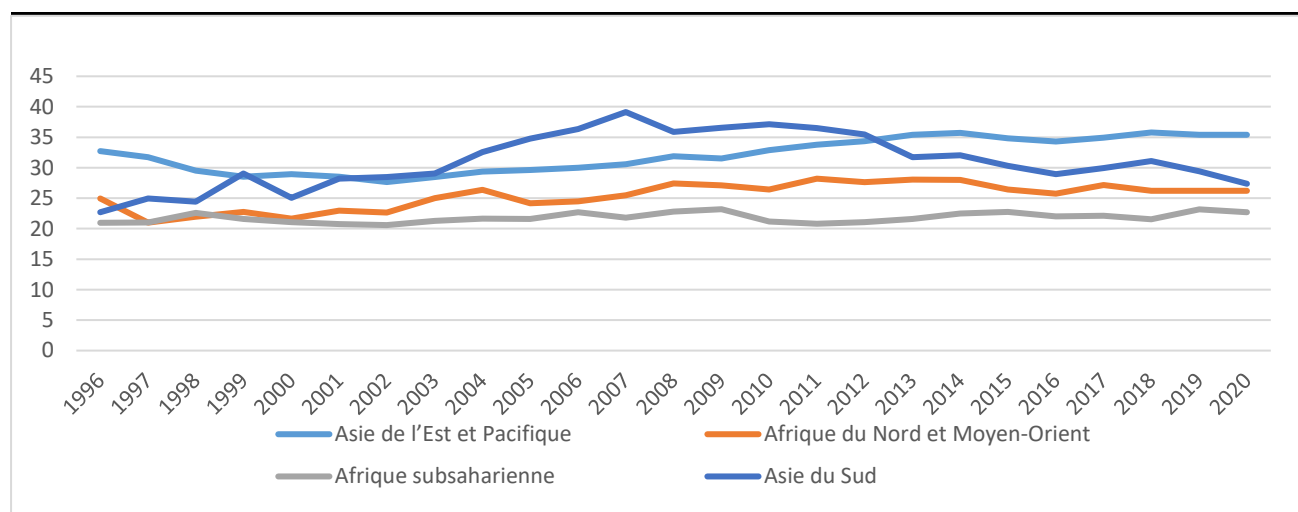
Si l'on fait une analyse comparée aux autres régions en voie de développement, on constate que la tendance des investissements domestiques varie d'une région à une autre.

**Analyse des effets de l'aide publique au développement et des investissements directs étrangers sur
l'investissement domestique en Afrique subsaharienne (1996-2019)**

Selon les estimations de la Banque Mondiale l'investissement domestique de l'Afrique Subsaharienne se situait en moyenne en 2000 à 20 % du produit intérieur brut (PIB), contre 26 % en Asie du Sud et presque 43 % en Asie orientale et dans les pays du pacifique, BM(2000).

La figure suivante montre l'évolution de l'investissement domestique d'Afrique subsaharienne en comparaison avec les autres régions en développement.

Figure 6: Evolution des investissements domestiques dans les régions en développements



Source : Construit par l'auteur à partir des données de WDI(2020)

Au regard de l'évolution d'investissement domestique, on constate qu'en moyenne l'investissement intérieur en pourcentage du produit intérieur brut en Afrique Subsaharienne pour la période d'étude oscille en moyenne autour de 20% du PIB. Nombreuses causes sont à l'origine à ce faible taux d'investissement : le taux d'épargne faible, la production faible, l'économie informelle, des services financiers inadéquats et l'éloignement physique des institutions bancaires et des exigences de dépôt et de solde minimum élevés font que la majorité de la population n'a pas accès aux services bancaires. En conséquence, seulement 20 % des familles africaines détiennent un compte en banque, BAD (2010).

Par contre, les autres régions sont dynamiques en matière d'investissements domestiques si on regarde l'évolution des courbes ci-haut présentées. Par exemple, en 1997 l'investissement domestique en Afrique subsaharienne représentait 20,99% du PIB.

**Analyse des effets de l'aide publique au développement et des investissements directs étrangers sur
l'investissement domestique en Afrique subsaharienne (1996-2019)**

La même année, l'Afrique du nord et moyen Orient était de 21,05% et pour l'Asie du sud, cet investissement s'élevait à 24,95% du PIB et l'Asie du Sud-Est et Pacifique était de 29,54%.

En 2009, l'investissement domestique en Afrique subsaharienne représente 22,99% du PIB et l'Afrique du nord et moyen Orient quant à elle de 27,44%, l'Asie du sud s'élève à 24,95% du PIB et l'Asie du Sud-Est et Pacifique avait presque le double de l'investissement domestique par rapport à celui d'Afrique subsaharienne (39,13% du PIB).

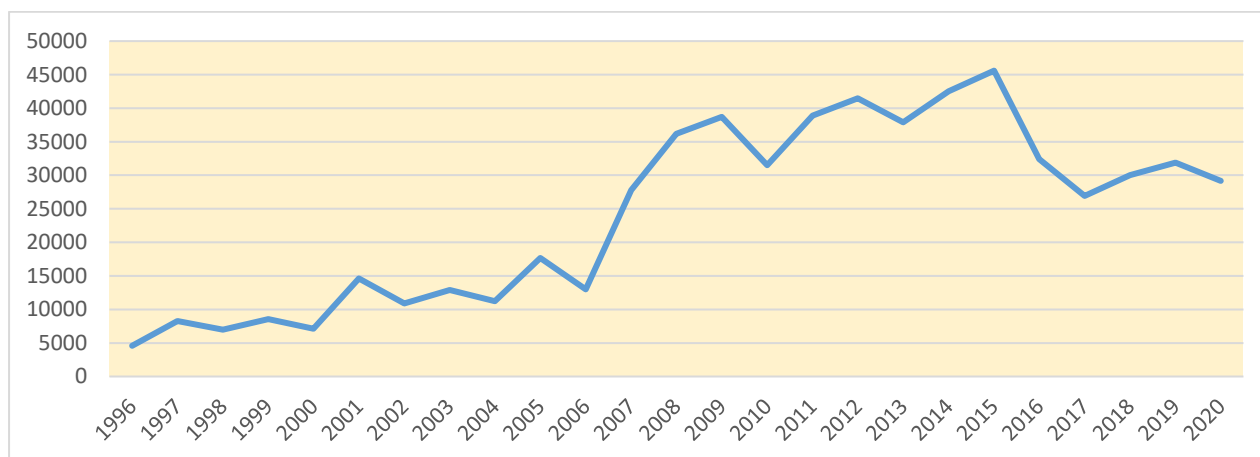
En 2019, la tendance reste la même, toujours l'Afrique subsaharienne garde le score faible, l'investissement domestique s'élève à 23,60 % du PIB tandis que l'Afrique du nord et moyen Orient affiche 26.20% du PIB et l'Asie du sud (29,35% du PIB) et l'Asie du Sud-Est et Pacifique (35,35% du PIB).

II.1.3. Investissements directs étrangers en Afrique Subsaharienne

En général, les investissements directs étrangers sont faibles en Afrique subsaharienne par rapport à d'autres régions en développement. Ils sont concentrés dans cette région dans quelques les pays orientés vers les ressources naturelles, CNUCED (2010).

La figure ci-après montre l'évolution des IDE entrant en ASS.

Figure 7: Evolution des IDE entrant en Afrique subsaharienne en Million de dollars US



Source : Auteur à partir des données de la Banque Mondiale (WDI)

Depuis 1996 jusqu'en 2020, le volume des IDE n'a cessé d'augmenter en Afrique subsaharienne. Selon le rapport sur les investissements dans le monde, CNUCED (1997) en 1996, le volume des IDE entrant dans le monde s'élève à 39 277,70 milliards USD. En revanche, le flux des IDE entrant en Afrique subsaharienne est évalué à 457,96 milliards de dollars soit 1,16% du volume mondiale. Sur la même période, l'Amérique et l'Europe sont les principales destinations des IDE car ils totalisent plus de 70 %, l'Asie 25,7% et l'Océanie 2,47 % du volume mondial des IDE.

De 2000 à 2005, les flux des IDE en Afrique Subsaharienne ont fortement augmenté en réponse non seulement aux prix élevés des matières premières mais aussi à l'amélioration de la stabilité macroéconomique, CNUCED(2006).

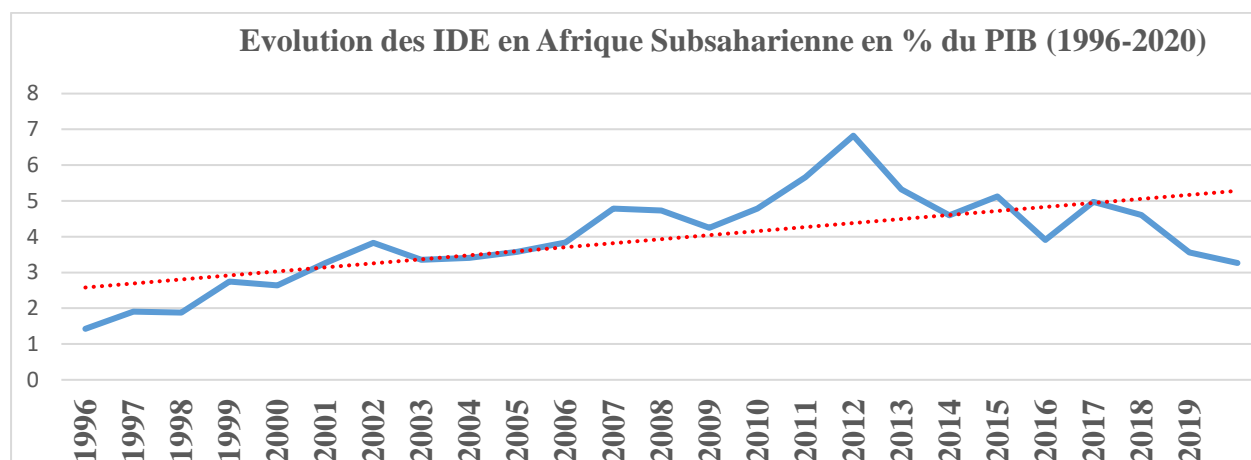
Les flux des IDE vers l'Afrique Subsaharienne ont dépassé les 20 Milliards USD en 2005 grâce à cette évolution, la part de la région dans les flux mondiaux est passée de 0,5 % en 2000 (7131,64 Milliards de dollars US) à 2,2% de la part des flux mondiaux en 2005(17646 ,92 Milliards de dollars).

Selon le rapport la CNUCED (2009), les flux d'IDE vers l'Afrique (y compris Afrique du Nord) en 2008 ont été chiffrés à 88 milliards de dollars, ce qui constitue un nouveau record pour la région et ce en dépit de la crise économique et financière mondiale. Parmi ces IDE près d'un tiers a eu pour destination l'Afrique Australe. Le plus fort taux de progression (63 %), a été observé dans les pays d'Afrique de l'Ouest.

Les flux d'IDE entrants en Afrique depuis le début des années 2000, sont principalement dus à l'envolée des marchés des produits de base, à la rentabilité croissante des investissements (la plus élevé des régions en développement en 2006-2007), et à l'amélioration du cadre directif, CNUCED (2008).

Dans la suite, nous allons dresser le graphique montrant l'évolution de l'entrée nette en pourcentage du PIB.

Figure 8: Entrée nette des IDE en pourcentage du PIB dans pays d'Afrique subsaharienne



Source : Construit par l'auteur à partir des données de la Banque Mondiale, WDI (2020)

Ce graphique représente l'évolution de l'entrée nette d'IDE en pourcentage du PIB des pays d'Afrique subsaharienne pour la période de 1996-2019. L'observation de ce graphique permet de constater que l'entrée nette des IDE en pourcentage du PIB fluctue constamment tout en ayant une tendance à la hausse. Effectivement, en espace de près de 24 ans, l'entrée nette d'IDE semble avoir été multipliée par cinq pour cette partie de l'Afrique particulièrement entre 1990 et 1998. Cette hausse s'explique sans doute par l'intérêt porté aux IDE. Comme conséquence, une rivalité entre pays hôte subsaharien s'est naturellement créée. Selon Maingy(2004), l'intérêt porté aux investissements étrangers dans les pays en développement est généralement justifié par de nombreuses attentes : leur impact sur la croissance, les apports en ressources financières, l'ouverture aux marchés internationaux, la hausse de la productivité, l'amélioration des capacités de gestion locales et les transferts de technologies.

De plus, en combinant le rapport de la Conférence des Nations Unies sur les Commerce et le Développement (CNUCED) publié en 2003 à celui publié en 2015, nous constatons que parallèlement à l'accroissement du nombre d'accords le plus souvent bilatéraux, les gouvernements des pays d'Afrique Subsaharienne prennent de plus en plus de mesures afin d'attirer les capitaux étrangers. Parmi ces mesures, figure l'atténuation des conditions d'investissements (allègements fiscaux par exemple) dans les pays d'accueils ; qui s'avère être également une des recommandations des institutions financières telles que la BM et le FMI.

**Analyse des effets de l'aide publique au développement et des investissements directs étrangers sur
l'investissement domestique en Afrique subsaharienne (1996-2019)**

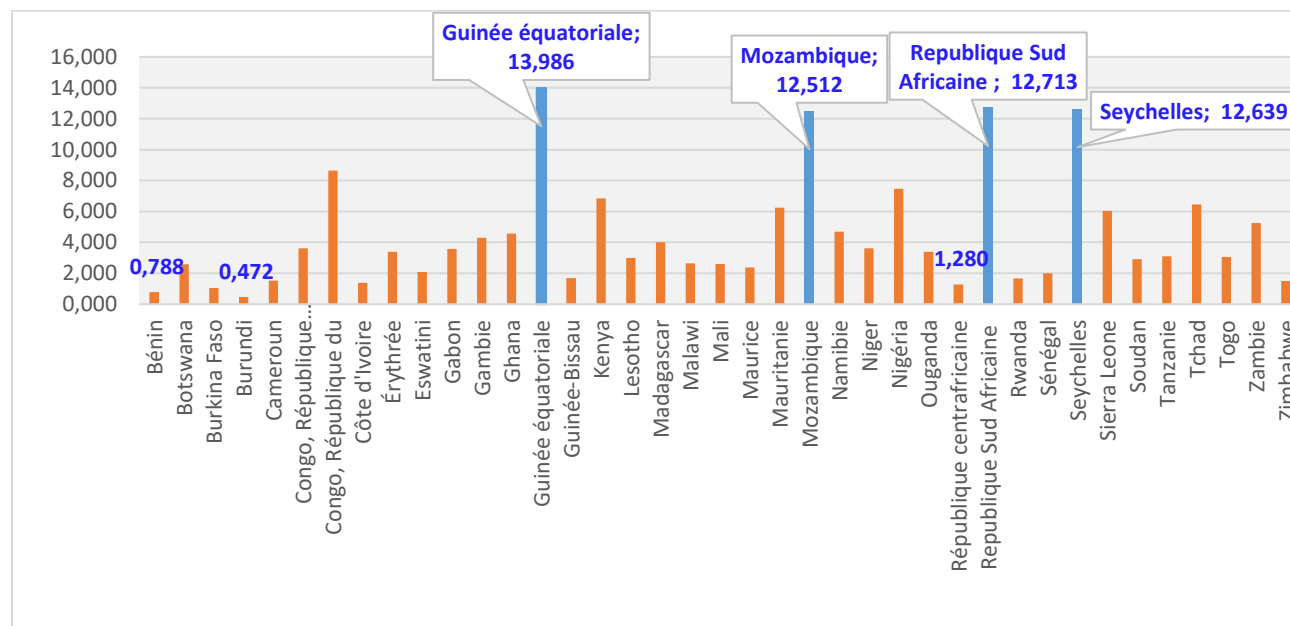
Comme résultat, plusieurs investisseurs se dirigent vers l'ASS afin de bénéficier des changements des règles d'investissement. A titre indicatif, en 2014, plus de 80% des mesures de politiques d'investissements visaient à améliorer les conditions d'entrées d'investissements étrangers et à réduire les restrictions existantes. Cela montre à quel point les IDE demeurent la source de financement extérieure la plus importante et la plus constante pour les économies en développement ce qui justifie également le comportement des pays d'Afrique subsaharienne dans la recherche naturelle d'attraction des IDE.

De 2015 à 2019, on remarque une chute considérable des IDE dans les pays d'Afrique Subsaharienne. Selon la CNUCED (2018), cette chute consécutive des IDE s'explique en grande partie par les réformes fiscales aux Etats-Unis, qui ont encouragé de grandes entreprises américaines à rapatrier leurs bénéfices depuis leurs filiales vers leurs maisons mères.

Au regard donc de la tendance à la hausse d'entrée des IDE dans la région d'ASS, il importe de s'interroger sur les impacts directs des IDE sur l'investissement domestique.

La figure suivante met en évidence le niveau moyen des IDE par pays.

Figure 9: Niveau moyen des IDE par pays pour la période (1996-2019)



Source : Construit par auteur à partir des données de la Banque Mondiale, WDI (2020)

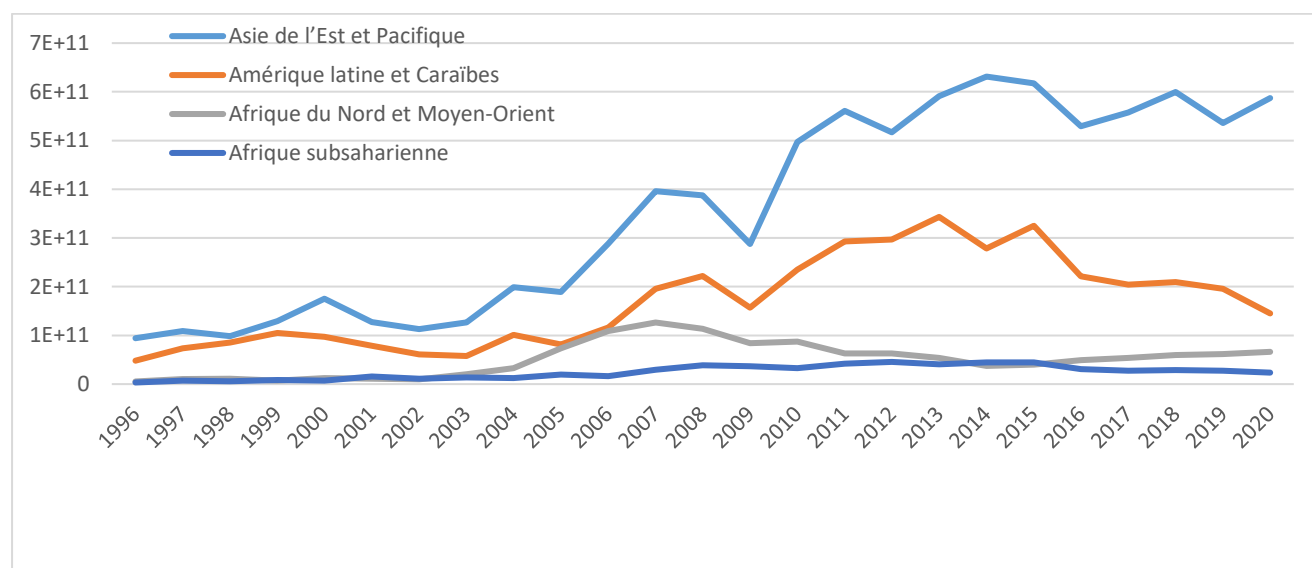
Au regard de ce graphique, on constate qu'en moyenne, de 1996 à 2019, quatre pays affichent le niveau des IDE en % du PIB le plus élevé par comparaison aux autres pays, il s'agit de la Guinée équatoriale, l'Afrique du Sud, le Mozambique et les Seychelles. D'après les rapports de la CNUCED, cela s'explique par plusieurs facteurs notamment la stabilité politique et la confiance de la sécurité de leur investissement, le potentiel de croissance (opportunités d'investissement prometteuses) réglementation favorable, main d'œuvre qualifiée (Afrique du Sud), infrastructure solide l'abondance ressources naturelles, ...

En revanche, les pays comme le Bénin, le Burundi, la République Centrafricaine ont un niveau moyen faible des IDE en % PIB. Ce faible niveau est principalement dû aux facteurs socio-économique défavorables qui les ont caractérisés ces dernières années.

II.1.4. IDE en Afrique subsaharienne : Comparaison avec les autres régions en développement

Les IDE dans le monde sont inégalement répartis. En général les pays développés attirent une grande part des IDE en raison de leur économie plus stable et leur infrastructure développée. La figure 11 montre l'évolution des IDE de différentes région en développement.

Figure 10: Evolution des IDE en Volume en millions de Dollar américain



Source : Construit par auteur à partir des données de la Banque Mondiale, WDI (2020)

Au vu de ce graphique, on constate que l'Asie de l'Est et Pacifique reste la région la plus dynamique pour attractivité des IDE comparativement aux autres régions en développement. L'Amérique latine vient en deuxième position suivi de l'Afrique du Nord & Moyen Orient et l'Afrique Subsaharienne se trouve en dernière position, WDI (2020).

II.1.5. Principaux pays investisseurs en Afrique subsaharienne

Les sources traditionnelles des IDE en Afrique Subsaharienne proviennent de la France, des Pays-Bas, du Royaume Unis et des Etats-Unis. Cet ensemble avec l'Afrique du Sud, représente environ 75% des IDE reçus dans le continent Africain, CNUCED (2003). Cependant, depuis quelques années, les investissements asiatiques ont pris de plus en plus d'ampleur.

Salon le rapport sur l'investissement dans le monde, CNUCED, en 2006 le nombre de projets d'origine asiatique a représenté environ 30% du nombre total des investissements Greenfield en Afrique⁹.

Actuellement les principaux investisseurs sont la chine, les Etats-Unis, le Royaume-Uni, la France, les Pays-Bas, l'Inde, l'Allemagne, le Japon et l'Afrique du Sud. Ces investissements sont souvent dirigés vers secteurs des ressources naturelles, des infrastructures, de l'énergie et dans le secteur de télécommunication.

En 2021, les investissements directs étrangers (IDE) vers les pays africains ont atteint un niveau record de 83 milliards USD. Malgré cette forte croissance, les flux d'investissement vers l'Afrique n'ont représenté que 5,2 % des IDE mondiaux, contre 4,1 % en 2020.

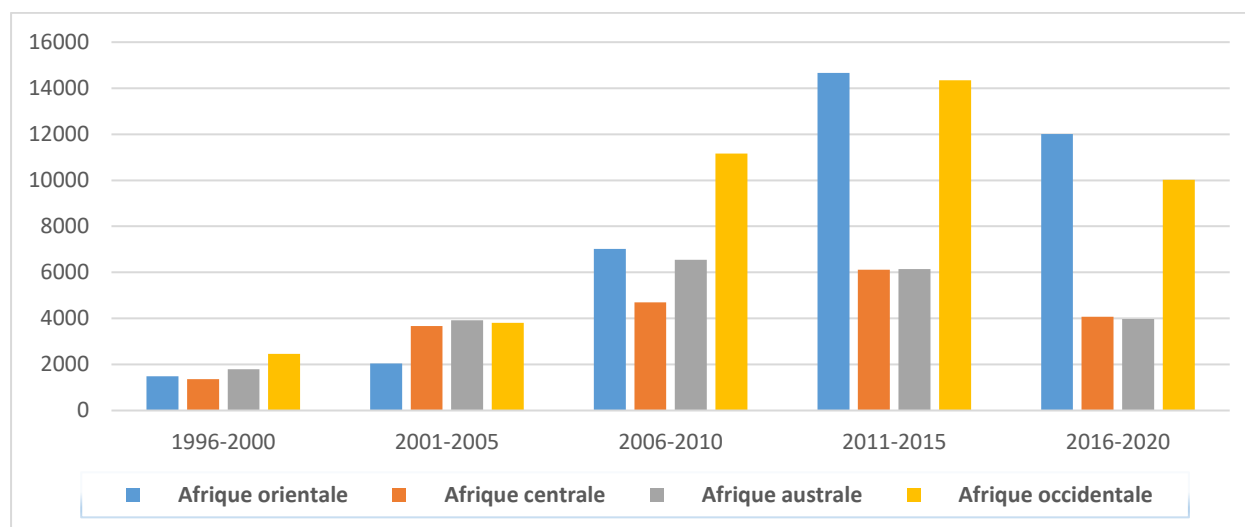
En terme de sous-régions de l'Afrique subsaharienne, l'Afrique australe, l'Afrique de l'Est et l'Afrique de l'Ouest ont vu leurs flux d'investissement augmenter, tandis que ceux destinés à l'Afrique centrale sont restés stables.

En 2021, les plus gros détenteurs d'actifs étrangers en Afrique sont restés européens, avec en tête les investisseurs du Royaume-Uni (65 milliards de dollars) et de la France (60 milliards de dollars).

La figure ci-après présente la destination des IDE en Afrique Subsaharienne.

⁹ 1 Ces investissements sont majoritairement destinés aux activités extractives et aux infrastructures.

Figure 11: Destination des investissements directs étrangers en Afrique Subsaharienne



Source : Construit par l'auteur à partir de la base des données en ligne de la CNUCED

L'évolution croissante des IDE en Afrique Subsaharienne présente plusieurs inégalités entre les 4 régions (Figure ci-haut). Entre 1996 et 2000, l'Afrique occidentale attire plus d'IDE. Il en est de même pour la période de 2006-2010. Mais sur les 5 années suivantes (2011-2015), l'Afrique de l'Ouest et de l'Est domine dans l'attractivité des IDE.

L'importance des flux des IDE en Afrique occidentale s'explique par le dynamisme des pays comme le Nigeria, le Ghana et le Sénégal, CNUCED (2022). En effet, si on considère la période de 2020-2021, Le Nigeria, premier bénéficiaire d'IDE en Afrique de l'Ouest, a vu ses flux doubler pour atteindre 4,8 milliards de dollars en 2022 par rapport aux flux de 2021 principalement en raison d'une reprise des investissements dans les secteurs du pétrole et du gaz. Les opérations de financement de projets internationaux dans le pays ont bondi à 7 milliards de dollars. Il s'agit notamment du projet de construction d'un complexe industriel dans le port maritime d'une valeur de 2,9 milliards de dollars.

Les projets dans les industries extractives ont également contribué à faire grimper les IDE au Ghana à 2,6 milliards de dollars, soit une augmentation de 39 % par rapport à 2020. Le Sénégal a également connu une augmentation notable de 21 % des IDE, qui ont atteint 2,2 milliards de dollars. Le pays a enregistré une hausse de 27 % des projets d'investissements nouveaux annoncés.

Concernant l'Afrique orientale, les flux d'investissement vers l'Afrique de l'Est ont augmenté de 35 % pour atteindre 8,2 milliards de dollars en 2021. L'Éthiopie, plaque tournante centrale de l'initiative chinoise Belt and Road¹⁰, a vu les flux d'IDE augmenter de 79 % pour atteindre 4,3 milliards de dollars en 2021. Quatre annonces de financement de projets internationaux sur cinq dans le pays concernent les énergies renouvelables. D'autres augmentations notables ont été signalées par l'Ouganda (31% à 1,1 milliard de dollars) et la Tanzanie (35% à 922 millions de dollars), qui ont vu les annonces de projets d'investissement nouveaux tripler en 2021, CNUCED (2022).

Le dynamisme des flux des IDE en Afrique Australe est se manifeste en Afrique du Sud et Mozambique, néanmoins la Zambie déclare une chute remarquable des IDE en 2021.

En effet, cette forte augmentation est due principalement à une importante reconfiguration d'entreprise en Afrique du Sud. Parmi les nouveaux projets annoncés dans le pays, un financement de projet d'énergie propre de 4,6 milliards de dollars parrainé par une société britannique et un projet d'investissement nouveau d'un milliard de dollars par une société américaine pour construire son premier campus africain.

Les flux d'investissement vers le Mozambique ont augmenté de 68 % pour atteindre 5,1 milliards de dollars. Le pays a connu un bond des nouveaux projets d'investissements, notamment celui de la société britannique pour construire des centrales électriques pour 2 milliards de dollars.

Pendant ce temps, les flux d'investissement vers la Zambie sont restés négatifs à -457 millions de dollars, une chute brutale par rapport à -173 millions de dollars en 2020, due principalement à la cession d'une mine de cuivre de 1,5 milliard de dollars par la société Suisse à la société publique zambienne, CNUCED (2022).

Quant à l'Afrique Centrale, selon CNUCED(2022) les flux d'investissement vers l'Afrique centrale sont restés stables, les IDE vers la République démocratique du Congo ont augmenté de 14 % pour atteindre 1,9 milliard de dollars, les tendances d'investissement restant positives principalement en raison des flux vers les champs pétroliers offshore et les mines.

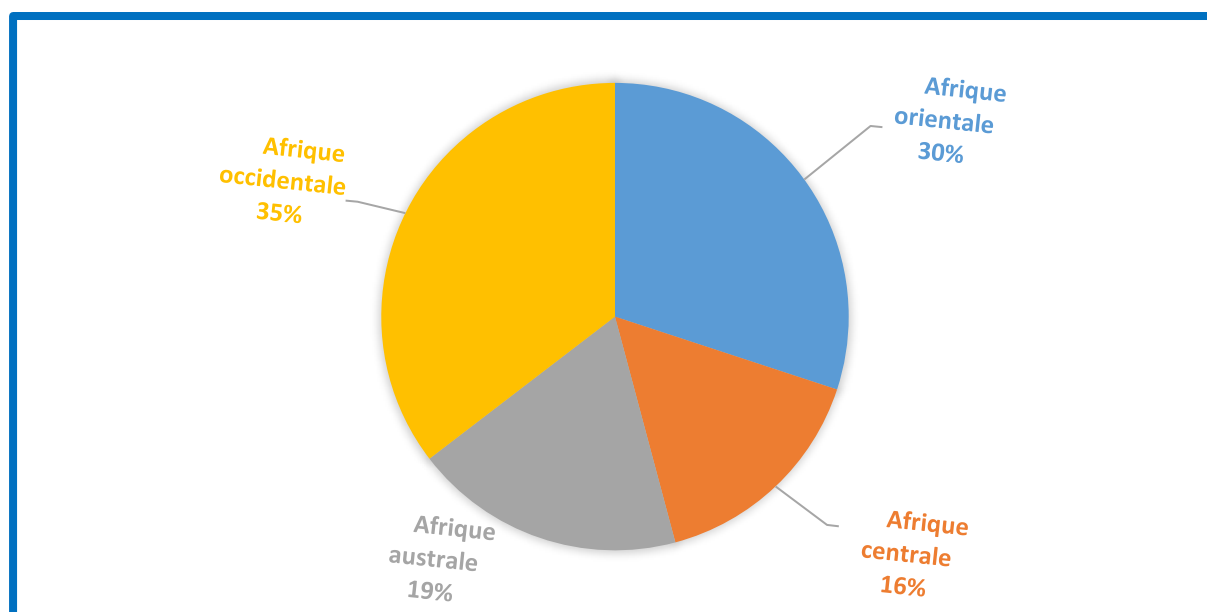
¹⁰ On compare souvent la Belt et Road Initiative chinoise des routes de la Soie au plan Marshall de l'après-guerre en Europe : elle est une feuille de route destinée à créer des alternatives au système financier international en offrant un cadre plus souple avec son propre environnement politique, tout en résolvant les problèmes de surcapacité de l'industrie chinoise .

Les flux d'investissement vers le Congo ont diminué de 8 % pour atteindre 3,7 milliards de dollars, mais deux opérations internationales de financement de projets ont été annoncées dans le pays. La plus importante concerne la construction d'une installation pétrolière pour 166 millions de dollars.

Selon la CNUCED(2020), l'Afrique Centrale, malgré de nombreuses ressources naturelles exploitées, est toujours en dernière position en matière d'attractivité des IDE, BM (2014).

LA figure suivante montre la répartition moyenne des IDE par région en ASS.

Figure 12: Afrique subsaharienne : Répartition moyenne d'IDE par région



Source : Elaboré par l'auteur à partir des données de la CNUCED

En considérant la période de 1990 à 2019, en moyenne par an, l'Afrique subsaharienne reçoit un flux d'IDE évalué à 595 366 millions de dollars américain. Les IDE entrant dans cette partie du globe sont inégalement répartis entre les régions qui la composent.

En effet, l'Afrique occidentale cumule une part très importante des flux net entrant des IDE par rapport aux autres régions (210 783, 40 Millions USD) soit 35%. Elle est suivie par l'Afrique orientale avec 30%. L'Afrique Australe quant à elle enregistre 111 652.7 Millions USD (19%) des IDE entrant en ASS tandis qu'en dernier lieu vient l'Afrique centrale avec 94 037,01 Millions USD soit 16%.

II.1.6. Répartition des IDE par secteur d'activité Afrique Subsaharienne

Selon la CNUCED (2008), les IDE dans les pays africains sont fortement tributaires des exportations des ressources naturelles (environ 82% du total des IDE). La plus grande part de ces minéraux est énergétique. Elle est principalement exportée par le Nigéria, l'Angola et le Gabon. Ensuite viennent les minéraux non énergétiques qui sont majoritairement exportés par la Guinée, le Botswana et la Zambie. Certes, l'industrie extractive demeure la première source d'attractivité pour l'Afrique Subsaharienne.

Mais le secteur des services attire de plus en plus d'investissements, en particulier dans l'amélioration des infrastructures de transport, d'électricité et de communication. Les FMN dans le secteur des télécommunications et l'électricité s'implantent par concession (62% des cas) ou suite à des privatisations. Concernant la provision de l'eau, les FMN opèrent généralement selon des contrats de gestion et de location, CNUCED (2012).

Quant au secteur manufacturier, il est le moins attractif pour les IDE, mais il commence depuis quelques années à connaître un développement considérable. En effet, le développement d'une industrie de transformation peut constituer un grand potentiel de développement pour les pays d'Afrique Subsaharienne. Cette transformation concernerait les produits agricoles et de pêche, le bois et le textile. A titre d'exemple, le Mali offre des opportunités dans l'industrie du textile et d'habillement grâce à sa forte production de coton. De même, le pays offre un potentiel important dans l'industrie de transformation et de conditionnement de la viande de bétail. D'autres pays tels que l'Ethiopie offrent aussi des opportunités dans la production et l'exportation de produits agricoles tels que le café et le thé.

Section 2 : Tendances de l'aide publique au développement en Afrique Subsaharienne

L'aide publique au développement est d'abord, historiquement, un vecteur d'intérêts politiques et stratégiques étroitement lié à la reconstruction de l'après-guerre, à la guerre froide et à la décolonisation, Jaquet (2006).

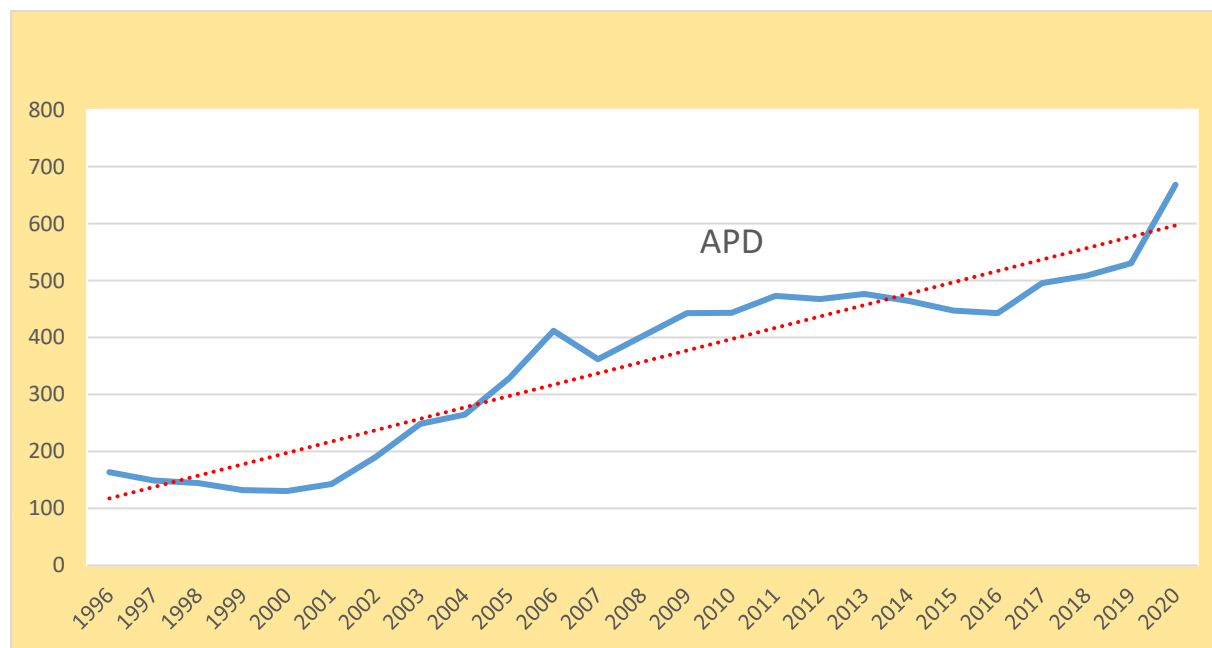
L'objectif de l'aide publique est de soutenir les pays en développement. Selon le Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE, l'aide publique au développement est l'aide fournie par les États dans le but exprès de promouvoir le développement économique et d'améliorer les conditions de vie dans les pays en développement.

La question de l'aide au développement à l'Afrique subsaharienne offre, depuis un demi-siècle, un champ de réflexion très ouvert, donnant lieu à une multiplicité de points de vue souvent divergents, parfois franchement opposés. Ayant fait naître autant d'espoirs qu'elle n'a engendré de difficultés, de déceptions et de rancœurs, la question de l'aide bilatérale (constituée de financements pour le développement, « négociée » entre deux États) demeure encore largement ouverte. Elle autorise toujours des approches variées et des analyses diverses, générant aussi des débats productifs, Severino & Charnoz (2007) ; Moyo (2009) ; Severino & Debrat (2009).

II.2.1. Niveau d'APD en Afrique subsaharienne

Plus de la moitié de l'aide publique au développement se dirige en Afrique subsaharienne. Dans l'analyse qui suit, on va présenter l'évolution de l'APD(voir figure ci-dessous).

Figure 13 : Evolution du niveau d'APD, en milliards de dollars en Afrique subsaharienne



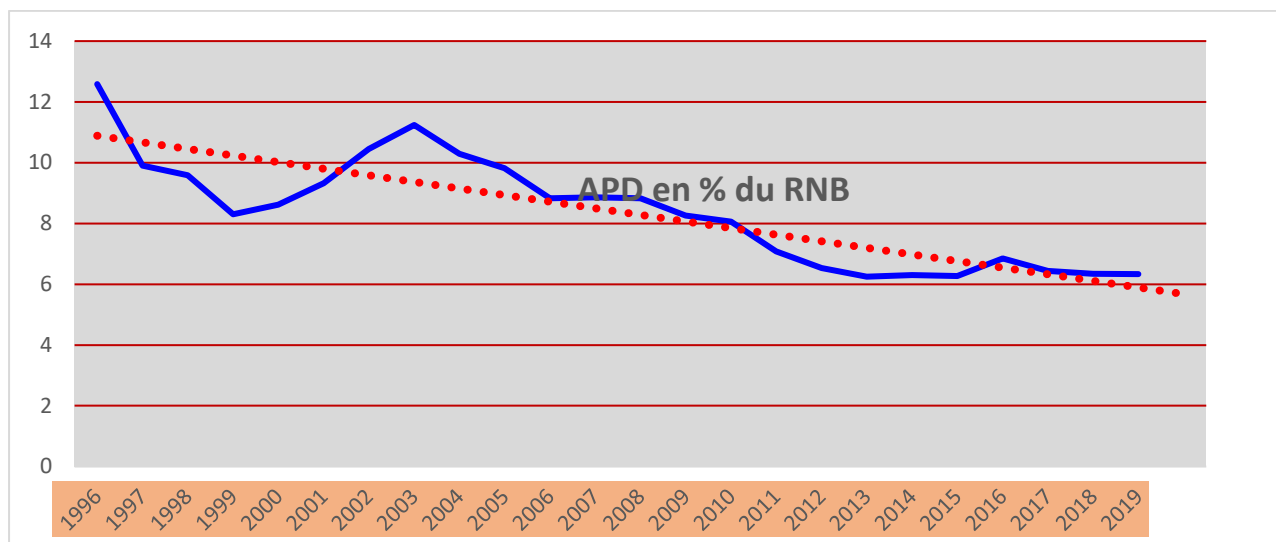
Source : Construit par l'auteur à partir des données de l'OCDE

II.2.2. Effort de l'aide publique au développement

L'effort de l'aide publique au développement est une mesure qui permet de déterminer le niveau de contribution des pays donateurs à l'APD par rapport à leur richesse nationale, OCDE(2010).

Le graphique suivant montre l'évolution de l'APD. On constate que les donateurs de l'APD ont toujours continué à appuyer et à fournir l'aide en ASS. En effet, depuis 1996 l'APD n'a cessé d'augmenter passant de 163.507 Milliards de USD entrant en Afrique Subsaharienne pour atteindre 411.970 Milliards USD en 2006. En 2019, l'APD totale octroyée en Afrique Subsaharienne s'élève à 668.57 Milliard USD en 2019 soit une hausse de 408.89 % par rapport à 1997. La figure suivante montre l'évolution de l'effort de l'aide publique au développement en % du RNB.

Figure 14: Evolution de l'effort d'APD en % du revenu national brut



Source : Construit par l'auteur à partir des données de l'OCDE

Ce graphique montre l'évolution de l'APD en pourcentage du revenu national brut appelé également l'effort de l'aide publique au développement.

Sur la période de 1996 à 2019, on peut distinguer 3 grandes phases de l'évolution de l'APD :

Tout d'abord la période de 1996-1999 se caractérise par une légère baisse et régulière montant de l'APD à destination de l'Afrique Subsaharienne, qui est passé de 9,9% du RNB à 8,3%. On remarque toutefois, que cette tendance est la même pour l'APD totale. Ensuite, la seconde période (2001-2004), se distingue par une augmentation de l'APD qui passe de 8,3% en 2000 à 11,23% en 2004.

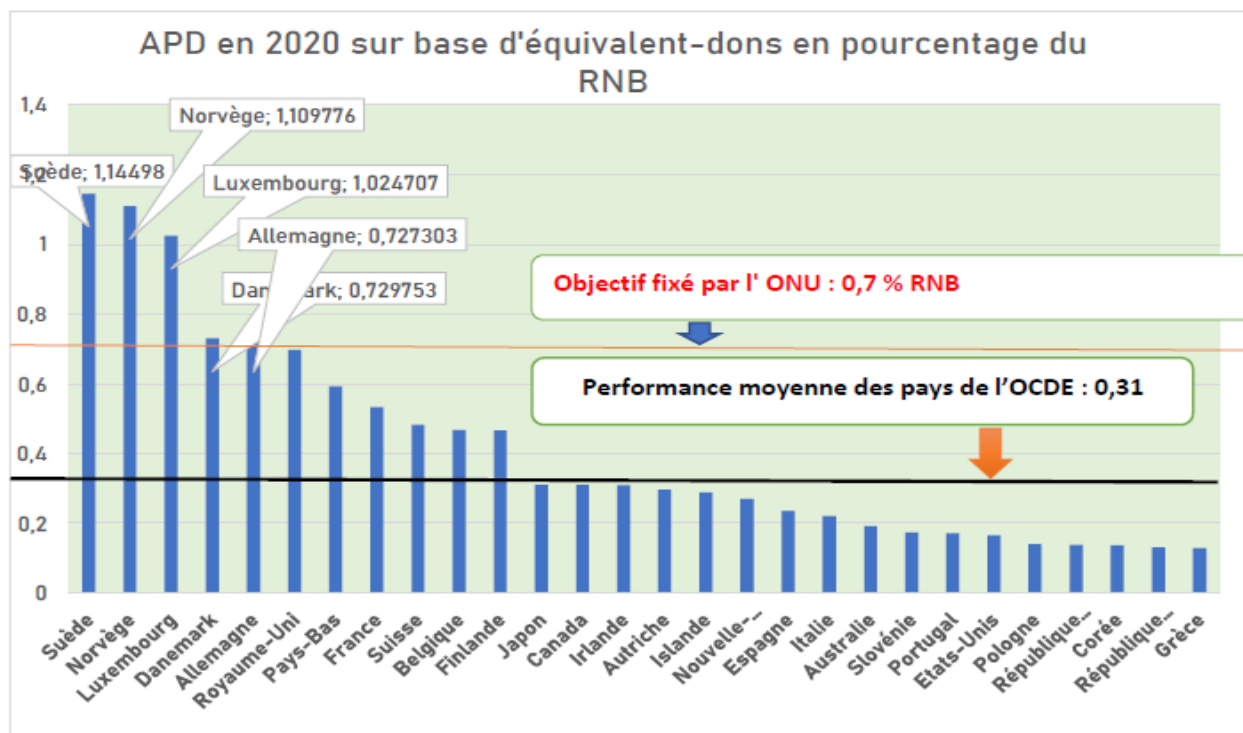
Et enfin, la période de 2005-2020, on remarque une baisse de l'effort de l'aide avec une tendance généralisée à la baisse de l'APD en % du RNB.

II.2.3. Versements de l'APD équivalent dons par les pays de l'OCDE

Les pays membres de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE) chaque année, octroient de l'aide aux pays en voie de développement dont la majorité est les pays d'Afrique Subsaharienne. En 2019 par exemple les plus grands donateurs en volume sont les Etats Unis, l'Allemagne, le Royaume –Uni, la France et le Japon.

Dans la suite, on va présenter le niveau de l'équivalent-dons pour l'année 2020 des pays de l'OCDE.

Figure 15: Versements de l'APD équivalent dons par les pays de l'OCDE, en % du RNB



Source : Etabli par l'auteur à partir des données de l'OCDE

Les apports en APD des pays membres du CAD et des organismes multilatéraux ont connu une forte augmentation depuis 1960 jusqu'aujourd'hui.

Toutefois l'APD reste insuffisante au regard des Objectifs du Millénaire pour le développement et des Objectifs de Développement Durable. Ces objectifs fixés par l'ONU en 2000 doivent guider l'APD jusqu'en 2015(OMD) et continuent avec les ODD pour une vision de 2030.

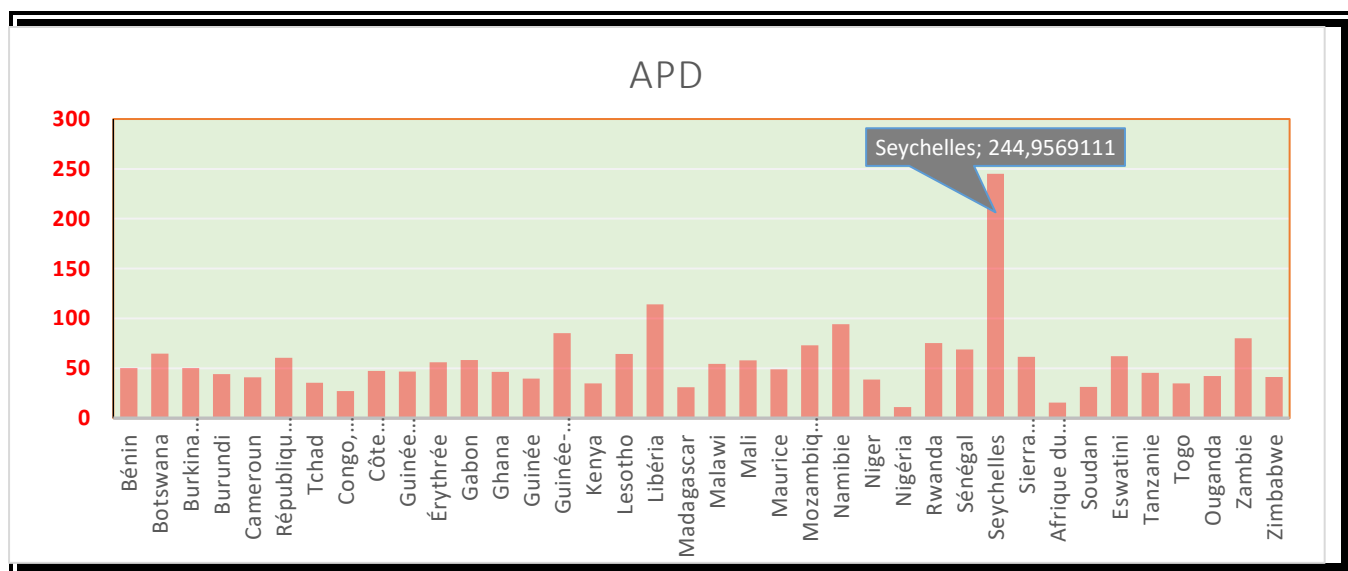
Force est de constater, sur la figure, que certains pays dépassent l'objectif, fixés par les Nations Unies, du versement à l'APD des montants d'un taux à hauteur de 0,7% de leur revenu, tels que la Suède, avec la proportion d'APD par rapport au RNB la plus élevée du monde (1,14 %), suivie par la Norvège avec (1,10%) le Luxembourg (1,02%) et d'autres qu'y parviendront qu'avec difficulté.

**Analyse des effets de l'aide publique au développement et des investissements directs étrangers sur
l'investissement domestique en Afrique subsaharienne (1996-2019)**

Ce graphique nous permet d'avoir une vision plus concrète du décalage qui existe entre les montants engagés et les montants versés, ainsi que le non-respect des engagements fixés par les Nations Unies. Toutefois, il est à noter, que même si les Etats Unis sont loin de respecter les objectifs fixés par l'ONU atteignant un taux de 0,16%, ce dernier reste de loin le premier donateur en volume, représentant près de 30% des versements nets de l'APD totale.

En effet, les États-Unis demeurent le principal donneur d'APD du CAD (34.6 milliards USD), suivis par l'Allemagne (23.8 milliards USD), le Royaume-Uni (19.4 milliards USD), le Japon (15.5 milliards USD) et la France (12.2 milliards USD en 2020). La figure 16 montre le niveau moyen de l'APD par Pays.

Figure 16: Niveau moyen de l'APD par Pays (1996-2019)



Source : Etabli par l'auteur à partir des données de l'OCDE

Sur la liste des pays d'Afrique subsaharienne bénéficiaires de l'aide publique au développement, en moyenne, les îles Seychelles viennent en tête. En effet, selon les rapports de l'OCDE, les Seychelles sont considérés comme l'un des pays les plus vulnérables aux effets du changement climatique, notamment en raison de leur petite taille, de leur isolement géographique et de leur économie dépendante. Le tableau 2 montre le versement de l'APD par région en développement.

Tableau 2 : Versement de l'APD par région en développement (2012-2019)

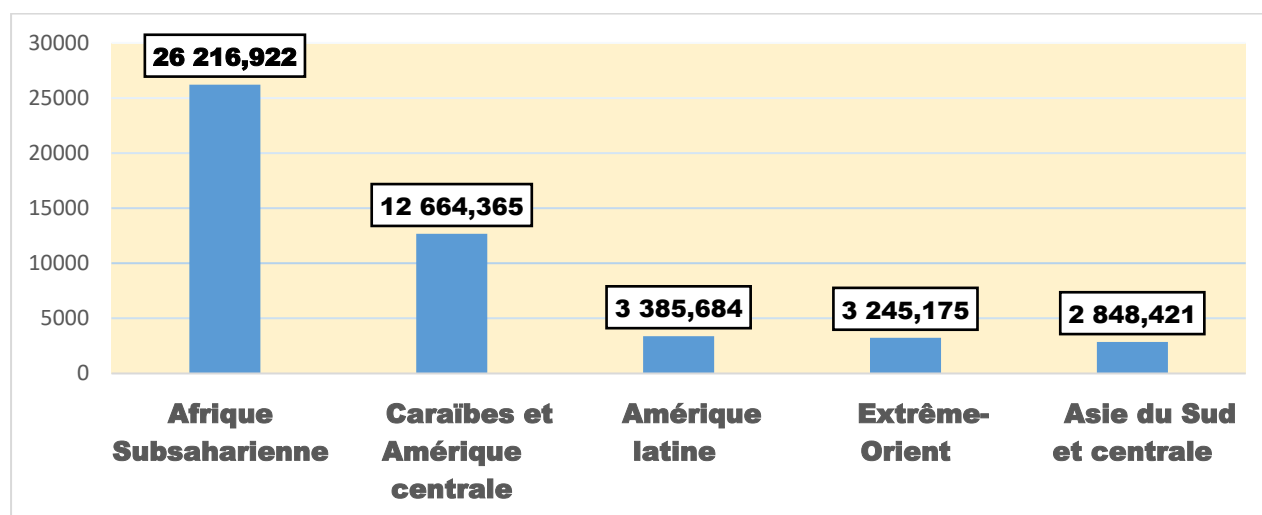
Année	Afrique Subsaharienne	Amérique Centrale et Caraïbes	Amérique Latine	Extrême-Orient	Asie du Sud et Centrale
2012	26810,71	3050,35	3069,95	3989,48	12520,76
2013	26395,66	2688,2	2597,02	3509,73	14680,04
2014	24963,64	2557,4	3207,76	3913,65	12148,09
2015	25418,35	2641,8	3207,83	3876,3	12190,04
2016	25617,81	5478,67	2884,19	3615,83	11318,36
2017	27468,62	3399,62	1892,29	3513,78	12759,95
2018	26792,79	3251,96	3256,7	2762,99	11961,28
2019	26267,8	2893,36	2671,63	1903,71	13736,4
Moyenne	26216,92	3245,17	2848,421	3385,684	12664,37

Source : Données statistiques de l'OCDE

La figure 16 montre que l'Afrique Subsaharienne reste la région privilégiée qui reçoit plus d'aide publique au développement comparativement aux autres régions ci-hauts mentionnées. En moyenne par an, on constate qu'elle reçoit une aide équivalente à 26 216,9225 millions USD par an, suivie par Amérique centrale et caraïbes avec 12 664,365 millions USD, Amérique Latine 3 245,17 millions USD et l'Asie du Sud - Centrale ne reçoit que 2 848,42125 millions USD.

Cela vient confirmer que l'Afrique subsaharienne est une région qui dépend fortement à l'aide étrangère.

Figure 17 : Moyenne annuelle de l'APD par région en développement en millions d'USD



Source : Calculs de l'Auteur à partir des données de l'OCDE (2012-2019)

II.2.4. Evolution Investissement domestique, IDE et APD en moyenne de 5ans

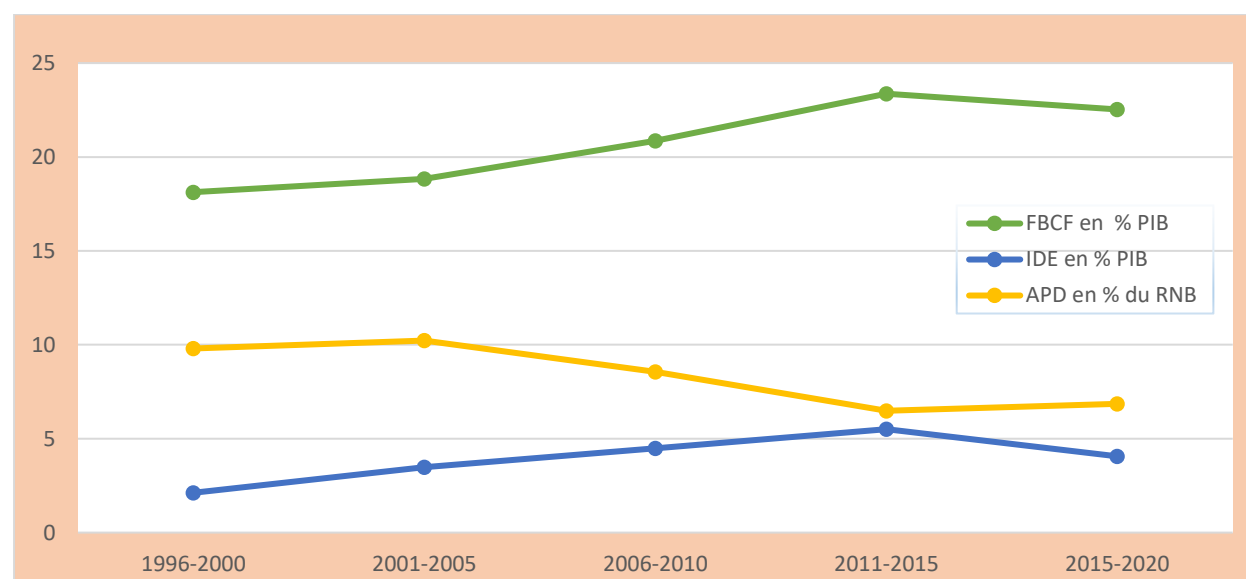
Tableau 3: Aide publique au développement, Investissements domestique et IDE en ASS

Année	1996-2000	2001-2005	2006-2010	2011-2015	2015-2020
FBCF en % PIB	18,12735431	18,83935183	20,86218349	23,36945085	22,54022966
IDE en % PIB	2,120224433	3,488586164	4,480887068	5,50491083	4,061997299
APD en % du RNB	9,798512063	10,22451092	8,567853836	6,48637233	6,86296167

Source : Calculs de l'Auteur à partir des données de WDI et CNUCED

La figure suivante montre l'évolution de l'aide publique au développement, de l'investissement direct étranger et l'investissement domestique en moyenne de 5ans.

Figure 18: Evolution en moyenne de 5ans de l'APD, IDE et FBCF



Source : Elaboré par l'auteur à partir des résultats du tableau 3.

La période de 2000 à 2015 est une période durant laquelle les flux d'APD vers l'Afrique ont sensiblement baissé alors que, sur la même période, les flux nets d'IDE ont enregistré une forte augmentation. L'aide ne constituait en moyenne que 8,7 % du RNB.

Simultanément, les IDE, d'un niveau très faible jusqu'au début des années 1996-2000 (moins de 2,12 % du PIB), ont connu une nette envolée, le ratio flux d'IDE sur PIB atteignant 5,5 % en moyenne pour la période 2010-2015. L'accélération des réformes de libéralisation et de privatisation des secteurs économiques à partir de la fin des années 1995 explique en partie cette augmentation des IDE en Afrique Subsaharienne. Par exemple, le Sénégal a connu un niveau record d'entrées des capitaux privés étrangers lors de la privatisation des compagnies de téléphone et d'électricité (avec, respectivement, un quadruplement et un triplement des flux d'IDE en 1997 et 1999), BAD, (2002). Cette tendance, concomitante à l'accélération des échanges internationaux observée depuis les années 1990, est loin d'être spécifique au continent africain, qui reste malgré tout très marginal dans ce processus de globalisation.

L'investissement domestique qui représentait en moyenne 18 % du PIB durant la période de 1996-2000 a sensiblement augmenté jusqu'à 23,36% du PIB pour la période 2011-2015.

La période de 2015-2020, on remarque que la FBCF et les IDE ont connu une légère chute respectivement jusqu'à 22,54 % et 4,06% du PIB. En revanche, sur la même période l'APD a plutôt augmenté passant de 6,48 à 6,86% du RNB.

Vu l'évolution de ces trois grandeurs économiques, on peut présumer une relation directe entre eux. Lorsque les IDE augmentent ou diminuent, l'investissement domestique augmentent ou diminuent ce qui laissent une présomption d'une relation positive. Par contre, la relation entre l'APD et FBCF reste ambigu à entrevoir et on peut théoriquement dire que l'APD n'influence pas l'investissement domestique.

Section 3 : Etat des lieux de la gouvernance en Afrique Subsaharienne

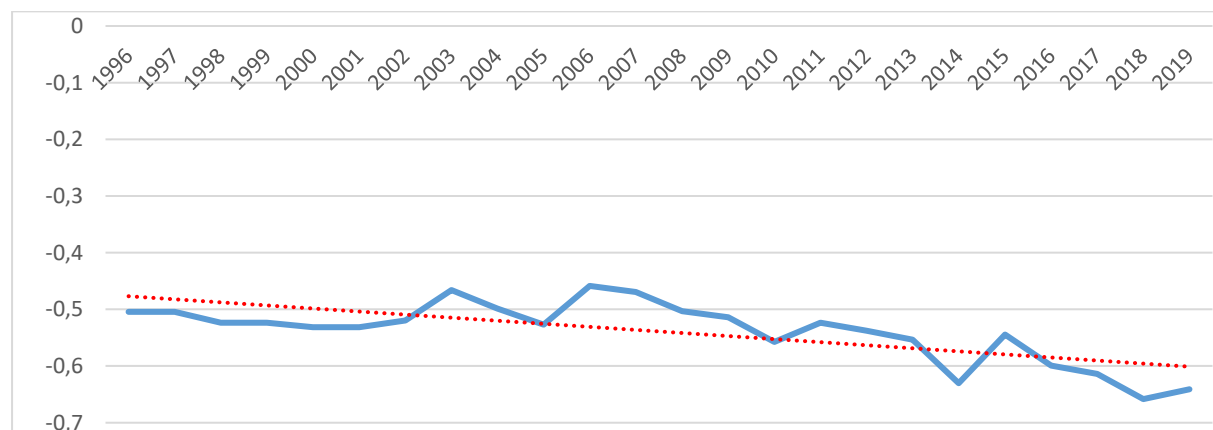
II.3.1. Etat des lieux de la stabilité politique

La stabilité politique a un rôle très important dans le processus de développement économique des pays. La gouvernance politique est mesurée à l'aide de l'indice de la stabilité politique qui établit le score pour chaque pays suivant le degré de stabilité politique.

On compte les pays d'Afrique Subsaharienne parmi les pays les plus affectés par des crises politiques répétitives. Au lendemain des indépendances déjà, elle était caractérisée par des renversements de régimes par coup d'Etat, les années suivantes des guerres civiles (Sierra Léone, Angola, Soudan, RDC, Burundi, Rwanda, Somalie, Ethiopie, Liberia, etc.), des rebellions, des vagues de protestation populaires, les groupes terroristes (al-Shabab; Al-Qaida au Maghreb islamique et en Afrique de l'Ouest ; Boko-Haram, l'État islamique au Mozambique) etc... Cette instabilité est souvent considérée comme un des facteurs freinant l'afflux de capitaux (aide publique et les investissements directs étrangers) et par conséquent bloque les investissements et le développement économique de cette zone.

Le graphique suivant donne l'évolution de l'indice de la stabilité politique en Afrique Subsaharienne. Cet indice varie entre -2.5 et 2.5 ; toute valeur inférieure à zéro témoigne l'instabilité politique. La figure 19 montre l'évolution de la stabilité politique et absence de violence en ASS.

Figure 19: Evolution de la stabilité politique et absence de violence en ASS



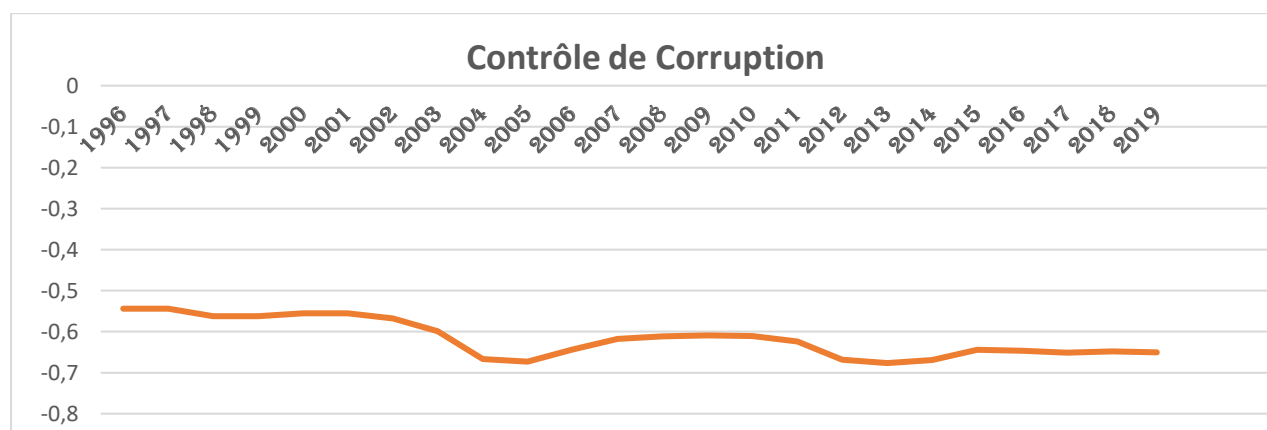
Source : Construit par l'auteur à l'aide des données de WGI (2020)

Ce graphique présente l'évolution de la stabilité politique en ASS sur la période allant de 1996-2019. La courbe ci-haut montre une tendance baissière de la stabilité politique pour l'ensemble de la période d'étude. En effet, le score de stabilité politique et absence de violence est de -0,5. Cette situation s'est amélioré en 2004 et 2007 se porte à -0,4. Par contre, depuis 2008, la situation s'est détériorée et le score de la stabilité politique passant -0,4 en 2007 à - 0,66 en 2019. D'une façon générale, les pays ASS sont caractérisés en moyenne par une instabilité politique (score négatif) : les coups d'Etats, troubles et crises politiques, le terrorisme, sont les principales causes de cette instabilité politique dans ces pays.

II.3.2. Contrôle de corruption en Afrique Subsaharienne

Le contrôle de la corruption est un indicateur très important de la bonne gouvernance qui sert à mesurer le niveau de l'indice de la perception de la corruption dans une nation. La figure qui suit montre l'évolution du contrôle de corruption dans les pays d'ASS.

Figure 20: Evolution du contrôle de corruption en Afrique subsaharienne



Source : Construit par l'auteur à l'aide des données de WGI (2020)

Ce graphique montre l'évolution du contrôle de corruption en Afrique Subsaharienne. Cette région est caractérisée par faible niveau de contrôle de corruption (score inférieur à Zéro).

De 1996 à 2003, le score de contrôle de corruption tourne autour de - 0,5, on observe une chute de ce score en 2004 et a atteint -0.66, les années suivantes (2005-2019) en moyenne le score oscille dans l'intervalle de - 0.6 à - 0.7.

Selon le rapport du Transparency International (2022), l'Afrique Subsaharienne ne montre aucune amélioration significative dans l'Indice de Perception de la Corruption (IPC). Les progrès réalisés par une poignée de pays sont éclipsés par le recul ou la stagnation d'autres pays et par la mauvaise performance globale de la région, puisque 44 des 49 pays évalués dans l'indice obtiennent encore un score inférieur à négatif, Transparency International(2021).

Les meilleurs élèves qui affichent un score relativement bon en ASS sont les Seychelles (score dans l'IPC : 70 %) figurent en tête du classement de l'IPC 2021, suivies de loin par le Cap-Vert 58 % et le Botswana 55%.

En revanche, il y a des pays qui souffrent énormément de l'endémie de la corruption, situés au bas du classement, tels que la Guinée Equatoriale 17%, la Somalie 13% et le Soudan du Sud 11%.

Les causes sont multiples, les conflits et les problèmes sécuritaires de cette région ont affaibli davantage les institutions et sapé la capacité des États à s'attaquer de manière décisive à la corruption. Une telle situation n'a pas non plus aidé à prévenir la fuite des capitaux dans la région, estimée à plusieurs dizaines de milliards de dollars chaque année, WGI (2020).

Conclusion du deuxième chapitre

Le second chapitre intitulé l'état des lieux de l'aide publique au développement, des investissements directs étrangers et l'investissement domestique.

Ce chapitre présente l'état de l'économie d'ASS en mettant en évidence l'évolution des IDE entrant dans cette partie du continent africain, de l'aide ainsi que l'évolution de l'investissement domestique pour la période d'étude (à l'aide des graphiques et des tableaux).

Ce chapitre présente également l'évolution comparée de l'aide publique, des IDE et de l'investissement domestique avec les autres régions en développement. On constate que l'aide publique n'a cessé d'augmenter alors que l'investissement domestique en Afrique Subsaharienne reste constant et régulier par rapport au PIB tandis que les IDE à destination de l'Afrique Subsaharienne restent faibles malgré les potentielles ressources que dispose cette région.

On a essayé d'établir une relation entre les trois variables d'étude en dressant une évolution parallèle pour se faire une idée d'une éventuelle présomption de liaison. Les courbes montrent que l'IDE et l'investissement domestique évoluent dans le même sens ce qui présume une relation positive par contre l'APD et les 2 dernières variables, leur évolution fait croire qu'il n'y a pas de relation directe. L'état des lieux de la bonne gouvernance en Afrique Subsaharienne a été traité sur deux indicateurs de la gouvernance : la stabilité politique et le contrôle de corruption. On a constaté qu'une manière générale les scores sont négatifs, ce qui prouvent la présence de la mauvaise gouvernance.

Il nous reste alors, dans le chapitre suivant, de tester empiriquement la relation existant entre l'APD, l'IDE et l'investissement domestique.

CHAPITRE III : ANALYSE EMPIRIQUE DES EFFETS DE L'APD ET DE L'IDE SUR L'INVESTISSEMENT DOMESTIQUE

L'objectif de ce chapitre est de mobiliser des outils statistiques et économétriques pour analyser l'effet de l'aide publique au développement et l'investissement direct étranger sur l'investissement domestique dans les pays d'Afrique Subsaharienne. Ainsi, le présent chapitre se propose de présenter la méthodologie, spécification du modèle ainsi que les sources des données utilisées. Il présente aussi les résultats d'estimation ainsi que l'interprétation de ces résultats trouvés.

Section 1 : Présentation de la méthodologie

La double dimension qu'offrent les données de panel présente plusieurs avantages: si les données en séries temporelles permettent d'étudier l'évolution des relations dans le temps, elles ne permettent pas de contrôler l'hétérogénéité entre les individus et aussi si les données en coupe transversale permettent d'analyser l'hétérogénéité entre les individus mais elles ne peuvent pas tenir compte des comportements dynamiques, Pesaran & Al. (1999).

Les données de panel quant à elles, permettent de contourner l'hétérogénéité inobservée entre les individus, d'étudier des comportements dynamiques, l'augmentation du nombre d'observations permet de garantir une meilleure précision des estimateurs, de réduire les risques de multicollinéarité entre les variables explicatives et surtout d'élargir le champ d'investigation.

Cette étude utilise les données de panel dynamique sous l'approche Pooled Mean Group (PMG) pour analyser les effets des IDE et l'APD sur l'investissement domestique.

III.1.1. Méthode d'estimation: Pooled Mean Group (PMG)

Les modèles ARDL (Autoregressive Distributed Lag), en français modèle Autorégressif à retard échelonnés qui héritent des caractéristiques des modèles AR et DL, souffrent de certains problèmes économétriques qui compliquent leur estimation par les moindres carrés ordinaires : la Colinéarité entre les variables explicatives (modèle DL) et l'autocorrélation des erreurs (modèle AR). En panel, l'agrégation peut conduire à des estimations biaisées et lorsque les coefficients de pente varient entre les pays, Pesaran & Smith (1995).

Le but du présent travail consiste à analyser les effets de l'aide publique au développement et des investissements directs étrangers sur l'investissement domestique en considérant un panel dynamique. En se référant de Pesaran, Shin & Smith (1999) et Jouini (2014), nous appliquons la méthode du maximum de vraisemblance pour estimer le modèle en supposant initialement que les termes d'erreur sont normalement distribués.

En effet, l'approche PMG est utilisée afin d'évaluer l'influence de l'aide publique au développement et de l'investissement direct étranger sur l'investissement domestique en Afrique Subsaharienne et d'estimer les panels hétérogènes dynamiques. Cette approche permet aux intersections, aux tendances temporelles et aux paramètres à court terme de différer d'un groupe à l'autre, mais les coefficients à long terme sont contraints d'être identiques, Pesaran & Al. (1999).

Pesaran & Al. (1999) soulignent également que l'hypothèse de coefficients à court terme et de variances d'erreur identiques entre les groupes est moins convaincante et que l'hétérogénéité de ces coefficients permet à la spécification dynamique de différer d'un groupe à l'autre.

En faisant cela, l'approche d'estimation PMG diffère de certaines techniques habituelles, tel que le groupe moyen (Mean Group : MG) développé par Pesaran & Smith (1995), qui estiment une régression pour chaque groupe, puis calculent la moyenne des coefficients.

Les estimateurs MG à long terme sont cohérents, mais ils sont inefficaces si l'homogénéité des coefficients est valide. Dans ces conditions, l'approche d'estimation PMG est utile, car elle fournit des estimateurs à long terme cohérents et efficaces lorsque l'homogénéité des paramètres est maintenue. De plus, l'approche PMG est préférable car elle fournit des estimations moins sensibles aux estimations aberrantes, Jouini (2014).

Une autre méthode consiste à regrouper les données et à supposer des coefficients de régression et des variances d'erreur identiques comme la méthode des effets fixes dynamiques (DFE). L'avantage de l'approche d'estimation PMG par rapport à une telle méthode est qu'elle prend en compte différentes dynamiques entre les groupes à court terme.

Pour toutes ces raisons, le présent travail n'utilise que l'approche d'estimation PMG pour étudier la relation entre les variables dans les modèles dynamiques de panel hétérogène. Dans ce cas les coefficients de long terme sont uniformes mais les coefficients de court terme ne le sont pas nécessairement.

Cet estimateur permet d'établir une distinction entre dynamique de court terme et dynamique de long terme et tient compte de l'hétérogénéité des pays. Cette méthode permet également de résoudre les problèmes d'endogénéité et d'hétérogénéité dans une spécification dynamique.

Selon Samargandi & al. (2013), certaines conditions sont primordiales à la validité, à la cohérence et à l'efficacité de la méthode d'estimation PMG à savoir :

- L'existence de la relation de long terme entre les variables d'intérêt requiert que le coefficient du terme de correction d'erreur soit négatif et pas plus bas que -2 ;
- Que le résidu résultant du modèle à correction d'erreurs soit sériellement non-corrélé et les variables explicatives peuvent être traitées comme exogènes. De telles conditions peuvent être satisfaites en incluant les retards p et q (p pour la variable dépendante et q pour la variable indépendante) dans le modèle à correction d'erreurs ;
- Si la dimension temporelle T et individuelle N sont toutes les deux à la fois grandes, cela permet d'utiliser la technique des panels dynamiques qui permet d'éviter le biais dans la moyenne des estimateurs et résoudre le problème de l'hétérogénéité.

Avant de procéder aux estimations, nous présentons d'abord les tests préliminaires de stationnarité et de cointégration requises pour analyser nos données de panel.

II.1.2. Tests de racine unitaire en panel

Les tests de racine unitaires sont devenus une démarche essentielle pour l'analyse de la stationnarité des séries temporelles.

On dit qu'une série stationnaire lorsque ses propriétés statistiques ne changent avec le temps. Plus précisément, une série est dite stationnaire si sa moyenne, sa variance et sa covariance ne dépendent pas du temps.

L'application de ces tests sur les données de panel est récente. Le présent travail présente deux générations de tests, la première génération de tests repose sur l'hypothèse d'indépendance interindividuelle des résidus et la seconde génération de tests, plus récents, tend à lever cette hypothèse d'indépendance.

Ces tests renversent totalement la perspective jusqu'alors adoptée car, plutôt que de considérer les corrélations entre individus comme des paramètres de nuisance, ils proposent d'exploiter ces comouvements pour définir de nouvelles statistiques de test, Hurlin & Valérie (2005).

Tableau 4: Tests de racine unitaire en panel : Première et deuxième génération

Tests de première génération : Indépendance entre individus
<ol style="list-style-type: none"> 1. Spécification homogène de la racine autorégressive sous H1 <ul style="list-style-type: none"> • Levin et Lin (1992, 1993) • Lin, Levin et Chu (2002) • Harris et Tzavalis (1999) 2. Spécification hétérogène de la racine autorégressive <ul style="list-style-type: none"> • Im, Pesaran et Shin (1997, 2002 et 2003) • Maddala et Wu (1999) • Choi (1999, 2001) • Hadri (2000) 3. Test séquentiel <ul style="list-style-type: none"> • Hénin, Jolivaldt et Nguyen (2001)
Tests de deuxième génération: Dépendances entre individus
<ol style="list-style-type: none"> 1. Tests fondés sur des modèles factoriels <ul style="list-style-type: none"> • Bai et Ng (2001) • Moon et Perron (2004) • Phillips et Sul (2003a) • Pesaran (2003) • Choi (2002) 2. Autres approches <ul style="list-style-type: none"> • O'Connell (1998) • Chang (2002, 2004)

Source: Hurlin Christophe & Mignon Valérie (2005), "Synthèse de tests de racine unitaire sur données de panel ", Economie & prévision, p.257.

Le présent travail utilise trois tests de racine unitaire dont deux de première génération (LLC et IPS) et un de deuxième génération (CADF).

1. Le test de Levin et Lin

Andrew Levin & Chien-Fu Lin, dans une série de contributions (Levin et Lin, 1992 ; Levin et Lin, 1993, et Levin, Lin & Chu, 2002), ont proposé le premier test de racine unitaire en panel. Leur démarche est directement inspirée de celle des tests de racine unitaire en séries temporelles de Dickey & Fuller (1979). Par conséquent, les auteurs considèrent trois modèles pour tester la racine unitaire suivant la forme que revêt la composante déterministe, Hurlin & Valérie (2005).

$$\text{Modèle 1: } \Delta Y_{it} = \rho_{iY_{it-1}} + \varepsilon_{it} \dots\dots\dots(8)$$

$$\text{Modèle 2 : } \Delta Y_{it} = \alpha_i + \rho_{iY_{it-1}} + \varepsilon_{it} \dots\dots\dots(9)$$

$$\text{Modèle 3: } \Delta Y_{it} = \alpha_i + \beta_i t + \rho_{iY_{it-1}} + \varepsilon_{it} \dots\dots\dots(10)$$

Où $i = 1, \dots, N$ et $t = 1, \dots, T$ et où les termes d'erreurs ε_{it} sont distribués indépendamment entre les individus i et suivent un processus ARMA stationnaire et inversible admettant une représentation AR (∞) du type :

$$\varepsilon_{it} = \sum_{k=1}^{\infty} \theta_{i,k} \varepsilon_{it-k} + u_{it} \dots\dots\dots(11)$$

Les processus u_{it} pour $i = 1, \dots, N$ sont identiquement et indépendamment distribués : i.i.d ($0, \delta^2_{u_{it}}$)

On peut faire deux remarques à ce niveau. La première est que les trois modèles de Levin et Lin supposent l'indépendance des termes d'erreur dans la dimension individuelle. Cette hypothèse, bien que particulièrement forte, est adoptée dans tous les tests de racine unitaire en panel de première génération : c'est en effet cette hypothèse qui, comme nous le verrons par la suite, permet d'utiliser un théorème central limite pour obtenir de façon relativement simple les distributions asymptotiques (normales) des statistiques de tests.

La seconde remarque porte sur la question de l'hétérogénéité du processus générateur des données retenues par les auteurs. Il s'agit d'un problème fondamental en économétrie de panel.

Dans le cas présent, les trois modèles de Levin et Lin imposent l'hypothèse d'homogénéité de la racine autorégressive et par conséquent l'homogénéité de la conclusion quant à la présence d'une racine unitaire dans la dynamique de la variable y : soit l'on accepte l'hypothèse d'une racine unitaire pour l'ensemble des individus du panel, soit l'on rejette l'hypothèse d'une racine unitaire pour l'ensemble des individus. C'est exactement la principale limite de ce test.

2. Test d'Im, Pesaran et Shin (2003)

Les tests proposés par Im, Pesaran et Shin dans une série de contributions (1997, 2002 et 2003) permettent de répondre à cette critique émise vis-à-vis du test de Levin et Lin. En effet, ces auteurs furent les premiers à développer un test autorisant, sous l'hypothèse alternative, non seulement une hétérogénéité de la racine autorégressive, mais aussi une hétérogénéité quant à la présence d'une racine unitaire dans le panel. Im, Pesaran et Shin (IPS par la suite) considèrent un modèle avec effets individuels et sans tendance déterministe (équivalent du modèle 2 chez Levin et Lin). En l'absence d'autocorrélation des résidus, ce modèle s'écrit:

$$\text{Modèle IPS : } \Delta Y_{it} = \alpha_i + \rho_i Y_{it-1} + \varepsilon_{it} \dots\dots\dots(12)$$

Avec $i = 1, 2, \dots, N$

Où l'effet individuel α_i est défini : $\alpha_i = -\rho_i Y_i$. Avec $Y_i \in R$ et $\varepsilon_{it} \sim i.i.d(0, \delta^2 \varepsilon_i)$. Le test d'IPS, tout comme le test de Levin et Lin, est un test joint de l'hypothèse nulle de racine unitaire et de l'absence d'effets individuels puisque sous l'hypothèse nulle $\alpha_i = 0$

Les hypothèses du Test IPS :

- $H_0 : \rho_1 = 0$, pour tout $i = 1, 2, \dots, N$
- $H_0 : \rho_1 < 0$, pour tout $i = 1, 2, \dots, N$
- $\rho_1 < 0$, pour tout $i = N1 + 1, N1 + 2, \dots, N$

Sous l'hypothèse alternative peuvent coexister deux types d'individus : des individus indicés $i = 1, \dots, N1$ pour lesquels la variable y est stationnaire et des individus indicés $i = N1 + 1, \dots, N$ pour lesquels la dynamique de la variable Y_{it} admet une racine unitaire. La taille $N1$ de l'ensemble des individus stationnaires est a priori inconnue mais vérifie $0 < N1 \leq N$, puisque si $N1 = 0$ on retrouve alors l'hypothèse nulle.

Ainsi, le premier avantage de l'approche d'IPS par rapport à Levin et Lin tient à la prise en compte de l'hétérogénéité de la racine autorégressive sous l'alternative. Mais ce n'est pas le seul avantage. Les auteurs proposent une statistique de test très simple fondée sur la moyenne des statistiques de Dickey-Fuller ou de Dickey-Fuller Augmentées individuelles.

Dès lors, le test d'Im, Pesaran & Shin (2003) se présente comme une combinaison de tests indépendants de racine unitaire, Araujo & al. (2004). La statistique du test IPS (Im, Pesaran et Shin) est une moyenne de statistique ADF de chaque individu i du panel. Elle se définit comme:

$$t_{\text{barNT}} = \frac{1}{N} \sum_{i=1}^N t_{iT} \dots \dots \dots (13)$$

Où t_i est la statistique de Student associée à l'hypothèse nulle = 0, sous l'hypothèse d'absence d'autocorrélation des résidus IPS montrent que la statistique standardisée suit une loi normale lorsque $(T, N) \rightarrow \infty$. Sous cette condition, l'application du théorème central limite nous permet d'établir la loi exacte de la statistique moyenne standardisée.

$$Z_{\text{IPS}} = \frac{\sqrt{N}(t_{\text{barNT}} - \frac{1}{N} \sum_{i=1}^N E(t_{\rho_{it}}))}{\sqrt{\frac{1}{N} \sum_{i=1}^N \text{Var}((t_{\rho_{it}}))}} \dots \dots \dots (14)$$

3. Test de Pesaran (2003) : Cross-section Augmented Dickey-Fuller (CADF)

Pesaran (2003) propose un test unique permettant de tenir compte des éventuelles dépendances entre individus. Pesaran ne teste pas la racine unitaire sur des variables transformées prises en écart aux composantes déterministes. Il choisit au contraire de conserver les séries brutes Y_{it} en augmentant le modèle ADF par l'introduction des moyennes individuelles de Y_{it} et des différences premières ΔY_{it} : On obtient alors un Modèle augmenté de type CADF (Cross Sectionally Augmented Dickey-Fuller).

De ce point de vue, revenant à une approche en termes de statistiques à la Dickey-Fuller, le test de Pesaran (2003) se démarque des autres tests dans la mesure où les distributions asymptotiques sont non standards. Les t-statistiques individuelles obtenues dans le modèle CADF ont alors une distribution asymptotique indépendante de tout paramètre de nuisance.

Toutefois, ces t-statistiques individuelles ne sont indépendantes dans la dimension individuelle que conditionnellement à un mouvement Brownien : On peut dès lors construire à partir de ces statistiques individuelles soit une statistique moyenne de type IPS (appelée CIPS, pour Cross-Sectionally Augmented IPS), soit une statistique de type Maddala & Wu (1999). Mais l'application du théorème central limite à la statistique moyenne ne permet pas d'aboutir à un résultat de normalité asymptotique comme dans IPS (2003) du fait que la propriété d'indépendance des statistiques CADF individuelles n'est ici que conditionnelle. Il est alors nécessaire d'utiliser des seuils simulés de la loi asymptotique ou de la loi à distance T finie pour la statistique moyenne. C'est donc une approche qui est relativement simple à mettre en œuvre. En outre, comme le signale Pesaran (2003), cette approche pourra être étendue très facilement à des tests individuels autres que les tests ADF).

Etant donné la popularité d'IPS (1997), Pesaran considère exactement le même Modèle et la même structure de test, à la différence près qu'il introduit un facteur commun θ_t avec une sensibilité hétérogène à la Phillips et Sul (2003).

$$\Delta Y_{it} = \alpha_i + \rho_i Y_{it-1} + \varepsilon_{it} \dots \dots \dots (15)$$

$$u_{it} = \gamma_i \theta_t + \varepsilon_{it} \dots \dots \dots (16)$$

Où l'effet individuel α_i est défini : $\alpha_i = -\rho_i \gamma_i$ avec $\gamma_i \in R$. le facteur commun $\theta_t \sim i.i.d (0, 1)$ est inobservable. Les hypothèses du test de Pesaran sont identiques à celles d'IPS. Pesaran montre qu'en l'absence d'autocorrélation des ε_{it} , l'introduction dans le modèle de la moyenne $\bar{Y}_t = \frac{1}{N} \sum_{i=1}^N Y_{it}$ et sa valeur retardée \bar{Y}_{t-1} est suffisante pour filtrer asymptotiquement les effets de la composante commune inobservable θ_t dès lors que N tend vers l'infini.

Ainsi, Pesaran considère un modèle ADF augmenté dans la dimension inter-individuelle ou modèle CADF :

$$\text{Modèle CADF} = \Delta Y_{it} = \alpha_i + \rho_i Y_{it} + c \bar{Y}_{it-1} + d_i \Delta \bar{Y}_t + v_{it} \dots \dots \dots (17)$$

Pour chaque individu $i = 1, \dots, N$ on estime ce modèle et l'on construit de façon standard la t-statistique associée à l'hypothèse nulle de racine unitaire pour l'individu i, notée $t_i(N, T)$.

Pesaran montre que la distribution exacte de $t_i(N, T)$. Sous l'hypothèse nulle de racine unitaire, dépend de paramètres de nuisance, mais que l'influence de ces paramètres disparaît dès lors que N tend vers l'infini, et cela, que T soit fixe ou tende vers l'infini. Lorsque T est fixe, on doit toutefois s'assurer qu'aucun effet ne puisse transiter via le niveau de la moyenne individuelle à la date initiale \bar{Y}_0 : Ceci peut être obtenu en appliquant le test non pas directement à Y_{it} , mais à la différence $Y_{it} - \bar{Y}_0$. Lorsque T et N tendent vers l'infini de façon séquentielle ou jointe, la statistique CADF individuelle $t_i(N, T)$ converge vers la même distribution asymptotique. Cette distribution est une généralisation de celle de Dickey-Fuller pour le modèle avec constante, dans le sens où en l'absence d'effet temporel on retrouve cette dernière.

A partir des statistiques CADF individuelles $t_i(N, T)$, Pesaran propose notamment une statistique moyenne de type IPS appelée CIPS, pour Cross-Sectionally Augmented IPS.

$$CIPS(N, T) = \frac{1}{N} \sum_{i=1}^N t_i(N, T) \dots\dots\dots (18)$$

Il s'agit d'une généralisation de la statistique $t_{bar_{NT}}$ d'IPS (2003). Pesaran montre que l'on peut réécrire $CIPS(N, T)$ sous la forme suivante :

$$CIPS(N, T) = \frac{1}{N} \sum_{i=1}^N t_i(N, T) = CIPS(N, T) = \frac{1}{N} \sum_{i=1}^N CADF_{i,f}(N, T) + O_p \dots (19)$$

Où $CADF_{i,f}$ désigne la distribution asymptotique lorsque N tend vers l'infini des statistiques $t_i(N, T)$. L'indice f indique que ces distributions sont asymptotiquement dépendantes, ce qui exclut l'application d'un théorème central limite dans ce cas.

La distribution de $\overline{CADF} = N^{-1} \sum_{i=1}^N CADF_{i,f}(N, T)$, lorsque N tend vers l'infini est non standard et les seuils de cette variable sont tabulés par Pesaran pour différentes tailles T et N ainsi que pour différentes valeurs du risque de première espèce. Dans le cas d'un modèle avec constante, pour un risque de première espèce de 5%, on approxime alors la distribution de la statistique moyenne $CIPS(N, T)$ par celle de \overline{CADF} . Ainsi, on rejette l'hypothèse nulle de racine unitaire si la réalisation de $CIPS(N, T)$ est inférieure au seuil de la distribution de \overline{CADF} .

III.1.3. Tests de cointégration

Deux variables sont cointégrées s'il existe au moins une combinaison linéaire de celles-ci telle que leur combinaison donne une variable stationnaire c'est à dire intégrée d'ordre 0. Par exemple, si $\{X_t\}$ et $\{Y_t\}$ sont I(1) et cointégrées, alors $\{\Delta X_t\}$, $\{\Delta Y_t\}$ et $\{X_t + \alpha Y_t\}$ pour un α donné sont stationnaires (I(0)).

En utilisant cette définition et les tests développés par plusieurs chercheurs, nous testerons une éventuelle cointégration de nos variables. En général, les tests de cointégration sont effectués sur des séries chronologiques. Toutefois, les auteurs tels que Pedroni (1999) et Kao (1999) ont proposé des tests de cointégration qui s'appliquent à des données longitudinales. L'utilisation des techniques de cointégration en données de panel permet de tester la présence de relation de long-terme entre des variables intégrées. L'un des avantages des tests de cointégration sur des données de panel est l'accroissement en termes de gain de la puissance du test. Dans le présent travail, on passe d'abord en revue les tests développés par les auteurs cités ci-dessus.

1. Test de Pedroni

Le test élaboré par Pedroni (1999) s'inscrit dans le cadre des tests basés sur les résidus. Il considère le modèle de régression suivant :

$$Y_{it} = \alpha_i + \beta_{1i}X_{1i} + \beta_{2i}X_{2i} + \dots + \beta_{mi}X_{mi} + e_{it} \dots\dots\dots(20)$$

Avec $t = 1, \dots, T$ et $i = 1, \dots, N$. T représente le nombre d'observation dans le temps, N le nombre d'individus et m est le nombre de variables indépendantes. On fait l'hypothèse que les paramètres $\beta_{1i}, \dots, \beta_{mi}$ et α_i peuvent varier d'un individu à l'autre. Les étapes ci-dessous décrivent l'implémentation du test.

On estime le modèle (20) à l'aide des moindres carrés ordinaires pour chaque groupe d'individu. On calcule la différence première de chaque variable $Y_{it} - Y_{it-1}$ du modèle (20) afin de calculer ce que Pedroni appelle les statistiques "*Panel- ρ* " et "*Panel- t* ". Après la différence première, on obtient le modèle ci-dessous :

$$\Delta Y_{it} = \beta_{1i}\Delta X_{1i} + \beta_{2i}\Delta X_{2i} + \dots + \beta_{mi}\Delta X_{mi} + \pi_{it} \dots\dots\dots(21)$$

On estime les résidus du modèle (21). On calcule les statistiques non paramétriques "Panel- ρ " et "group- ρ " en utilisant le modèle de régression suivant :

$$\hat{e}_{it} = \widehat{\gamma}e_{it-1} + \hat{u}_{it} \dots\dots\dots(22)$$

Où \hat{e}_{it} est obtenu à partir du modèle(22). Deux autres statistiques appelées "panel-t" et "group-t" sont calculés en modifiant le modèle (21). On obtient le modèle ci-dessous

$$\hat{e}_{it} = \widehat{\gamma}e_{it-1} + \sum_{k=1}^k \gamma_{i_k} \Delta \hat{e}_{it-k} + \hat{u}_{it} \dots\dots\dots(23)$$

Pedroni dans ce travail bâtit quatre statistiques à partir desquelles il tire ses conclusions de présence ou non de cointégration des variables étudiées. Comme mentionné ci-dessus, il s'agit notamment des statistiques non paramétriques "Panel- ρ " et "group- ρ " et des statistiques "panel-t" et "group-t". Une fois ces quatre statistiques calculées, le test de non cointégration de Pedroni s'énonce de la façon suivante:

$$H_0: \gamma_i = 1 \text{ pour tout } i = 1, \dots, N \text{ contre } H_1: \gamma_i < 1$$

Le non rejet de l'hypothèse nulle atteste que les variables du panel ne sont pas cointégrées alors que le rejet de l'hypothèse nulle nous permet de soutenir que les variables sont cointégrées.

Dans le même ordre d'idée, Kao (1999) propose un autre test basé également sur les résidus

2. Test de Kao

Considérons le système d'équation suivant où les variables X_{it} et Y_{it} sont intégrées d'ordre 1.

$$X_{it} = X_{it-1} + \varepsilon_{it} \dots\dots\dots(24)$$

$$Y_{it} = Y_{it-1} + \varepsilon_{it} \dots\dots\dots(25)$$

$$\text{Soit le modèle de régression } Y_{it} = \alpha_{i+} X_{1i}\beta + u_{it} \dots\dots\dots(26)$$

A partir du modèle (26), Kao dérive deux types de test en utilisant les estimateurs LSDV(Least Squares Dummy Variable) . Le premier, de type Dickey-Fuller s'applique au modèle suivant:

$$\hat{u}_{it} = \widehat{\rho}u_{it-1} + \hat{e}_{it} \dots\dots\dots(27)$$

L'estimé du paramètre ρ par la méthode des moindres carrés ordinaires est donnée par l'expression ci-dessous.

$$\hat{\rho} = \frac{\sum_{i=1}^N \sum_{t=2}^T \hat{u}_{it} \hat{u}_{it-1}}{\sum_{i=1}^N \sum_{t=2}^T \hat{u}_{it-1}^2} \dots \dots \dots (28)$$

L'hypothèse nulle stipule que $\rho = 1$. En supposant que l'hypothèse nulle est vraie, on calcule la statistique suivante donnée par l'expression $\sqrt{NT}(\hat{\rho} - 1)$. La seconde approche est basée sur un modèle ADF donné par l'expression ci-dessous:

$$\hat{u}_{it} = \rho \hat{u}_{it-1} + \sum_{j=1}^k \Delta_j \Delta \hat{u}_{it-j} + \hat{e}_{itp} \dots \dots \dots (29)$$

Où ρ est choisie de sorte que les résidus \hat{e}_{itp} ne soient pas autocorrélés. Comme le test de Pedroni, si on ne peut rejeter l'hypothèse nulle alors on conclut que les séries sont non cointégrées. A l'opposée, le rejet de l'hypothèse nulle permet de conclure que les séries sont cointégrées. En résumé, le test se présente de la façon suivante:

- H0: $\rho = 1$ (Absence de cointégration)
- H1: $\rho < 1$ (Présence de cointégration)

III.1.4. Analyse descriptive et Statistique

Dans cette analyse descriptive, on va met en évidence la moyenne, l'écart-type, le minimum et le maximum de chaque variable qui fait l'objet de l'étude afin de se donner une image globale des données statistiques de l'étude. Le tableau suivant montre les résultats de l'analyse descriptive.

Tableau 5: Statistiques descriptives

Variable	Observations	Moyenne	Ecart-type	Minimum	Maximum
FBCF	885	21.35904	9.4883358	-2.42436	77.8901
APD	910	55.61638	50.29577	-11.9667	691.925
IDE	904	3.599467	5.41516	-11.1990	57.8375
TPIB	904	4.170261	4.536738	-36.3920	33.6894
VAI	872	24.48612	12.41675	-2.42436	84.3492
DOE	901	67.33412	32.40701	16.6685	225.023
STAB	756	-0.5250493	0.8957417	-2.84465	1.28206
CORR	651	-0.5976991	0.5949572	-1.55852	1.21674

Source : Elaboré par l'auteur à l'aide du logiciel Stata 17 à partir des données de WDI & WGI(2020)

Le tableau ci-dessus nous permet de remarquer que tous les écarts types ne sont pas forts, ce résultat signifie que les variances sont minimales entre ces valeurs des variables. Il n'est donc pas opportun de procéder à une transformation logarithmique de celles-ci comme c'est souvent le cas afin de normaliser les séries. Bien que nos variables de contrôles que nous utilisons dans le cadre de ce travail ne soient pas identiques, nous les avons sélectionnés en nous focalisant sur la littérature précédente.

De plus, on constate qu'en moyenne la formation du capitale fixe est évaluée à 21.35 % du PIB, l'aide publique reçue par les pays d'ASS représente en moyenne 55.61 du RNB, les IDE entrant en Afrique subsaharienne sont en moyenne équivalent à 3.59 % du PIB, ce qui prouve que les IDE entrant en ASS sont faibles. Paradoxalement les indicateurs de la gouvernance montrent que la majorité des pays d'Afrique Subsaharienne sont caractérisée par la mauvaise gouvernance (stabilité politique en moyenne équivaut à -0.52 et le contrôle de corruption présente le score moyen de -0.59).

Section 2 : Approche économétrique de l'étude

Cette section a pour objectif de présenter la spécification du modèle d'étude, de définir les variables qui font objet du présent travail et de mettre en évidence les sources des données qui vont être utilisées dans l'estimation du modèle.

III.2.1. Spécification du Modèle économétrique

La spécification théorique du modèle découle de la revue de littérature, et sa construction se base sur les modèles théoriques définissant la relation entre l'APD, les IDE et l'investissement domestique. A cet égard, le modèle à double écarts de Chenery & Strout (1966) qui prolonge le modèle croissance d'Horrod & Domar ainsi que le modèle d'Agosin & Mayer répondent bien à notre besoin dans la construction de notre modèle. Le présent travail s'inspire donc à ces deux modèles précédents.

Ainsi, tenant compte de la revue de la littérature ainsi que les modèles susmentionnés, notre modèle prend la forme fonctionnelle linéaire suivante :

$$FBCF = f(\text{APD, IDE, DOE, VAI, TPIB, STAB, CORR}) \dots \dots \dots (30)$$

Ainsi, la relation (30) peut s'écrire sous la forme d'une combinaison linéaire comme suit :

$$FBCF_{it} = \alpha_0 + \alpha_1 APD_{it} + \alpha_2 IDE_{it} + \alpha_3 DOE_{it} + \alpha_4 VAI_{it} + \alpha_5 TPIB_{it} + \alpha_6 STAB_{it} + \alpha_7 CORR_{it} + \varepsilon_{it} \dots\dots\dots (31)$$

En faisant l'interaction des variables d'intérêt avec les variables institutionnelles l'équation (31) peut s'écrire comme suit :

$$FBCF_{it} = \alpha_0 + \alpha_1 APD_{it} + \alpha_2 IDE_{it} + \alpha_3 DOE_{it} + \alpha_4 VAI_{it} + \alpha_5 TPIB_{it} + \alpha_6 STAB_{it} + \alpha_7 CORR_{it} + \alpha_8 APD * STAB_{it} + \alpha_9 APD * CORR_{it} + \varepsilon_{it} + \alpha_{10} IDE * CORR_{it} + \alpha_{11} IDE * STAB_{it} + \varepsilon_{it} \dots\dots\dots (32)$$

Avec :

- FBCF : Investissement domestique rapporté en % PIB
- APD : Aide publique au développement rapporté en % RNB
- IDE : Investissement direct étranger en % du PIB
- DOE : Degré d'ouverture de l'économie rapporté en % PIB
- VAI : Valeur Ajoutée de l'Industrie en % du PIB
- TPIB : Taux de croissance du PIB
- STAB : Stabilité politique et la non-violence
- CORR : Contrôle de la Corruption
- APD * STAB : Interaction de l'aide publique au développement avec stabilité politique
- APD * CORR : Interaction de l'aide publique au développement avec contrôle de corruption
- IDE*CORR : Interaction des IDE avec contrôle de corruption
- IDE*STAB : Interaction des IDE avec la stabilité politique
- α_i : l'effet spécifique
- (i, t) : dimensions transversale et temporelle du panel des pays
- $\alpha_1, \alpha_2, \dots, \alpha_{11}$: sont les paramètres à estimer
- ε_{it} : Le terme d'erreur

L'objectif du présent travail vise à détecter comment l'APD et les IDE influencent l'Investissement domestique en Afrique Subsaharienne, plusieurs variables (mentionnées ci-haut) ont été retenues dans cette analyse.

L'approche Pooled Mean Group (PMG) de Pesaran & al. (1999) permet d'évaluer la dynamique d'ajustement et le degré de convergence de l'investissement domestique (FBCF) vers sa valeur d'équilibre.

En effet, la méthode PMG se présente comme un modèle autorégressif à retards échelonnés ARDL. L'approche PMG présente un bon nombre d'avantages. D'abord, cette approche permet une prise en compte de l'hétérogénéité des pays, ensuite, cette approche permet de prendre en compte la dynamique des pays et enfin, elle prend en compte le caractère non stationnaire des variables. Cette approche permet en effet d'inclure une hétérogénéité des paramètres de court terme tout en permettant de conserver une homogénéité des paramètres de long terme.

De ce fait, l'approche PMG permet de déterminer la vitesse d'ajustement de l'investissement domestique (FBCF) vers l'équilibre de long terme. Pour ce faire, l'estimateur est conçu sur l'hypothèse que la constante du modèle, de même que les coefficients de court terme et les variances des erreurs peuvent différer selon les individus, les coefficients de long terme étant cependant contraints d'être identiques à tous les pays.

Formellement, en considérant le modèle ARDL¹¹ (P, q_1, q_2, \dots, q_k), la représentation de l'équation (32) prend la forme suivante :

$$FBCF_{it} = \sum_{j=1}^P \gamma_{it} FBCF_{i,t-j} + \sum_{j=0}^q \delta'_{it} X_{it-j} + \mu_i + \varepsilon_{it} \dots\dots\dots(33)$$

Où :

- X_{it} est le vecteur des variables explicatives qui devraient avoir des effets sur l'investissement domestique.
- μ_i représente les effets fixes, les γ_{it} sont des coefficients affectés aux variables dépendantes individuelles retardées de la FBCF et δ'_{it} est une matrice de scalaires de format $(1 \times K)$. Si les variables sont cointégrées, alors le terme d'erreur ε_{it} est un processus stationnaire.

¹¹ AutoRegressive Distributed Lag

D'une façon plus concrète, l'équation (31) mettant en évidence la relation de long terme à estimer qui prend la forme suivante :

$$FBCF_{it} = \theta_{0i} + \theta_{1i}APD_{it} + \theta_{2i}IDE_{it} + \theta_{3i}TPIB_{it} + \theta_{4i}DOE_{it} + \theta_{5i}VAI_{it} + \theta_{6i}CORR_{it} + \theta_{7i}STAB_{it} + \mu_{it} \dots \dots \dots (34)$$

Avec $i = 1, \dots, N$ et $t = 1, \dots, T$

Sachant que les variables sont intégrées d'ordre un « I(1) » et cointégrées, le terme d'erreur μ_{it} est en conséquence intégré d'ordre de 0 « I(0) » pour tous les individus et sont indépendamment distribués dans le temps. Partant d'un retard maximum « un » fixé pour chaque variable, le modèle autorégressif à retard échelonné ARDL (1, 1, 1, 1, 1, 1, 1, 1), tel que développé par Pesaran et al (1999), s'écrit comme suit :

$$FBCF_{it} = \mu_i + \lambda FBCF_{it-1} + \delta_{10i}APD_{it} + \delta_{11i}APD_{it-1} + \delta_{20i}IDE_{it} + \delta_{21i}IDE_{it-1} + \delta_{30i}TPIB_{it} + \delta_{31i}TPIB_{it-1} + \delta_{40i}DOE_{it} + \delta_{41i}DOE_{it-1} + \delta_{50i}VAI_{it} + \delta_{51i}VAI_{it-1} + \delta_{60i}CORR_{it} + \delta_{61i}CORR_{it-1} + \delta_{70i}STAB_{it} + \delta_{71i}STAB_{it-1} + \varepsilon_{it} \dots \dots \dots (35)$$

Dans ce cas, le modèle peut prendre la forme d'un modèle à correction d'erreur (MCE) qui permet de distinguer les dynamiques de court et de long terme. L'approche PMG proposée par Pesaran, Shin & Smith (1999) permet d'estimer le modèle de correction d'erreur suivant :

$$\Delta FBCF_{it} = \phi_i(FBCF_{it-1} - \theta_{0i} - \theta_{1i}APD_{it} - \theta_{2i}IDE_{it} - \theta_{3i}TPIB_{it} - \theta_{4i}DOE_{it} - \theta_{5i}VAI_{it} - \theta_{6i}CORR_{it} - \theta_{7i}STAB_{it}) - \theta_{11i}\Delta APD_{it-1} - \theta_{21i}\Delta IDE_{it-1} - \theta_{31i}\Delta TPIB_{it-1} - \theta_{41i}\Delta DOE_{it-1} - \theta_{51i}\Delta VAI_{it-1} - \theta_{61i}\Delta CORR_{it-1} - \theta_{71i}\Delta STAB_{it-1} + \varepsilon_{it} \dots \dots \dots (36)$$

Avec:

$\phi = -(1 - \lambda_i)$: le coefficient d'ajustement entre le court et le long terme ;

$$\theta_{0i} = \frac{u_i}{(1 - \lambda_i)}; \frac{\delta_{10i} + \delta_{11i}}{(1 - \lambda_i)}; \frac{\delta_{20i} + \delta_{21i}}{(1 - \lambda_i)}; \frac{\delta_{30i} + \delta_{31i}}{(1 - \lambda_i)}; \frac{\delta_{40i} + \delta_{41i}}{(1 - \lambda_i)}; \frac{\delta_{50i} + \delta_{51i}}{(1 - \lambda_i)};$$

$$\frac{\delta_{60i} + \delta_{61i}}{(1 - \lambda_i)}; \frac{\delta_{70i} + \delta_{71i}}{(1 - \lambda_i)} \text{ sont les coefficients de long terme}$$

Δ : l'opérateur différence de premier ordre

III.2.2. Définitions des variables et anticipations des signes

1. Taux d'investissement domestique (FBCF/PIB)

Le taux d'investissement domestique est la part de l'investissement par rapport à la richesse produite, mathématiquement c'est le ratio de la formation brute de capital fixe (FBCF) de tous les agents économiques (gouvernements, entreprises, ménages) rapporté au PIB et exprimé en pourcentage. Il permet de connaître le pourcentage de la richesse consacré à l'investissement chaque année. Cette variable a été choisie pour étudier l'investissement domestique, ce taux d'investissement est notre variable dépendante.

$$\text{Taux d'investissement domestique} = \frac{FBCF}{PIB} \%$$

2. Aide publique au développement

L'aide publique au développement (APD) comprend, selon la définition du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE, les dons et les prêts préférentiels prévus au budget et transférés des pays développés vers les pays en voie de développement. L'APD est notre variable d'intérêt.

L'évaluation de la dépendance à l'égard de l'APD s'est basée sur la méthode de Mandela & Naoutem (2009). La formule retenue peut s'écrire de la manière suivante :

$$\text{Effort d'aide Publique au développement} = \frac{APD \text{ nette reçue}}{RNB} \%$$

$$\text{Le signe attendu est positif (+): } \frac{\partial FBCF}{\partial APD} > 0$$

3. Investissement Direct Etranger

Les entrées nettes des IDE en pourcentage du PIB (IDE) : Etant donné que le flux des IDE entrants vient renforcer le stock de capital physique existant dans un pays, il ne peut qu'influencer positivement l'investissement domestique. Le signe attendu de son coefficient est positif.

IDE en pourcentage du PIB.

$$\text{Signe attendu est positif (+): } \frac{\partial FBCF}{\partial IDE} > 0$$

4. Taux de croissance du PIB

Le taux de croissance est un indicateur économique utilisé pour mesurer la croissance de l'économie d'un pays d'une année sur l'autre. Cette variable est donnée par la formule suivante :

$$\text{Taux de croissance du PIB (TPIB)} = \frac{\text{PIB}_{it} - \text{PIB}_{it-1}}{\text{PIB}_{it}} \%$$

$$\text{Signe attendu est positif (+): } \frac{\partial \text{FBCF}}{\partial \text{TPIB}} > 0$$

5. Degré d'ouverture de l'économie (DOE)

Le degré d'ouverture d'une économie donne les informations sur les échanges extérieurs d'un pays et permet d'apprécier le degré de dépendance d'un pays vis-à-vis de l'extérieur. En d'autres termes, le taux d'ouverture d'une économie mesure la place que tient le reste du monde dans l'économie d'un pays. Ce taux est par conséquent la moitié de la somme des importations et des exportations divisée par le PIB.

Le taux d'ouverture est donné par la formule suivante :

$$\text{Degré d'Ouverture de l'Economie(DOE)} = \left(\frac{\text{Importation} + \text{Exportation}}{\text{PIB}} \right) \%$$

$$\text{Le signe attendu est positif (+): } \frac{\partial \text{FBCF}}{\partial \text{DOE}} > 0$$

6. La valeur ajoutée de l'industrie (VAI)

La Valeur Ajoutée(VA) est avant tout un indicateur économique servant à mesurer la valeur ou la richesse créée par une entreprise (industrie). La VA est une notion différente du chiffre d'affaires (CA) qui représente la somme de l'ensemble des ventes des entreprises. La valeur ajoutée est obtenue si on soustrait de la valeur de la production les coûts intermédiaires, c'est-à-dire les matières premières et les services que les entreprises ont dû acheter pour produire.

$$\text{VAI en \% PIB} = \frac{(\text{Valeur de la production industrielle} - \text{coûts intermédiaires})}{\text{PIB}} \%$$

$$\text{Le signe attendu est positif (+): } \frac{\partial \text{FBCF}}{\partial \text{VAI}} > 0$$

7. Stabilité politique et non-violence

Cette variable permet de mesurer la perception de la probabilité d'une déstabilisation par des moyens non constitutionnels ou violents; c'est une variable institutionnelle.

Autrement-dit, cet indicateur mesure la probabilité de changements violents de régime ou de gouvernement, ainsi que de menaces graves à l'ordre public, y compris le terrorisme. Plus il est élevé, plus la stabilité politique est grande.

Il est expliqué essentiellement par les aspects suivants :

Les conflits armés, les coups d'Etat, les troubles sociaux, les menaces terroristes et la violence politique, les tensions ethniques, le fractionnisme du spectre politique, les mesures coercitives pour conserver le pouvoir, les changements constitutionnels.

L'estimation donne le score du pays sur l'indicateur agrégé, en unités d'une distribution normale standard, c'est-à-dire allant d'environ -2,5 à 2,5.

Signe attendu est positif (+): $\frac{\partial \text{FBCF}}{\partial \text{STAB}} > 0$

8. Contrôle de Corruption

Cette variable institutionnelle mesure l'utilisation des pouvoirs publics à des fins d'enrichissement personnel, y compris la grande et la petite corruption, ainsi que « la prise en otage » de l'Etat par les élites et les intérêts privé.

Autrement-dit, cet indicateur mesure l'usage des prérogatives du pouvoir à des fins personnelles, en particulier l'enrichissement des individus disposant d'une position de pouvoir.

Il est expliqué par les aspects suivants :

- ✓ L'efficacité des initiatives anti-corruption.
- ✓ La corruption au niveau de l'administration publique.
- ✓ La corruption au niveau du système politique comme entrave à l'IDE
- ✓ La fréquence des « paiements additionnels » pour obtenir un service.

L'estimation donne le score du pays sur l'indicateur agrégé, en unités d'une distribution normale standard, c'est-à-dire allant d'environ -2,5 à 2,5.

La corruption est un déterminant des flux des ressources financières relevant de la gouvernance au sein des pays d'accueil, tout comme l'amélioration des cadres politiques et réglementaires. En vue d'améliorer le climat d'accueil des flux financiers extérieurs, les pouvoirs publics des pays d'accueil doivent donc entreprendre des actions efficaces : lutter contre la recherche de rente (la corruption), instaurer la crédibilité et maintenir la dynamique des réformes. D'où la relation suivante attendue :

$$\text{Signe attendu est positif (+): } \frac{\partial FBCF}{\partial CORR} > 0$$

III.2.3. Sources des données

Pour étudier les effets de l'APD et les IDE sur l'investissement domestique, nous retenons un panel de 38 pays Afrique subsaharienne pour une période allant de 1996 à 2020. Les données utilisées sont extraites dans trois sources à savoir :

- Les données macroéconomiques proviennent dans la base de données de la Banque Mondiale WDI (World Développement Indicators ,2020) sauf l'investissement direct étranger tiré de la base de données de la CNUCED (Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement).
- Les données des variables institutionnelles (contrôle de la corruption, stabilité politique et non-violence) proviennent dans la base des données de WGI (Worldwide Governance Indicators, 2020).

Section 3 : Présentation des résultats empiriques et interprétation

III.3.1. Résultats des tests de racine unitaires

Comme l'ensemble de données comprend une période assez longue (24 ans), il est très probable que les variables suivent un processus de racine unitaire, la non-stationnarité est une question très importante, Christophe & Valérie(2005). Dans la présente étude, cette question a été prise en compte en appliquant les tests de racine unitaire d'Im, Pesaran et Shin (IPS) et de Levin, Lin & Chu(LLC).

**Analyse des effets de l'aide publique au développement et des investissements directs étrangers sur
l'investissement domestique en Afrique subsaharienne (1996-2019)**

En effet, il est nécessaire de déterminer l'ordre d'intégration avant d'utiliser les techniques de cointégration. Dans ce but, nous avons utilisé les tests Im, Pesaran et Shin (2003) et LLC, qui sont utilisés de manière intensive dans des études de panel. Le test Im, Pesaran et Shin (IPS) est obtenu sous forme de moyenne des statistiques de l'ADF. IPS permet une hétérogénéité à la fois en termes d'interception et de pente pour les unités de section transversale et résout le problème de corrélation en série. Levin, Lin et Chu (2002) ont introduit différents tests de racine unitaire de panneau ayant différentes spécifications, en fonction de l'hypothèse concernant les termes d'interception spécifiques à l'entité et les tendances temporelles. Le test LLC confère une homogénéité au coefficient autorégressif ce qui montre la présence ou l'absence de racine unitaire. Ce test est basé sur la régression ADF pour examiner le problème de racine unitaire.

Tableau 6: Résultats des tests de racine unitaire (première génération)

Variable	LLC				IPS				Stationnarité :Décision(ordre d'intégration) ¹²
	En niveau		En Différence		En niveau		En Différence		
	t-stat	PV	t-stat	PV	t-stat	P-value	t-stat	PV	
FBCF	-2.57464	0.005			-1,86475	0.000			<i>I(0)</i>
APD	-6.04819	0.000			-5.78706	0.000			<i>I(0)</i>
IDE	-7.69788	0.000			-8.78050	0.000			<i>I(0)</i>
VAI	0.89833	0.8155	-10.9578	0.000	-0.00254	0.5010	-14.7249	0.000	<i>I(1)</i>
TPIB	-13.3127	0.000			-14.6690	0.000			<i>I(0)</i>
DOE	-0.53440	0.2955	-19.7658	0.000	-1.32851	0.0920	-21.1961	0.000	<i>I(1)</i>
STAB	-5.70914	0.000			-4.90386	0.000			<i>I(0)</i>
CORR	-2.27455	0.015			-1.81497	0.0348			<i>I(0)</i>

Source : Etabli par l'auteur à l'aide du logiciel Stata 17

¹² **Notes :** I (1) Signifie que la série est intégrée d'ordre 1 série (non-stationnaire), elle est stationnaire en première différence alors que I(0) signifie que la série est stationnaire en niveau

**Analyse des effets de l'aide publique au développement et des investissements directs étrangers sur
l'investissement domestique en Afrique subsaharienne (1996-2019)**

L'application des tests de racine unitaire de première génération sur les séries étudiées conduit à rejeter l'hypothèse de stationnarité en niveau pour les variables DOE et VAI, elles sont stationnaires en différence première. Les autres variables sont stationnaires en niveau. On dispose des variables stationnaires à des niveaux différents.

Tableau 7: Résultats des tests de racine unitaire :Deuxième génération

Variable	Test CADF : Cross Sectional Augmented Dickey-Fuller								Stationnarité
	Avec Constante				Avec Constante et Tendance				:Décision (ordre d'intégration)
	En niveau		En Différence		En niveau		En Différence		
	Z (t _{bar})	PV	Z (t _{bar})	PV	Z (t _{bar})	P-value	Z (t _{bar})	PV	
FBCF	-2.612	0.005			-0.489	0.312	-8.651	0.000	I(1)
APD	-2.230	0.013			-2.090	0.018			I(0)
IDE	-4.920	0.000			-3.437	0.000			I(0)
VAI	2.756	0.997	-5.930	0.000	-1.120	0.869	-3.559	0.000	I(1)
TPIB	-7.795	0.000			-7.695	0.000			I(0)
DOE	-0.110	0.456	-9.795	0.000	-1.017	0.493	-6.892	0.000	I(1)
STAB	-0.883	0.189	-5.391	0.000	-4.90386	0.000			I(0)
CORR	0.306	0.620	-6.494	0.000	-1.81497	0.0348			I(0)

Source : Etabli par l'auteur à l'aide du logiciel Stata 17

Le test CADF montre également que certaines variables sont stationnaires en niveau et d'autres stationnaires en différence première

Compte tenu des résultats des tests de première et de deuxième génération. L'application de la procédure de cointégration est possible puisqu'il n'y a aucune série intégrée d'ordre supérieur ou égal à deux. Comme nous pouvons le constater dans les tableaux 6 et 7, les variables sont stationnaires à des niveaux différents. Une régression d'une de ces variables sur les autres pourrait aboutir à des résultats «fallacieux».

Pour parer à cet inconvénient, il convient de faire un test de cointégration afin de vérifier si les variables sont cointégrées. Si elles le sont alors on aura recours à un Modèle à Correction d'Erreur (ECM) pour les estimations, car selon Granger, lorsque les variables sont cointégrées, le modèle ECM est le plus approprié.

III.3.2. Résultats des tests de cointégration

On applique deux tests de cointégration à savoir le test de Pedroni et le test de Kao.

Tableau 8 : Résultats du test de cointégration de Pedroni

	Panel	Group
v- Statistique	-9.575	
Rho-Statistique	8.295	7.613
t- Statistique	2.647	2.798
ADF-Statistique	6.692	1.768

Source : Elaboré par l'auteur à partir du logiciel stata 17

Le test de cointégration de Pedroni (1999) soutient fortement l'existence d'une relation à long terme entre l'investissement domestique et toutes les variables explicatives utilisées. Par conséquent, il existe de nombreuses preuves en faveur du lien de long terme entre nos variables. Lorsque le test de cointégration de Pedroni est effectué pour l'ensemble des variables sur les sept statistiques, il y a six de sept statistiques sont en faveur de l'existence d'une relation de long terme entre la FBCF et les autres variables.

Le tableau suivant montre les résultats du test de cointégration de Kao. Il propose cinq tests : Dickey-Fuller Modifié, Dickey-Fuller, Dickey-Fuller Augmenté, Dickey-Fuller Modifié non ajusté et Dickey-Fuller non ajusté. Les résultats des différents tests de Kao sont consignés dans le tableau 7.

Tableau 9: Résultats du test de cointégration de Kao

	Statistics	P-value
Modified Dickey-Fuller	-2.3582	0.0092
Dickey-Fuller	-2.6046	0.0046
Augmented Dickey-Fuller	-2.7931	0.0026
Unadjusted modified Dickey-Fuller	-5.3450	0.0000
Unadjusted Dickey-Fuller	-4.0420	0.0000

Source : Elaboré par l'auteur à partir du logiciel stata 17

A partir des résultats des tests de cointégration du Tableau 8 et 9, on dispose des preuves solides pour rejeter l'hypothèse nulle d'absence de cointégration. Rejeter l'hypothèse nulle d'absence de cointégration entre les séries du panel implique que les variables ne se séparent pas dans la relation d'état stationnaire à long terme. En outre, les résultats indiquent les avantages de l'utilisation de données de panel regroupées à partir desquelles une plus grande variabilité peut être exploitée à partir des informations transversales.

Par conséquent, il existe une relation de long terme entre les différentes variables du modèle. En cas de présence de cointégration dans les données de panel, l'estimateur simple des Moindres Carrées Ordinaires ne peut normalement pas être utilisé car il pourrait générer des coefficients biaisés.

Pour pallier ce problème, on utilise un estimateur Pooled Mean Group (PMG), qui peut être considéré comme un modèle intermédiaire permettant un plus grand degré d'hétérogénéité dans lequel les effets fixes, les coefficients de court terme et les variances d'erreur peuvent différer entre les groupes, Bouchoucha (2012).

III.3.3. Résultats des estimations de PMG

Après avoir vérifiée la stationnarité et la cointégration des variables, on passe au calcul de l'estimateur PMG proposé respectivement par Pesaran et al. (1999) et Pesaran et Smith (1995). L'avantage de cette méthode d'estimation réside dans l'introduction de l'hétérogénéité dans certains coefficients à estimer. Les résultats des tests de cointégration trouvés montrent que entre la variable dépendante et les variables indépendantes sont cointégrées, d'où l'estimateur approprié est l'estimateur PMG (Pooled-Mean Group).

Dans nos estimations, on va considérer trois modèles de régression :

- Tout d'abord, l'estimation de l'équation de l'investissement domestique (Modèle 1) incluant les variables explicatives habituellement utilisées dans les travaux antérieurs avec notamment les variables macroéconomiques suivantes : APD, IDE, TPIB, VAI et DOE.

**Analyse des effets de l'aide publique au développement et des investissements directs étrangers sur
l'investissement domestique en Afrique subsaharienne (1996-2019)**

- Ensuite, dans le modèle 1, on y introduit dans la régression les variables institutionnelles pour constituer modèle 2 (le contrôle de corruption et la stabilité politique) pour capter le rôle de la qualité des institutions stimulant les flux financiers extérieurs afin d'augmenter l'investissement domestique .
- Enfin, dans le modèle 1, on y ajoute l'interaction entre les variables macroéconomiques et variables institutionnelles ce qui constitue le modèle 3.

Les résultats trouvés avec l'estimateur PMG sont consignés dans les tableaux 10 et 11.

Tableau 10 : Résultats d'estimation de la relation de long terme

Variables	Modèle 1	Modèle 2	Modèle 3
APD	-0.0029 (-4.8)	- 0.0123 (-1.20)	-0.5791 (-0.81)
IDE	0.53343*** (3.80)	0.4440 *** (5.70)	0.3882*** (3.80)
TPIB	0.41082 *** (5.76)	0.5226*** (4.89)	0.3864*** (5.50)
DOE	0.0461*** (3.30)	0.0827*** (4.93)	0.0372 ** (2.80)
VAI	0.0805*** (2.97)	-0.0080 (-0.02)	0.0441 (1.54)
CORR		0.0569** (0.06)	
STAB		-2.5750*** (-4.19)	
IDECORR			0.5495*** (3.79)
APDSTAB			- 0.0142 (-1.61)
IDESTAB			0.1293** (1.13)
APDCORR			0.5773 (0.81)

Source : Elaboré par l'auteur à partir du logiciel Stata 17

Note :- La variable dépendante est la Formation brute du capital fixe (FBCF)

- Les termes entre parenthèses correspondent à t-statistic (Standard Error).

- *, **, *** : significatif à un seuil de 10%, 5% et 1% respectivement.

Tableau 11 : Résultats d'Estimation de la relation de court terme

Variables	Modèle 1	Modèle 2	Modèle 3
ECT	-1.1015*** (-36.36)	-1.0745 *** (-22.06)	- 0.9990*** (-19.53)
Δ(APD)	- 0.0002 (-0.04)	-0.02901 ** (-2.36)	2.2638 (4.07)
Δ(IDE)	0.0593 (0.96)	0.1655 (0.95)	0.4067** (2.44)
Δ TPIB	- 0.0219 (-0.34)	0.04563 (0.38)	0.0036 (0.07)
Δ DOE	0.0284*** (3.49)	-0.0040 (-0.35)	0.0310*** (3.87)
Δ VAI	-0.0134 (-0.98)	-0.0176 (-0.60)	0.0002 (0.01)
Δ CORR		-0.0002 (0.00)	
Δ STAB		1.1611 (2.35)	
Δ IDECORR			0 .5943** (2.71)
Δ APDSTAB			0.0285** (3.17)
Δ IDESTAB			-0.3363** (-2.18)
Δ APDCORR			-2.2578*** (-4.08)
CONS	14.51282*** (41.09)	12.9678 *** (17.90)	14.1381*** (20.83)

Source : Elaboré par l'auteur à partir du logiciel Stata 17

Note :- La variable dépendante est la Formation brute du capital fixe (FBCF)
- Les termes entre parenthèses correspondent à t-statistic (Standard Error).
- *, **, *** : significatif à un seuil de 10%, 5% et 1% respectivement.

III.3.4. Analyse et discussion des résultats économétriques

Les résultats de régression consignés dans les tableaux 10 et 11 montrent les estimations de court et de long terme trouvés à l'aide de l'estimateur PMG.

L'analyse de ces résultats montre que le coefficient associé à la variable dépendante (FBCF) mesurant la force de rappel (ECT (-1)) est négatif et significativement différent de zéro pour les trois modèles considérés.

Ces résultats prouvent qu'il existe une relation de cointégration et confirment une relation stable à long terme entre l'investissement domestique (FBCF) et les différentes variables d'intérêt et de contrôle. Ce qui corrobore avec les prescriptions théoriques. En effet, selon Samargandi & al. (2013), l'existence de la relation de long terme entre la variable dépendante et les variables d'intérêt requiert que le coefficient du terme de correction d'erreur soit négatif et pas plus bas que -2. Cette condition est bien vérifiée pour les modèles de régression (tableau 11).

A court et à long terme, les IDE ont un signe positif pour les trois modèles de régression, ce qui concorde avec le signe attendu. En effet, à court terme, les IDE ont un effet positif sur l'investissement domestique. Cet effet positif est non significatif pour les deux premiers modèles mais significatif au seuil de 5% pour la régression du modèle 3. A long terme (tableau 10), pour les trois modèles considérés, on constate que les investissements directs étrangers ont un impact positif et significatif sur l'investissement domestique en Afrique Subsaharienne, ce qui traduit un effet d'entraînement des IDE sur l'investissement domestique. Lorsque les IDE augmentent de 1%, toute chose étant égale par ailleurs, l'investissement domestique augmente respectivement de 0.38% pour le modèle 1, de 0.44% pour le modèle 2 et de 0.38% pour le modèle 3. Ces résultats corroborent avec ceux trouvés par Zhang (2014). Ce dernier a trouvé que les IDE améliorent la compétitivité de l'industrie en Chine en exerçant une influence positive sur l'investissement domestique. De même, Selon Arvis & al, (2007), les IDE peuvent favoriser l'investissement domestique lorsqu'il réduit les contraintes inhérentes du climat d'investissement du pays d'accueil, par exemple les IDE contribuent à améliorer les infrastructures physiques. De plus, ces résultats concordent avec la littérature qui montre que les IDE peuvent avoir des effets d'entraînement sur l'investissement domestique en favorisant l'augmentation de la productivité à travers plusieurs canaux (la concurrence, la création d'une nouvelle demande intérieure et catalyse les exportations).

Concernant l'aide publique au développement, les résultats des estimations montrent qu'à court terme et à long terme l'APD a un impact négatif et non significatif sur l'investissement domestique. Ces résultats montrent que l'aide publique au développement n'influence pas d'une manière significative l'investissement domestique en Afrique Subsaharienne. Ces résultats corroborent avec ceux trouvés par Arazmuradov (2011) dans une étude qu'il a effectuée dans cinq pays enclavé d'Asie Centrale, il a trouvé que l'aide étrangère n'influence pas l'investissement domestique dans ces pays.

Ces résultats vont également dans la même logique que ceux trouvés par Kosack & Tobin (2006). Ils ont trouvé que l'APD destinée à stimuler l'investissement domestique est minime là où elle est principalement allouée pour les activités de type non-investissement telles que le financement des dépenses publiques récurrentes les dépenses publiques, l'aide humanitaire et d'autres dépenses de consommation du gouvernement, finissant par augmenter le budget du gouvernement plutôt que l'investissement et la croissance.

Le contrôle de corruption (CORR) a un impact négatif et non significatif à court terme sur l'investissement domestique. En revanche, à long terme, le contrôle de corruption a un impact positif et significatif au seuil de 1%. Ce résultat trouvé concorde avec ceux trouvés par Mauro (1996), il a montré toute amélioration de la lutte contre la corruption, via les politiques de lutte contre la corruption influence positivement l'investissement domestique et la croissance économique. Les investisseurs préfèrent travailler dans un environnement qui n'entrave pas leurs affaires. Le contrôle de corruption exerce une influence significative à long terme sur l'investissement domestique en Afrique Subsaharienne.

La stabilité politique (STAB) à court terme a un effet positif mais non significatif. Alors qu'à long terme, la stabilité politique n'a pas le signe attendu (positif), elle est corrélée négativement avec l'investissement domestique et d'une façon significative. Ces résultats prouveraient que la plupart des pays de l'Afrique Subsaharienne sont caractérisés par le manque de stabilité politique (Guerre civile, terrorisme, ...). Cette absence de stabilité politique ferait que l'investissement domestique diminue (fuites des capitaux, rapatriement du capital, destructions des infrastructures publiques et privées).

En faisant recours à l'interaction entre les variables macroéconomiques et gouvernementales. Les résultats du tableau 10 et 11 montrent que la variable d'interaction l'IDE couplé avec le contrôle de corruption a un signe attendu. A court terme, elle exerce un effet positif et significatif au seuil de 5% sur l'investissement domestique. A long terme, les IDE dans un environnement de contrôle de corruption exercent un effet positif et significatif au seuil de 1% sur l'investissement domestique en Afrique Subsaharienne.

Ces résultats prouvent que le contrôle de la corruption améliore toujours l'effet de l'IDE sur l'investissement domestique dans les pays d'Afrique subsaharienne. Le contrôle de corruption permet l'entrée des IDE et favorisent par conséquent une augmentation des investissements domestiques.

Ces résultats concordent avec ceux trouvés par Sakkar & Aynul (2001), Mengistu & Adhikary, (2011) et Buchanan (2012), ils ont trouvé que les mauvaises institutions provoquent la fuite des capitaux vers l'étranger et diminuent l'investissement domestique, elles entravent les IDE et peuvent agir comme une taxe, en augmentant le coût des IDE (des coûts additionnels aux entreprises étrangères par le paiement des pots-de-vin et le gaspillage des ressources). Les investisseurs ne sont pas disposés à investir dans les pays où les institutions encouragent la corruption omniprésente, le népotisme et la bureaucratie, car ces facteurs augmentent le coût des affaires. D'où le contrôle de corruption permet aux IDE de stimuler l'augmentation de l'investissement domestique en Afrique Subsaharienne. Autrement-dit, les IDE dans un environnement de contrôle de corruption agissent positivement sur l'investissement domestique.

L'APD interagissant avec la stabilité politique a un effet positif et significatif sur l'investissement domestique à court terme. Cela signifie que l'APD dans un environnement de stabilité politique contribue à améliorer l'investissement domestique, l'APD dirigée dans les pays qui disposent d'une stabilité politique contribue à financer les infrastructures publiques (les établissements scolaires, sanitaires, ...). Par contre à long terme, l'APD a un impact négatif et non significatif sur l'investissement domestique. A long terme la variable d'interaction APD*STAB n'influence pas l'investissement domestique.

Pour la variable d'interaction IDE*STAB agit négativement et significativement au seuil de 5% à court terme. Ces résultats montrent qu'à court terme les investisseurs ont peur du risque d'investir dans les pays instables et confirment ceux de Bevan & Estrin (2004), à l'aide toujours des données de panel, ils montrent qu'à part le coût de la main d'œuvre et la taille du marché, le niveau de risque d'instabilité politique dans les pays hôtes exerce beaucoup d'influence sur le choix d'investissement, ainsi que sur la décision de localisation d'IDE. Par contre, à long terme les IDE couplés avec la stabilité politique agissent positivement et d'une manière significativement.

La stabilité politique interagissant avec les IDE influence l'investissement domestique dans les pays d'Afrique subsaharienne à long terme. Ces résultats vont dans la même lignée que ceux trouvés par Abdelkader & Imane (2021). En étudiant le rôle de la stabilité politique dans la promotion de des investissements en Afrique du Nord. Ils ont trouvé que la stabilité politique a un impact positif significatif sur l'attractivité des investissements directs étrangers dans les cinq pays de l'Afrique du Nord.

La variable d'interaction APD*CORR a un impact négatif et significatif au seuil de 5% à court terme. Ces résultats concordent avec les arguments de Dambisa (2009) et Easterly (2001) qui prêchent qu'augmenter l'aide dans les pays où les institutions sont mauvaises ne fonctionne pas et Dambisa (2009) ajoute que l'APD alimente la corruption, la mauvaise gouvernance, les institutions extractives. Par contre à long terme l'aide publique au développement dans un environnement de contrôle de corruption influence positivement l'investissement domestique mais d'une manière non significative.

Les autres variables, la valeur ajoutée de l'industrie n'a pas d'influence significative sur l'investissement domestique à court terme mais elle a un impact positif et significatif sur l'investissement domestique pour le premier modèle de régression à long terme et, elle influence positivement l'investissement domestique mais d'une façon non significatif pour les deux derniers modèles.

Les variables représentant respectivement le degré d'ouverture économique et le taux de croissance, elles ont une influence positive et significative à long terme. A court terme, elles ont une influence positive mais non significatif.

Conclusion du troisième chapitre

Le troisième chapitre est consacré à l'analyse empirique des effets de l'aide publique au développement et de l'investissement direct étranger sur l'investissement domestique. C'est dans ce chapitre qu'on a présenté la spécification du modèle, la description des variables et sources des données ainsi que la discussion des résultats trouvés.

Pour bien traiter les données du présent travail, on a commencé à faire la présentation de la méthodologie afin de mettre en évidence la méthode d'estimation et les tests préliminaires (les tests de stationnarité et de cointégration des variables). La méthode d'estimation PMG se révèle plus performant. Les résultats des tests de stationnarités montrent que certaines sont stationnaires en niveau et d'autres en différence première. Les résultats des tests de cointégration prouvent qu'il existe une relation de cointégration entre les différentes variables de notre modèle. Ces résultats nous ont poussés à conclure que le modèle approprié est le modèle à correction d'erreur.

Les résultats de l'estimation par la méthode PMG prouvent l'aide publique au développement n'a pas d'effet sur l'investissement domestique à court et à long terme. En revanche, l'investissement direct étranger exerce un effet positif et significatif sur l'investissement domestique en Afrique Subsaharienne à court et à long terme. Ces résultats concordent avec ceux trouvés par d'autres chercheurs.

Concernant le rôle de la qualité des institutions, les résultats trouvés montrent que dans un environnement de contrôle de corruption les IDE améliorent l'investissement domestique et que l'APD dans un environnement de stabilité politique n'a pas d'effet significatif sur l'investissement domestique.

CONCLUSION GENERALE

L'objectif de ce travail est d'analyser les effets de l'aide publique au développement et l'investissement direct étranger sur l'investissement domestique en Afrique Subsaharienne. A partir de la question centrale qui est libellé comme suit : les flux financiers extérieurs contribuent-ils à accroître les ressources intérieures et par conséquent promouvoir l'investissement domestique dans les pays d'Afrique Subsaharienne, trois questions spécifiques ont été formulées dont la première est de savoir si l'aide publique au développement influence l'investissement domestique, la deuxième consiste à savoir si l'investissement direct étranger a un impact positif sur l'investissement domestique et enfin la troisième question vise à savoir quel est le rôle de la qualité des institutions pour favoriser l'investissement domestique en Afrique subsaharienne . Pour répondre à toutes ces questions, trois hypothèses de recherches ont été formulées. Le présent travail est articulé autour de trois chapitres excepté l'introduction et la conclusion générale.

Le premier chapitre traite les différentes approches théoriques de l'aide publique au développement, de l'investissement direct étranger et l'investissement domestique. Ce chapitre se focalise à l'établissement des relations théoriques les trois variables d'intérêt de notre sujet. Il tente d'établir les relations théoriques existant entre l'APD, l'IDE et l'investissement domestique et c'est dans ce chapitre qu'on a mis en évidence le rôle de la qualité des institutions pour stimuler l'aide publique et attirer les IDE afin d'accroître l'investissement domestique. Plusieurs théories révèlent une relation positive entre les IDE et l'investissement domestique mais la relation théorique entre l'APD et l'investissement domestique est faiblement révélée. Des travaux empiriques réalisés par divers auteurs soulignent la relation entre les flux des IDE et l'investissement domestique. Toutefois, peu de travaux empiriques établissent l'effet de l'APD sur l'investissement domestique.

Contrairement au premier chapitre qui insiste sur le cadre théorique, le second chapitre met en exergue l'état des lieux de l'aide publique au développement, investissement direct étranger et l'investissement domestique en ASS.

Ce chapitre fait une analyse l'évolution des IDE entrant en Afrique Subsaharienne, de l'aide ainsi que l'évolution de l'investissement domestique. Il présente l'évolution comparée de l'aide publique, des IDE et de l'investissement domestique avec les autres régions en développement.

On constate que l'aide publique n'a cessé d'augmenter alors que l'investissement domestique en Afrique Subsaharienne reste constant et régulier par rapport au PIB tandis que les IDE à destination de l'Afrique Subsaharienne restent faibles malgré les potentielles ressources que dispose cette région comparativement aux autres régions. Dans ce chapitre, on a essayé d'établir une relation entre les trois variables d'étude en dressant une évolution parallèle pour se faire une idée d'une éventuelle présomption de liaison. Les courbes montrent que l'IDE et l'investissement domestique évoluent dans le même sens ce qui présume une liaison directe mais l'allure de l'APD et l'investissement domestique fait penser qu'il n'y a pas de relation directe.

Cependant, pour éviter de tirer des conclusions fallacieuses basées seulement sur la théorie, on a jugé bon de passer par une analyse empirique. C'est l'objet du troisième chapitre.

Le troisième et dernier met en évidence la présentation de la méthodologie. La méthode d'estimation PMG et les techniques de vérification de la stationnarité et de test de cointégration ont été utilisées, on a vérifié donc la stationnarité des variables avec les tests LLC, IPS et CADF, on a trouvé que certaines variables sont stationnaires en niveau et d'autres en différence première, donc intégrées d'ordre $I(0)$ et $I(1)$. Les résultats des tests de cointégration de Pedroni et Kao prouvent qu'il existe une relation de cointégration entre les différentes variables du modèle.

La spécification du modèle s'inspire aux modèles de Chenery & Strout (1966) et Agosin & Mayer (2000). Les résultats trouvés à l'aide de l'estimation Pooled Mean Group (PMG) montrent que l'aide publique au développement n'a pas d'effet sur l'investissement domestique à court et à long terme, d'où la confirmation de la première hypothèse qui stipule que l'aide publique au développement n'influence pas l'investissement domestique en Afrique Subsaharienne.

En revanche, l'investissement direct étranger exerce un effet positif et significatif sur l'investissement domestique en Afrique Subsaharienne à court et à long terme, la deuxième hypothèse qui stipule que l'IDE a un impact positif sur l'investissement domestique est confirmée. Ces résultats concordent avec ceux trouvés par d'autres chercheurs.

L'hypothèse selon laquelle l'IDE et l'APD interagissant respectivement avec le contrôle de corruption et de la stabilité politique ont un impact positif sur l'investissement domestique est confirmée partiellement car l'effet de l'IDE dans un environnement de contrôle de corruption (effet couplé IDE *CORR) a un impact positif et significatif sur l'investissement domestique. Par contre

l'effet de l'APD couplé avec la stabilité politique agit négativement sur l'investissement domestique mais d'une manière non significative en Afrique Subsaharienne à long terme.

Implications des politiques économiques et limites

Les résultats de l'estimation montrent que les IDE influencent positivement l'investissement domestique pour les pays d'Afrique Subsaharienne et que par contre l'APD n'influence pas l'investissement domestique. Dans un environnement de contrôle de corruption l'effet couplé IDE*CORR améliore toujours l'investissement domestique mais l'APD interagissant avec la stabilité politique n'influence pas l'investissement domestique. Au vu de ce qui précède, nous suggérons les implications des politiques économiques aux gouvernements des Etats d'Afrique Subsaharienne suivantes :

- Orienter l'aide publique au développement dans les secteurs promoteurs des investissements domestiques tout en favorisant l'aide aux projets d'investissement ;
- Améliorer et renforcer la bonne gouvernance (contrôle de corruption et stabilité politique) pour promouvoir l'investissement domestique dans les pays d'Afrique subsaharienne. Les décideurs auront à affronter directement la question de la bonne gouvernance pour assurer la croissance économique et l'investissement domestique. En effet, pour lutter contre la corruption, il faut actualiser les normes juridiques et créer des nouveaux législatifs touchant la réalité des citoyens de cette région et tout en réduisant la corruption sous condition d'une stabilité politique durable. Les entreprises ou investisseurs sont intéressés à investir dans les pays dont l'environnement politique, économique et institutionnel est susceptible de protéger leur investissement ;
- Accélérer les réformes et s'investir beaucoup plus dans l'amélioration du climat des affaires en mettant en place une véritable politique de promotion des IDE, afin de bénéficier de leurs retombées positives sur l'investissement domestique, la création d'emplois, l'innovation et le transfert de technologie. On ne peut pas dire que tous les contours de notre sujet ont été exploités, des limites ne manquent pas. En effet la première limite qu'il faut signaler est l'indisponibilité des données pour certains pays d'Afrique Subsaharienne, une autre limite que les autres chercheurs peuvent exploiter sur ce thème est l'étude détaillée, en groupant les pays d'Afrique Subsaharienne par leur niveau de revenu.

BIBLIOGRAPHIE

1. Abdelkader E-K. & Imane Z.B. (2021). Rôle de la stabilité politique dans la promotion de l'investissement direct étranger en Afrique du Nord. *European Scientific Journal, ESJ*, 17 (38), 181
2. Abotsi A.K., (2016). Theory of Foreign Direct Investment and Corruption, *International Journal of Asian Social Science*, 2016, pp 359-378
3. Aizerman, J. (1992). Exchange Rate Flexibility? Volatility and the Patterns of Domestic and Foreign Direct Investment? NBER Working Paper No. 3853.
4. Alesina A., Dollar D. (2000) Who Gives Foreign Aid to Whom and Why?, *Journal of Economic Growth*: disponible sur l'internet : <https://www.jstor.org/stable/40216022>
5. Ali, F. A., Fiess, N., & MacDonald, R. (2010). Do Institutions Matter for Foreign Direct Investment? *Open Economies Review*, 21(2), 201-219. Disponible sur l'internet : <https://doi.org/10.1007/s11079-010-9170-4>.
6. Andreff, W. (1987). Bilan comparatif de la crise en URSS et dans les six pays européens du CAEM: de la réalité à l'emphase théorique
7. Arazmuradov, A., (2011). Foreign aid, foreign direct investment and domestic investment nexus in landlocked economies of central Asia, *Dalmine*
8. Asiedu, E. (2003). Foreign Direct Investment to Africa: The role of Government Policy Governance and Political Instability, MEMO.
9. BAD(2006), Rapport annuel 2005 du groupe BAD
10. Baltagi B.H. & Kao C. (2000), "Nonstationary Panels, Cointegration in Panels and Dynamic Panels: a Survey", *Advances in Econometrics*, vol 15, Elsevier Science, pp. 7-51
11. Bardhan P., (1997). Corruption and Development: A review of issues, *Journal of Economic Literature* 35, September, 1320-1346.
12. Bauer, P., (1972), *Dissent on Development*, Cambridge, MA: Harvard University Press.
13. Bevan & Estrin, 2004. The Determinants of Foreign Direct Investment into European Transition Economies, *Journal of Comparative Economies* 32, 775-787: Disponible sur l'internet : <https://doi.org/10.1016/j.jce.2004.08.006>

14. Bie, P.(1998), « Foreign Direct Investment: Trends and Determinants », dans Evaluation of the Investment Promotion and Facilitation Program, Bureau of Industry Economics, 1998
15. Blomström M., Kokko A., 2003, The Economics of Foreign Direct Investment Incentives, Working Paper, NBER, n° 9489.
16. Blonigen B.A., 2001, « In Search of Substitution between Foreign Production and Exports », Journal of International Economics, Volume 53, n° 1, pp. 81-104.
17. Blonigen B.A., 2005, A Review of the Empirical Literature on FDI Determinants, Working Paper, NBER, n° 11299.
18. Bouchoucha, M. (2012). The transfer effect: A comparative perspective between the European monetary union regime and fixed and floating regimes », *Economie internationale*, n°125, pages 105-131
19. Bourdet, Y. & H. Falck, (2006), Emigrants' remittances and Dutch Disease in Cape Verde." *International Economic Journal* 20(3): 267-284
20. Brunel, S., 1995. *Le Sud dans la nouvelle économie mondiale*. PUF. Paris
21. Buchanan, B. G., Le, Q. V., & Rishi, M. (2012). Foreign direct investment and institutional quality: Some empirical evidence. *International Review of Financial Analysis*, 21, 81-89.
22. Burnside, C., & Dollar, D. (1997). Aid, policies, and growth. Policy research Working Paper 1777. Washington, DC: World Bank.
23. Chen, T.-J., H. Chen, & Y. Ku, (2004), "Foreign Direct Investment & Local Linkage." *Journal of International Business Studies* 35: 320-333.
24. Chenery, B.& Strout, M. (1966). Foreign Assistance and Economic Development. *The American Economic Review*, 679-733
25. Christophe H., & Valérie M. (2005) . Une synthèse des tests de racine unitaire sur données de panel, dans l'économie et prévision, revue économique. Disponible l'internet :<https://www.cairn.info/revue-economie-et-prevision-2005-3-page-253.htm>
26. CNUCED, 2008, Rapport sur l'investissement dans le monde, 2008. Genève, CNUCED.
27. CNUCED, 2009. Rapport sur l'investissement dans le monde, 2009. Genève, CNUCED
28. CNUCED, 2018, Rapport sur l'investissement dans le monde, 2018. Genève, CNUCED.
29. CNUCED, 2019. Rapport sur l'investissement dans le monde, 2019. Genève, CNUCED

30. Dalgaard, C-J., Hansen, H., and Tarp, F., 2004. On the Empirics of Foreign Aid and Growth. *The Economic Journal*, 114(496), F191-F21.
31. Dazoue Dongue Guy Paulin, Vangvaïdi Albert & Baida Angele Louise (2018) *Analyse Des Fondements Théoriques De L'aide Publique au Développement*, Global journal.inc
32. De Mello, LR (1999). Croissance tirée par l'investissement direct étranger : preuves tirées de séries chronologiques et de données de panel. *Oxford, documents économiques* 51(1),133-151.
33. Deaton,A.(2013).L'aide au développement renforce la pauvreté, project syndicate,2015.
34. Desai, M. A., C. F. Foley, & J. Hines., (2005), "Foreign Direct Investment and the Domestic Capital Stock." National Bureau of Economic Research NBER Working Paper: W 11075
35. Dunning J.H., (2001), « The Eclectic (OLI) Paradigm of International Production : Past, Present and Future », *International Journal of Economics and Business*, volume 8, n° 2, pp. 173-190
36. Easterly, W., (2009). "Can the West Save Africa?" *Journal of Economic Literature*, 47: 373-447. Disponible sur l'internet : <https://www.jstor.org/stable/27739927>
37. Egger P. & Winner H. (2006), "How Corruption Influences Foreign Direct Investment: A Panel Data Study", *Economic development and cultural change*, The University of Chicago.
38. Egger P., Winner H., (2005),.Evidence on corruption as an incentive for foreign direct investment, *European Journal of Political Economy*, Elsevier, vol. 21(4), pp 932-952,
39. Ferrara L., Henriot A., (2004), « La localisation des entreprises industrielles : comment apprécier l'attractivité des territoires ? », *Économie Internationale*, n° 99, pp. 91-111
40. Glass A. J. & Wu, X., (2002). Does Corruption Discourage Foreign Direct Investment and Innovation? Department of Economics, Texas A&M University
41. Griffin, K. & Enos, J. (1970). Foreign Assistance: Objectives and Consequences. *Economic Development and Cultural Change*, 18, 313- 327
42. Guillaume, O., (2004). *L'APD : un outil à réinventer*. Charles Léopold Mayer. Paris
43. Helpman, E., M. J. Melitz, & S. Yeaple., 2004, "Export versus FDI with Heterogeneous Firms." *The American Economic Review* 94(1): 300-316.
44. Hurlin,C.& Mignon ,V., (2005). Synthèse de tests de racine unitaire sur données de panel, *Economie & prévision*, p.257.
45. Jacquet, P., (2006). *L'aide au développement dans la gouvernance globale* ». Ramses

46. Jonas, K.K. (2018). Modélisation ARDL, Test de cointégration aux bornes et Approche de Toda-Yamamoto : éléments de théorie et pratiques, HAL. Open sciences, kinshasa Disponible sur l'internet : <https://hal.archives-ouvertes.fr/cel-01766214>
47. Kaufman D., (1997), "Corruption: The Facts," Foreign Policy, No. 107 (summer), pp. 114–31
48. Kitsali, K., (2013). Modèle de fonctionnement des exploitations familiales pour le développement agricole et rural du Katanga (Cas de la zone agricole de Sambwa) [Thèse de doctorat] Université de Lubumbashi
49. Klein, M., & Rosengren, E., (1994), "The Real Exchange Rate and Foreign Direct Investment in the United States: relative wealth versus relative wage effects". Journal of International Economics 36, pp. 373-389
50. Krugman P., (1991), « Increasing Returns and Economic Geography », Journal of Political Economy, vol.99, n° 3, pp.483-499
51. Markusen & Maskus (2001), "A Unified Approach to Intra-Industry Trade and Direct Foreign Investment", document de travail du NBER, No. 8335
52. Markusen, J.R & Venables, A.J. (1999). L'Investissement Direct étranger comme Catalyseur du Développement industriel, revue économique Européenne.
53. Mengistu, A. A., & Adhikary, B. K. (2011). Does good governance matter for FDI inflows? Evidence from Asian economies. Asia Pacific Business Review, 17(3), 281-299. Disponible sur l'internet : <https://doi.org/10.1080/13602381003755765>
54. Michalet C.A., 1999, La séduction des nations : ou comment attirer les investissements directs étrangers, Paris, Economica, pp. 47-71.
55. Michalet C.A., (2000). La Sélection des Nations ou Comment attirer les Investissements, Economica, Paris 1999.
56. Michalet C.A., (2002), Qu'est-ce que la mondialisation ?, Paris, La Découverte, pp. 61-1120
57. Moyo D., (2009a). L'aide fatale : les ravages d'une aide inutile et de nouvelles solutions pour l'Afrique. Paris, J.C. Lattès, 280 p.
58. Moyo, D. (2009 b). Why Foreign Aid Is Hurting Africa. The Wall Street Journal.
59. Mucchielli J.-L., (1992), « Déterminants de la localisation et firmes multinationales », Revue Économique, Volume 43, n° 4, pp. 647-660.

60. Mucchielli J.-L., (1998), Multinationales et mondialisation, Paris, Le Seuil. MUCCHIELLI J.-L., 2001, « Investissements directs et exportations : compléments ou substituts »
61. Myriam, B .S.(2012), Quelle efficacité de l'Aide Publique au Développement ? Le cas du Ghana. Economies et finances. 2012.
62. Naveretti, JB.&Venables, AJ.(2004), les entreprises Multinationales dans l'économie mondiale, Princeton ,Oxford . Presse universitaire de Princeton
63. Ndikumana L. & Vernick S.(2008), The Linkages between FDI and Domestic Investment: Unravelling the Developmental Impact of Foreign Investment in Sub-Saharan Africa, University of Massachusetts, Amherst and UNECA
64. Nkendah R., (2007). Bonne gouvernance et investissements directs étrangers (IDE) en Afrique sub-saharienne à l'ère de la mondialisation des économies : le cas des pays de la CEMAC, Colloque IDEAL sur Gouvernance : quelle pratiques promouvoir pour le développement économique de l'Afrique ?, Université Catholique de LILLE, le 3 Novembre 2007
65. Nurske, R. (1953). Problems of capital formation in underdeveloped countries, Oxford University Press
66. OCDE (2005), Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement, OCDE, Paris.
67. OCDE (2008), Programme d'Action d'Accra, OCDE, Paris
68. OCDE, 1997-2020, Rapports Annuels, 1997-2020. Paris, OCDE
69. Pedroni P. (1998). Testing for Convergence to Common Steady States in Nonstationary Heterogeneous Panels , Working Paper in Economics, Indiana University
70. Perkins, D., Radelet, S.& Lindauer D. (2014). Economie du développement, Editions Nouveaux
71. Pesaran, M.H., & Smith, R.P. (1995). "Estimation of long-run relationships from dynamic heterogeneous panels". Journal of econometrics, vol. 68, pp. 79-113
72. Pesaran, Shin & Smith (1999). "Pooled Mean Group Estimation of Dynamic Heterogeneous Panel", Journal of the American Statistical Association, Vol. 94, n° 446, pp. 621-63
73. Rogmans, T., & Ebbers, H. (2013). The determinants of foreign direct investment in the Middle East North Africa region. International Journal of Emerging Markets, 8(3), 240-257.

74. Rosenstein-Rodan, P. N. (1961), 'International Aid for Underdeveloped Countries', *The Review of Economics and Statistics*, Vol. 23, No. 2, pp. 107–38
75. Rostow, W. (1962). *Les étapes de la croissance économique*, traduit de l'américain par M.-J. Du Rouret, paris, Editions du seuil, 200p.
76. Sachs J., Warner A., (1995), « Economic Reform and the Process of Global Integration », *Brookings Papers on Economic Activity*, n° 1, pp. 1-11
77. Sarkar H.H. & Aynul M., (2001). Impact of Corruption on the Efficiency of Investment: Evidence from A Cross-Country Analysis, *Asia-Pacific Development Journal*, Vol. 8, No. 2, pp. 111-116.
78. Severino J.M.&Charnoz O., (2007). *L'aide publique au développement*. Paris, La Découverte, 128 p.
79. Severino J.M.&Debrat J.M., (2009). *L'aide au développement*. Paris, Le Cavalier Bleu
80. Stigitz, J.(2002),*La Grande desillusion*, Paris,Fayard : Disponible sur l'internet : https://www.persee.fr/doc/receo_0338-0599_2002_num_33_1_3139
81. Urata, et Kawai, H. (2000), "The determinants of the location of foreign direct investment by Japanese small and medium-sized enterprises", *Small Business Economics*, 15, pp. 179 -103
82. Zhang, K. (2014). "How does Foreign Direct Investment affect Industrial Competitiveness? Evidence from China. ", *China Economic Review*, 30, 530-539
83. Zhou, H., Zhang, J. & Zhang, M. (2015). *Assistance étrangère : substance et pratique*. chapitre deux du livre : *L'aide étrangère en Chine*. Social Sciences Academic Press (Chine) et Springer-Verlag Berlin Heidelberg. : Disponible sur l'internet : https://doi.org/10.1007/978-3-662-44273-9_2

ANNEXES

**Analyse des effets de l'aide publique au développement et des investissements directs étrangers sur
l'investissement domestique en Afrique subsaharienne (1996-2019)**

Annexe 1: Flux d'IDE entrant par région des pays en Développement

ANNÉE	1996 – 2000	2001- 2005	2006 – 2010	2011 - 2015	2016 – 2020
Monde	797977,4	712954,75	1487147,19	1600871,35	1514021,12
Afrique	9868,661	19959,58	49591,61	53316,9	43288,06
Afrique subsaharienne	7107,379	13449,18	29434,74	41271,88	30081,4
Amérique	288849,7	186248,9	393775,7	492002,3	440802,5
Amérique septentrionale	219087,3	122229,2	278396,9	310867	303472,2
Amérique latine et Caraïbes	69762,4	64019,73	115378,8	181135,4	137330,3
Asie	122689	164943,1	386219,2	478018,3	544545,6
Europe	367359,4	333294,3	619004,2	523990,2	438253,5
Océanie	9210,727	8508,079	38556,41	53543,24	47130,95

Annexe 2 : Statistiques descriptives

Variable		Mean	Std. Dev.	Min	Max	Observations
fbcf	overall	21.35904	9.488358	-2.42436	77.8901	N = 885
	between		2.517251	17.85815	25.29585	n = 24
	within		9.161966	.7403921	73.95431	T-bar = 36.875
ide	overall	3.599467	5.41516	-11.199	57.8375	N = 904
	between		1.363779	1.09472	6.782384	n = 24
	within		5.247866	-11.36784	54.65458	T-bar = 37.6667
apd	overall	55.61638	50.29577	-11.9667	691.925	N = 910
	between		12.26194	36.13137	83.52864	n = 24
	within		48.83749	-14.96386	691.4003	T-bar = 37.9167
tpib	overall	4.170261	4.536738	-36.392	33.6294	N = 904
	between		.9476049	2.07526	6.192542	n = 24
	within		4.440518	-36.54426	32.69223	T-bar = 37.6667
stab	overall	-.5220493	.8957417	-2.84465	1.28206	N = 756
	between		.0407911	-.6040014	-.4641829	n = 21
	within		.8948555	-2.827477	1.298271	T = 36
corr	overall	-.5976991	.5949572	-1.55852	1.21674	N = 651
	between		.0471236	-.6598865	-.496036	n = 21
	within		.5931744	-1.533566	1.177793	T = 31
vai	overall	24.48612	12.41675	.9595261	84.3492	N = 872
	between		1.27161	22.65872	26.82694	n = 24
	within		12.3535	1.357022	82.00838	T-bar = 36.3333

Annexe 3: Résultats du test de cointégration de Kao

Kao test for cointegration		
<hr/>		
Ho: No cointegration	Number of panels	= 29
Ha: All panels are cointegrated	Avg. number of periods	= 14.724
Cointegrating vector: Same		
Panel means:	Included	Kernel: Bartlett
Time trend:	Not included	Lags: 1.41 (Newey-West)
AR parameter:	Same	Augmented lags: 1
Cross-sectional means removed		
	Statistic	p-value
<hr/>		
Modified Dickey-Fuller t	-2.3582	0.0092
Dickey-Fuller t	-2.6046	0.0046
Augmented Dickey-Fuller t	-2.7931	0.0026
Unadjusted modified Dickey-Fuller t	-5.3450	0.0000
Unadjusted Dickey-Fuller t	-4.0420	0.0000

Annexe 4 : Résultats du test de cointégration de Pedroni

Pedroni's cointegration tests:		
No. of Panel units: 29	Regressors: 7	
No. of obs.: 566	Avg obs. per unit: 20	
Data has been time-demeaned.		
	Panel	Group
	<hr/>	
v	-9.575	.
rho	8.295	7.613
t	2.647	-2.798
adf	6.692	-1.768
<hr/>		
All test statistics are distributed $N(0,1)$, under a null of no cointegration, and diverge to negative infinity (save for panel v).		

Analyse des effets de l'aide publique au développement et des investissements directs étrangers sur
l'investissement domestique en Afrique subsaharienne (1996-2019)

Annexe 5 : Résultats d'estimation de la relation de Long terme (Variables macroéconomiques)

		Log Likelihood = -2532.229				
D.fbcf		Coef.	Std. Err.	z	P> z	[95% Conf. Interval]
<u>ec</u>						
	apd	-.0029908	.0062433	-0.48	0.632	-.0152274 .0092459
	ide	.5334358	.0741018	7.20	0.000	.388199 .6786726
	tpib	.4108202	.0713751	5.76	0.000	.2709277 .5507128
	doe	.0416194	.0126174	3.30	0.001	.0168898 .066349
	vai	.080564	.0271334	2.97	0.003	.0273834 .1337445

Annexe 6 : Résultats d'estimation de la relation de Court terme (Variables macroéconomiques)

SR							
	<u>ec</u>	-1.101518	.0302957	-36.36	0.000	-1.160896	-1.042139
	apd						
	Dl.	-.0002212	.0060371	-0.04	0.971	-.0120537	.0116114
	ide						
	Dl.	.0593046	.0620258	0.96	0.339	-.0622636	.1808728
	tpib						
	Dl.	-.0219186	.0635334	-0.34	0.730	-.1464417	.1026045
	doe						
	Dl.	.0284247	.0081489	3.49	0.000	.0124532	.0443962
	vai						
	Dl.	-.0134177	.0136938	-0.98	0.327	-.0402571	.0134216
	<u>cons</u>	14.51282	.3532322	41.09	0.000	13.8205	15.20514

Analyse des effets de l'aide publique au développement et des investissements directs étrangers sur
l'investissement domestique en Afrique subsaharienne (1996-2019)

Annexe 7: Résultats d'estimation de la relation de long terme (Variables macroéconomiques et institutionnelles)

		Log Likelihood = -1319.003				
D.fbcf	Coef.	Std. Err.	z	P> z	[95% Conf. Interval]	
<u>ec</u>						
apd	-.0123974	.0102917	-1.20	0.228	-.0325689	.007774
ide	.444097	.0779031	5.70	0.000	.2914096	.5967843
tpib	.5226693	.1068716	4.89	0.000	.3132047	.7321338
doe	.0827308	.0167652	4.93	0.000	.0498716	.11559
vai	-.000803	.0344689	-0.02	0.981	-.0683608	.0667548
corr	.0569849	.9744184	0.06	0.953	-1.85284	1.96681
stab	-2.575063	.6140085	-4.19	0.000	-3.778498	-1.371629

Annexe 8: Résultats d'estimation de la relation de court terme (Variables macroéconomiques et institutionnelles)

SR							
<u>ec</u>		-1.074571	.0487028	-22.06	0.000	-1.170027	-.9791156
apd	Dl.	-.0290134	.0122782	-2.36	0.018	-.0530782	-.0049486
ide	Dl.	.1655036	.1742596	0.95	0.342	-.176039	.5070461
tpib	Dl.	.0456347	.1194402	0.38	0.702	-.1884638	.2797332
doe	Dl.	-.0040119	.0113135	-0.35	0.723	-.026186	.0181622
vai	Dl.	-.0176336	.0295305	-0.60	0.550	-.0755123	.0402451
corr	Dl.	-.0002946	.7919104	-0.00	1.000	-1.55241	1.551821
stab	Dl.	1.161121	.4949074	2.35	0.019	.1911202	2.131122
<u>cons</u>		12.96787	.7245168	17.90	0.000	11.54785	14.3879

Analyse des effets de l'aide publique au développement et des investissements directs étrangers sur
l'investissement domestique en Afrique subsaharienne (1996-2019)

Annexe 9 : Résultats de l'estimation par la méthode PMG à court terme (modèle avec les variables d'interaction)

SR							
	__ec	-.9990935	.0511648	-19.53	0.000	-1.099375	-.8988123
	apd						
	Dl.	2.263844	.5568302	4.07	0.000	1.172477	3.355211
	ide						
	Dl.	.4067005	.1666161	2.44	0.015	.0801391	.733262
	tpib						
	Dl.	.003674	.0562563	0.07	0.948	-.1065864	.1139344
	doe						
	Dl.	.0310727	.0080369	3.87	0.000	.0153206	.0468248
	vai						
	Dl.	.0002102	.0148707	0.01	0.989	-.0289358	.0293561
	idecorr						
	Dl.	.5943413	.2190112	2.71	0.007	.1650872	1.023595
	apdstab						
	Dl.	.0285288	.0089965	3.17	0.002	.010896	.0461615
	idestab						
	Dl.	-.3363778	.1545845	-2.18	0.030	-.6393578	-.0333978
	apdcorr						
	Dl.	-2.257833	.5533117	-4.08	0.000	-3.342304	-1.173362
	_cons	14.1381	.6786767	20.83	0.000	12.80792	15.46828